ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants.....	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes des accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GENERAUX

Coopératives.

Dahir n° 1-14-189 du 27 moharrem 1436 (21 novembre 2014) portant promulgation de la loi n° 112-12 relative aux coopératives. 1486

Réglementation des produits explosifs à usage civil, artifices de divertissement et matériels contenant des substances pyrotechniques.

Dahir n° 1-18-55 du 21 chaoual 1439 (5 juillet 2018) portant promulgation de la loi n° 22-16 portant réglementation des produits explosifs à usage civil, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques. 1508

Signes distinctifs des produits de l'artisanat.

Décret n° 2-17-411 du 26 joumada I 1439 (13 février 2018) pour la mise en application de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat. 1518

Accord de prêt conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement.

Pages

Décret n° 2-18-574 du 3 kaada 1439 (17 juillet 2018) approuvant l'accord de prêt conclu le 8 juin 2018 entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement, portant sur un montant de deux cent millions d'euros (200 000 000,00 d'euros), pour le financement du Programme d'appui au développement inclusif et durable des filières agricoles. 1520

Bank Al-Maghrib. – Mise en circulation de pièces de monnaie commémoratives.

Décret n° 2-18-539 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 1000 dirhams en or commémorant le 55^{ème} anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. 1520

	Pages
<i>Décret n° 2-18-540 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation de pièces de monnaie de 1000 dirhams en or et de 250 dirhams en argent commémorant le 19^{ème} anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.....</i>	1521
<i>Décret n° 2-18-541 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 250 dirhams en argent commémorant le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.</i>	1522
Règlement général de comptabilité publique.	
<i>Décret n° 2-18-573 du 6 kaada 1439 (20 juillet 2018) complétant l'article 82 du décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique. ...</i>	1523
Centres hospitalo-universitaires.	
<i>Décret n° 2-17-589 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018) pris pour l'application de la loi n° 70-13 relative aux centres hospitalo-universitaires.....</i>	1524
Télé médecine.	
<i>Décret n° 2-18-378 du 11 kaada 1439 (25 juillet 2018) relatif à la télé médecine</i>	1527
Sécurité sanitaire des produits alimentaires. – Classement des zones maritimes de production conchylicole.	
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts n° 1950-17 du 14 kaada 1438 (7 août 2017) relatif au classement sanitaire des zones maritimes de production conchylicole.</i>	1529
Œuvres cinématographiques et audiovisuelles étrangères au Maroc. – Conditions, critères et modalités d'octroi du soutien à la production.	
<i>Arrêté conjoint du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'économie et des finances n° 2117-18 du 20 chaoual 1439 (4 juillet 2018) modifiant l'arrêté conjoint du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'économie et des finances n° 2948-17 du 1^{er} jourmada I 1439 (19 janvier 2018) fixant les conditions, les critères et les modalités d'octroi du soutien à la production des œuvres cinématographiques et audiovisuelles étrangères au Maroc.....</i>	1535

Commission nationale du sport de haut niveau. – Nomination des membres.

	Pages
<i>Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 2306-18 du 28 chaoual 1439 (12 juillet 2018) modifiant l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1-18 du 14 rabii II 1439 (2 janvier 2018) portant nomination des membres de la commission nationale du sport de haut niveau.</i>	1536

TEXTES PARTICULIERS

Office national de l'électricité et de l'eau potable. – Prise de participation dans le capital de la société anonyme dénommée « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique ».

<i>Décret n° 2-18-397 du 17 kaada 1439 (31 juillet 2018) autorisant l'Office national de l'électricité et de l'eau potable à prendre une participation dans le capital de la société anonyme dénommée « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique » (IFMERE S.A.).....</i>	1537
---	------

Equivalences de diplômes.

<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 981-18 du 17 rejeb 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.</i>	1538
<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 982-18 du 17 rejeb 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2194-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiothérapie.....</i>	1538
<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 983-18 du 17 rejeb 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.</i>	1539

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1573-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1539
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1574-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1540
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1575-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1540
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1576-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.</i>	1541
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1577-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.</i>	1541

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1578-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1542
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1579-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.</i>	1542
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1580-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.</i>	1543
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1581-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1543
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1582-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.</i>	1544

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1583-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....</i>	1544
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1584-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.....</i>	1545
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1585-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 572-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiologie.....</i>	1545
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1588-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.....</i>	1546
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1590-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.....</i>	1546

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1592-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques.....</i>	1547
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1594-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.....</i>	1547
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1596-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 752-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gastro-entérologie.....</i>	1548
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1598-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.....</i>	1548
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1599-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2008-03 du 7 rejev 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation.....</i>	1549

	Pages		Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1717-18 du 8 ramadan 1439 (24 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	1549	Société d'équipement domestique et ménager «EQDOM». – Nouvel agrément.	
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1757-18 du 15 ramadan 1439 (31 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	1550	<i>Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 76 du 15 ramadan 1439 (31 mai 2018) portant nouvel agrément de la société d'équipement domestique et ménager « EQDOM » pour exercer l'activité de société de financement.....</i>	1550
		CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE	
		<i>Décision du CSCA n° 12-18 du 2 chaabane 1439 (19 avril 2018)</i>	1551
		<i>Décision du CSCA n° 19-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018)</i>	1552

TEXTES GENERAUX

**Dahir n° 1-14-189 du 27 moharrem 1436 (21 novembre 2014)
portant promulgation de la loi n° 112-12 relative aux
coopératives.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la
suite du présent dahir, la loi n° 112-12 relative aux coopératives,
telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre
des représentants.

Fait à Fès, le 27 moharrem 1436 (21 novembre 2014).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

**Loi n° 112-12
relative aux coopératives**

Chapitre premier

Dispositions générales

Article premier

La coopérative est un groupement de personnes
physiques et/ou morales, qui conviennent de se réunir pour
créer une entreprise, leur permettant la satisfaction de leurs
besoins économiques et sociaux, et qui est gérée conformément
aux valeurs et principes fondamentaux mondialement
reconnus en matière de coopération, notamment :

- l'adhésion volontaire et ouverte à tous ;
- gestion démocratique des coopératives ;
- participation économique des membres ;
- autonomie et indépendance ;
- éducation, formation et information ;
- la coopération entre les coopératives ;
- engagement envers la société.

Les coopératives se répartissent en trois catégories :

1 – les coopératives auxquelles les membres fournissent
des produits en vue de leur revente aux tiers après leur
transformation ou des services en vue de les fournir à ces
derniers ;

2 – les coopératives de production de marchandises ou
de fourniture de service au profit de leurs membres ;

3 – les coopératives qui offrent un emploi rémunéré au
profit de leurs membres.

Une coopérative peut réunir les activités de deux ou trois
des catégories citées ci-dessus.

Article 2

La coopérative est gérée et administrée conformément
aux principes coopératifs suivants :

1 – toute personne, sans distinction, peut adhérer à une
coopérative sous réserve de remplir les conditions fixées par
ses statuts selon la nature de son activité, et ce conformément
aux dispositions de la présente loi.

Tout coopérateur peut se retirer de la coopérative selon
les conditions fixées dans la section II du chapitre III de la
présente loi ;

2 – tout coopérateur, quel que soit le nombre de parts qu'il
possède, dispose de droits égaux au niveau de l'administration
et de la gestion des affaires de la coopérative et dispose, en
conséquence, d'une voix dans les assemblées générales de la
coopérative ;

3 – les excédents de recettes de la coopérative sur
ses dépenses d'exploitation doivent être répartis entre les
coopérateurs au prorata des opérations qu'ils ont réalisé avec
la coopérative ou du travail qu'ils lui ont fourni.

Les excédents mis en réserve ne peuvent être distribués
aux membres coopérateurs ;

4 – le capital n'est pas, en principe, rémunéré. Dans
le cas où il le serait, le taux d'intérêt maximum sera fixé
conformément aux conditions prévues par l'article 31 de la
présente loi ;

5 – le membre d'une coopérative est non seulement
considéré comme un apporteur d'une part du capital mais
également un coopérateur dont la participation aux activités
de la coopérative à laquelle il appartient prend la forme
d'apport ou de prestation de services ou de travail.

La coopérative fondée sur une action collective tend à
la promotion et à la qualification de ses membres qui se sont
unis non en raison de leurs apports respectifs mais de leurs
compétences personnelles et de leur volonté de solidarité ;

6 – les coopératives ayant des objets similaires peuvent
établir entre elles et avec celles ayant d'autres objets, le cas
échéant, des relations dans les domaines économique, social
et éducatif, aussi bien au niveau national et international et
ce, dans le cadre de l'inter-coopération.

Article 3

Les coopératives exercent leurs actions dans toutes les branches de l'activité humaine dans l'objectif :

- 1 – d'assurer le développement économique et social de leurs membres ;
- 2 – de promouvoir l'esprit et les principes coopératifs parmi ses membres ;
- 3 – de permettre à leurs membres de réduire le coût de production, d'améliorer la qualité des produits ou services et les vendre ou les livrer aux tiers aux meilleures conditions ;
- 4 – de développer et valoriser au maximum les activités de leurs membres.

Article 4

Les coopératives sont des personnes morales jouissant de la pleine capacité juridique et de l'autonomie financière.

Elles sont régies, pour leur constitution, leur administration, leur gestion, leur transformation, leur fusion, leur scission, leur dissolution et liquidation, par les dispositions de la présente loi, des textes réglementaires pris pour son application ainsi que par celles de leurs statuts.

Article 5

Les statuts des coopératives doivent comporter les dispositions concernant :

- les noms et les prénoms des membres, leurs adresses, lorsqu'il s'agit de personnes physiques, ou la dénomination, le siège et le montant du capital des membres lorsqu'il s'agit de personnes morales, et les états civils et les adresses de leurs représentants ;
- la dénomination ;
- le siège ;
- la durée qui ne doit pas excéder 99 ans ;
- l'objet ;
- la durée de mandat du ou des gérants ;
- le montant du capital et le nombre de parts qu'il représente ;
- la description et l'évaluation des parts en nature, le cas échéant ;
- les modalités de libération et de cession des parts ;
- la variabilité du capital ;
- le nombre minimal des parts souscrites ;
- la rémunération du capital, le cas échéant ;
- l'admission, la retraite ou révocation des membres ;
- les obligations et les droits des membres vis à vis de la coopérative ;
- l'étendue de la responsabilité des membres au titre des engagements souscrits par la coopérative ;
- les formes des engagements à souscrire par les membres lors de leur adhésion et les sanctions prévues en cas de non respect desdits engagements ;
- les organes d'administration et de gestion et, le cas échéant, le comité de surveillance ainsi que les assemblées de section, en précisant leurs attributions ;

- les membres fondateurs des organes d'administration et de gestion et le comité de surveillance, le cas échéant ;
- la fréquence et les conditions de tenue des réunions des organes d'administration ainsi que les règles relatives à la prise de décision par lesdits organes ;
- le droit de vote et les modalités de représentation ;
- la démission d'office de tout administrateur qui, sans motif valable, n'aura pas participé à (3) trois réunions consécutives du conseil d'administration ;
- la date de clôture de l'exercice ;
- les modalités du contrôle exercé sur les opérations de la coopérative au nom des membres ;
- la fixation et la répartition des excédents de l'exercice ;
- la transformation, la fusion, la scission, la dissolution et la liquidation de la coopérative ;
- la dévolution du solde de liquidation et l'apurement du passif ;
- les modes de règlement des différends.

Sous peine de radiation du registre des coopératives, aucune modification pouvant entraîner la perte de la qualité de coopérative ne peut être apportée aux statuts.

Article 6

Les coopératives ne peuvent exercer les activités relevant de leur objet statutaire qu'avec leurs membres.

Toutefois, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de leur immatriculation au registre des coopératives, celles-ci peuvent réaliser des opérations ou conclure des actes relevant de leur objet statutaire, avec des tiers, dans les limites suivantes :

- 30% de la valeur des produits ou services effectués auprès des membres au titre de l'exercice clos, en ce qui concerne les coopératives visées au premier paragraphe du 2^{ème} alinéa de l'article premier ci-dessus ;
- 30% du chiffre d'affaires réalisé avec les membres pendant l'exercice clos, pour les coopératives visées au paragraphe 2 du 2^{ème} alinéa de l'article premier ci-dessus ;
- 30% de la masse salariale au titre de l'exercice clos, pour les coopératives visées au paragraphe 3 du 2^{ème} alinéa de l'article premier ci-dessus.

En cas de circonstances exceptionnelles, les coopératives peuvent obtenir l'autorisation de l'autorité gouvernementale chargée de l'économie sociale, afin de réaliser, avec des tiers, des opérations ou conclure des actes relevant de leur objet statutaire dans des proportions supérieures à celles prévues au deuxième alinéa du présent article.

Les coopératives peuvent échanger entre elles des produits ou des services en vue de réaliser leurs objets.

Chapitre II

De la constitution

Article 7

La coopérative est constituée par l'accomplissement des mesures suivantes :

- l'approbation par l'Office de développement de la coopération de la dénomination de la coopérative qui devra être constituée dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de présentation de la demande ;
- la signature des statuts par l'ensemble des membres fondateurs ou leurs mandataires, auxquels doit être annexés le cas échéant le rapport d'évaluation des apports en nature conformément aux dispositions de l'article 27 de la présente loi ;
- la souscription de l'intégralité du capital et la libération de chaque part représentative d'apport en numéraires d'au moins le quart de sa valeur nominale ;
- la libération, le cas échéant, des apports en nature après leur évaluation ;
- le dépôt d'une copie des documents mentionnés à l'article 11 ci-dessous auprès de l'autorité administrative locale dans le ressort duquel se trouve le siège de la coopérative. Un reçu en est remis immédiatement ;
- l'immatriculation de la coopérative au registre des coopératives prévu à l'article 9 ci-dessous.

Article 8

Les membres fondateurs ou leurs mandataires sont tenus de déposer les fonds reçus de la libération des apports dans un compte bancaire bloqué au nom de la coopérative en cours de constitution. Ce dépôt doit être effectué dans un délai de 5 jours à compter de la date de la réception desdits fonds.

La banque dépositaire délivre aux fondateurs, ou à leurs mandataires, une attestation de blocage des fonds.

Le président du conseil d'administration, le ou l'un des gérants procède au retrait des fonds représentants le capital souscrit en numéraire contre remise d'une attestation justifiant l'immatriculation de la coopérative au registre des coopératives.

En cas d'inachèvement des formalités de constitution, pour quelque cause que ce soit, tout coopérateur peut requérir en référé la désignation d'une personne chargée de la récupération des fonds en dépôt et leur répartition entre les coopérateurs.

Article 9

Il est institué un registre public dénommé « registre des coopératives » dont les règles d'organisation et de gestion seront fixées par voie réglementaire.

Le registre des coopératives est constitué d'un registre central, tenu par l'Office du développement de la coopération, et de registres locaux tenus par les secrétariats-greffes des tribunaux de première instance.

Le registre central est tenu aux fins de :

- la centralisation des informations des registres locaux tenus dans l'ensemble du territoire du Royaume ;
- la conservation des dossiers des coopératives, la diffusion des informations y afférentes et leur vulgarisation auprès des tiers.

Toute personne peut obtenir du secrétariat-greffe auprès du tribunal de première instance compétent une copie ou un extrait certifié conforme des inscriptions transcrites au registre local des coopératives ou un certificat attestant l'absence de toute inscription ou la radiation d'une inscription du registre des coopératives.

Seuls sont opposables aux tiers les faits et les actes inscrits régulièrement au registre des coopératives.

Sont également opposables aux tiers les faits et les actes dont ils avaient connaissance au moment de leur engagement avec la coopérative et ce, même à défaut de toute inscription au registre des coopératives.

Les tiers peuvent se prévaloir des faits et actes susceptibles d'une inscription modificative même en cas d'absence d'une inscription au registre des coopératives.

L'immatriculation au registre local des coopératives confère aux coopératives la possibilité de soumissionner aux marchés publics.

Article 10

Les inscriptions au registre des coopératives comprennent :

- les immatriculations ;
- les inscriptions modificatives ;
- les radiations.

Toute inscription est effectuée au registre des coopératives auprès du secrétariat-greffe du tribunal de première instance compétent. Une copie de l'inscription est déposée au registre des coopératives auprès des services régionaux de l'office du développement de la coopération.

Une copie de chaque inscription est adressée par le secrétariat-greffe auprès du tribunal de première instance compétent au registre central des coopératives, dans un délai de 20 jours à compter de la date de l'inscription, accompagnée des documents y afférents, aux fins de transcription sans délai de l'inscription.

Article 11

L'immatriculation de la coopérative est effectuée sur demande signée par les fondateurs ou par le président du conseil d'administration habilités à signer la demande, par le gérant ou un des gérants ou par leurs mandataires. Dans ce cas, la procuration doit être jointe à la demande d'immatriculation.

La coopérative acquiert la personnalité morale à compter de la date de son immatriculation au registre des coopératives.

La demande d'immatriculation est accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de la coopérative, dûment signés par les fondateurs ou par leurs mandataires habilités à cet effet et approuvés par les autorités compétentes ;
- la liste des membres coopérateurs indiquant le nombre des parts souscrites, le capital souscrit et le capital libéré par chacun des membres ;
- une copie de la carte nationale d'identité pour les membres marocains, de la carte d'immatriculation pour les membres étrangers résidents au Maroc et du passeport pour les étrangers non-résidents, ainsi qu'une copie des inscriptions transcrites au registre du commerce, pour les sociétés commerciales, et une copie des inscriptions transcrites au registre des coopératives lorsqu'il s'agit de coopérative ;
- une copie de la carte nationale d'identité pour les membres des organes d'administration et de gestion marocains, de la carte d'immatriculation pour les membres étrangers résidents au Maroc et du passeport pour les étrangers non-résidents, ainsi qu'une copie des inscriptions transcrites au registre du commerce, pour les sociétés commerciales, et une copie des inscriptions transcrites au registre des coopératives lorsqu'il s'agit de coopérative ;
- un certificat délivré par la banque dépositaire attestant le dépôt des fonds de la libération du capital ;
- le reçu de l'autorité administrative locale mentionné à l'article 7 ci-dessus.

Les imprimés et documents émanant de la coopérative et destinés aux tiers, notamment les lettres, les factures et les différentes annonces et publications, doivent comporter la dénomination de la coopérative, précédée ou suivie immédiatement, d'une manière lisible, de la mention de « coopérative », son siège, ainsi que le lieu et le numéro de son immatriculation au registre des coopératives.

Article 12

Les inscriptions modificatives au registre des coopératives sont effectuées sur demande signée par les personnes habilitées à présenter la demande de l'immatriculation de la coopérative audit registre.

L'inscription modificative est effectuée dans les cas suivants :

- tout changement dans l'administration ou la gestion de la coopérative ;
- toute modification des statuts de la coopérative ;
- toute opération de transformation, de fusion, de scission, de dissolution ou de liquidation ;
- toute constitution de garanties sur les actifs ;
- les décisions judiciaires ordonnant des mesures conservatoires à l'encontre de la coopérative ;
- et tous les cas prévus par la présente loi.

Les cas donnant lieu à inscription modificative peuvent être ajoutés ou supprimés par voie réglementaire.

L'inscription modificative doit être effectuée dans un délai de 30 jours.

Article 13

La radiation du registre des coopératives est effectuée sur demande signée par les personnes habilitées à présenter la demande d'immatriculation de la coopérative audit registre.

Toute coopérative doit demander sa radiation du registre des coopératives en cas de transformation ou suite à la clôture de la liquidation.

Toute coopérative immatriculée à plusieurs registres locaux, ou au même registre local sous plusieurs numéros, est radiée sur ordonnance du président du tribunal de première instance compétent sur requête de l'office de développement de la coopération. En cas d'immatriculation dans plusieurs registres locaux, seule subsiste l'immatriculation effectuée au registre local du lieu du siège effectif de la coopérative. En cas d'immatriculation dans le même registre local sous plusieurs numéros, seule subsiste la première immatriculation suivant l'ordre chronologique des immatriculations.

La radiation est prononcée par ordonnance du président du tribunal de première instance compétent, à la demande de toute personne intéressée, de toute coopérative :

- qui n'a pas commencé à exercer effectivement ses activités deux ans après la date de son immatriculation au registre des coopératives ;
- qui a cessé d'exercer effectivement ses activités pour une période de plus de deux ans ;
- dont le nombre des membres est inférieur au minimum légal depuis plus d'un an ;
- qui a modifié ses statuts en infraction aux principes coopératifs, aux dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application ;
- à l'expiration de trois ans de la date de la prise de décision de sa dissolution ;
- à partir de la date de clôture d'une procédure de liquidation judiciaire ;
- qui ne respecte pas les dispositions de la présente loi et des textes réglementaires pris pour son application ou les dispositions de ses statuts.

Toutefois, le liquidateur peut demander, pour les besoins de la liquidation, la prorogation de la durée d'immatriculation par voie d'inscription modificative. Cette prorogation est valable pour des périodes successives d'un an chacun, sans pouvoir dépasser trois périodes.

Il doit être également procédé, préalablement à toute radiation, à l'apurement des inscriptions et à l'information des créanciers inscrits.

Le secrétaire-greffier annule à la demande de toute personne concernée et suite à une ordonnance du président du tribunal de première instance compétent, toute radiation qui a été effectuée suite à des informations erronées ou à une erreur matérielle. Dans ce cas, la radiation est réputée comme n'ayant jamais eu lieu.

La radiation est opposable aux tiers à compter de la date de son inscription au registre des coopératives.

Chapitre III

Des membres

Section première. – De l'admission

Article 14

La coopérative doit comprendre lors de sa constitution et durant toute sa durée, un nombre suffisant de membres coopérateurs lui permettant de réaliser son objet et d'assurer sa gestion et son contrôle. Ce nombre ne peut être inférieur à cinq.

Les personnes physiques ou morales peuvent adhérer à la coopérative conformément aux conditions prévues par ses statuts.

Article 15

La demande d'adhésion à la coopérative doit être adressée par écrit au président du conseil d'administration ou à l'un des gérants, en vue de la soumettre au vote de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Article 16

Nul ne peut adhérer à une coopérative s'il ne justifie de l'exercice d'une activité entrant dans son champ d'action conformément aux conditions prévues par ses statuts.

Nul ne peut adhérer à plusieurs coopératives intervenant dans la même circonscription territoriale et ayant le même objet.

Article 17

Il doit être tenu, au siège de la coopérative, un registre coté et paraphé par le secrétariat-greffe auprès du tribunal de première instance compétent, sur lequel sont inscrits les membres par ordre chronologique de leur date d'adhésion à la coopérative, avec mention de leur numéro d'inscription, leur nom, prénom, adresse, profession, le nombre de parts souscrites, et le montant du capital souscrit et du capital libéré par chacun d'entre eux.

En cas de retrait, de décès ou de révocation d'un membre, ou de cession de parts, pour quelque raison que ce soit, le président du conseil d'administration, le gérant ou l'un des gérants procède sans délai à la mise à jour du registre des membres.

Le président du conseil d'administration, le gérant ou l'un des gérants doit déposer contre récépissé, auprès du secrétariat-greffe du tribunal de première instance compétent, la liste mise à jour des membres certifiée conforme à l'original par le soin du dépositaire, et ce dans un délai de 15 jours à compter de la date de transmission de l'avis de convocation des membres à l'assemblée générale.

Section II. – Du retrait et de la révocation

Article 18

Aucun membre ne peut se retirer de la coopérative avant l'apurement de ses engagements vis-à-vis de celle-ci, sauf en cas de force majeure dûment justifiée et soumise à l'appréciation du conseil d'administration, du gérant ou des gérants.

Toutefois, le président du conseil d'administration, le gérant ou les gérants peut, en cas de motif jugé valable, accepter exceptionnellement la démission d'un membre sans l'apurement de ses engagements lorsque sa démission n'a pas pour conséquence :

- de porter préjudice au bon fonctionnement de la coopérative en la privant de produits, services ou par une diminution de ses activités ;
- de réduire le capital de la coopérative au dessous de la limite fixée à l'article 26 ci-dessous, ou le nombre des coopérateurs au dessous de cinq membres.

Le président du conseil d'administration, le gérant ou les gérants doit soumettre à l'assemblée générale ordinaire un rapport indiquant les motifs de la demande de retrait du membre défaillant et les arguments de l'acceptation de sa demande avant l'apurement de ses engagements envers la coopérative.

Article 19

Le membre désirant se retirer doit présenter sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au président du conseil d'administration, à un gérant ou à l'un des gérants.

Cette demande doit, sous peine d'irrecevabilité, être faite deux mois au moins avant la clôture de l'exercice en cours.

Le président du conseil d'administration, le gérant ou les gérants doit statuer sur cette demande et notifier leur décision motivée à la personne concernée dans un délai de vingt (20) jours suivant la réception de la demande de retrait.

A l'expiration de ce délai, et à défaut d'une réponse du président du conseil d'administration, du gérant ou des gérants, la demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande, l'intéressé peut exercer un recours de la décision de refus devant la prochaine assemblée générale ordinaire.

Article 20

Tout membre d'une coopérative qui ne remplit pas ses obligations et ses engagements fixés par les statuts de celle-ci ou qui ne se soumet pas aux décisions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration, peut être suspendu par décision de ce dernier, et ce en attendant qu'il soit statué sur sa révocation par la prochaine assemblée générale. La décision de révocation est prise, après audition du membre, à la majorité requise pour les assemblées générales extraordinaires.

Les décisions de suspension prises par le conseil d'administration et celles de révocation émanant de l'assemblée générale doivent être motivées. Elles sont notifiées à l'intéressé, par pli recommandé, dans les quinze (15) jours qui suivent la date à laquelle elles ont été prises.

Article 21

En cas de décès, de retraite volontaire ou de révocation d'un coopérateur, celui-ci, ou le cas échéant ses héritiers ou légataires, ont droit, contre remise du titre, au remboursement du montant des parts libérées par lui, réduit en proportion des pertes subies sur le capital et constatées au jour de la clôture du dernier exercice précédant celui au cours duquel a lieu le décès, la retraite ou révocation.

Ce remboursement sera augmenté des ristournes acquises dans l'année pouvant revenir au coopérateur et réduit, s'il y a lieu, des frais administratifs et judiciaires et des dettes que le coopérateur décédé, retiré ou révoqué, peut avoir contracté à l'égard de la coopérative.

Ce remboursement a lieu, sans intérêt, dans les quinze (15) jours suivant celui de la tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui suit la date du décès, la retraite ou la révocation.

Si le remboursement susvisé doit avoir pour effet de réduire le capital au-dessous du minimum irréductible fixé à l'article 26 ci-après, ce délai est prorogé jusqu'à l'adhésion de nouveaux membres ou la souscription de parts nouvelles par d'anciens membres, afin d'éviter que le capital soit réduit au-dessous du minimum légal. En tout état de cause le délai de remboursement ne pourra dépasser la durée de 5 ans.

Article 22

Le membre qui cesse de faire partie de la coopérative, à un titre quelconque, reste tenu pendant 5 ans envers les autres membres et envers les tiers de toutes les dettes et de tous les engagements de la coopérative contractés avant sa sortie.

Cette responsabilité ne peut, toutefois, excéder les limites fixées à l'article 32 ci-après.

Article 23

En aucun cas un ancien membre ou son héritier ou ayant droit ne peut faire apposer de scellés, ni faire procéder à un inventaire, ni désigner un séquestre, ni s'immiscer en aucune façon dans les affaires de la coopérative.

Article 24

La liquidation, l'interdiction ou la perte des droits civils ou toute autre cause de déchéance des droits personnels intervenant contre un coopérateur n'entraîne aucune conséquence pour la coopérative, mais autorise de plein droit celle-ci à le considérer comme démissionnaire et à rembourser soit à lui-même, soit à ses ayants droit le montant des sommes pouvant lui revenir, conformément aux dispositions de l'article 21 ci-dessus.

Section III. – De l'information des membres

Article 25

Tout membre coopérateur a le droit, à tout moment, de consulter la liste des membres de la coopérative, les livres, l'inventaire, les états de synthèse, le rapport du conseil d'administration, le rapport du ou des gérants, le rapport du comité de surveillance, le rapport du ou des commissaires aux comptes, le cas échéant, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires portant sur les comptes des trois dernières années. Le droit de consultation dans le siège des coopératives, leurs annexes et leur section est assorti également de celui d'obtenir une copie des documents précités, à l'exception de l'inventaire.

Le membre peut exercer le droit à la consultation en présence de l'un des gérants de la coopérative avec l'aide d'un conseiller qui s'engage par écrit à préserver les secrets de la coopérative, ou avec l'assistance d'un avocat, le cas échéant.

Toute condition contraire aux dispositions du présent article est réputée n'avoir jamais eu lieu.

Chapitre IV

Le capital de la coopérative

Article 26

Le capital de la coopérative ne peut en aucun cas être inférieur à 1.000 dirhams.

Le capital de la coopérative doit être entièrement souscrit. Il est constitué de parts nominatives et indivisibles d'une valeur nominale minimale de 100 dirhams pour chacune des parts, libérées lors de la souscription au moins du quart de leur valeur nominative. Le reliquat étant libéré suivant les besoins de la coopérative dans les proportions et les conditions fixées par le conseil d'administration, ou le ou les gérants, et ce dans un délai maximum de 3 ans, à compter de l'immatriculation de la coopérative au registre des coopératives ou de la date d'augmentation du capital.

A défaut de paiement des sommes exigibles, au titre de la libération des parts, dans les trois (3) mois de la date de réception de la mise en demeure adressée au membre par le président du conseil d'administration, le gérant ou l'un des gérants, par lettre recommandée avec accusé de réception, le membre défaillant sera révoqué conformément aux conditions prévues par l'article 20 de la présente loi. L'assemblée générale ordinaire peut renoncer à poursuivre le recouvrement desdites sommes.

Les parts ne sont ni négociables ni saisissables. Elles sont toutefois cessibles dans les conditions prévues à l'article 28 ci-dessous.

Les statuts fixent le nombre minimal de parts à souscrire par chaque coopérateur en fonction soit des opérations ou des services qu'il s'engage à effectuer avec la coopérative ou à lui rendre, soit de l'importance de son exploitation ou de son projet. L'augmentation ultérieure de son engagement ou des opérations effectivement réalisées ou des services effectivement rendus entraîne, pour le coopérateur, l'ajustement correspondant du nombre minimal de ses parts conformément aux statuts.

Les membres ayant effectué des apports en nature recevront l'équivalent en parts du capital de la coopérative après évaluation desdits apports, conformément aux conditions prévues par l'article 27 de la présente loi.

Les statuts fixent la quotité maximum des parts que peuvent détenir les membres coopérateurs personnes morales. Toutefois, la part des coopérateurs personnes physiques ne doit en aucun cas être inférieure à 65% du capital de la coopérative.

Article 27

Lorsqu'un coopérateur effectue un apport en nature, les membres fondateurs de la coopérative désignent un ou plusieurs experts, inscrits au tableau des experts assermentés près la cour d'appel compétente, chargés d'évaluer ledit apport.

Lorsque l'apport en nature est effectué durant la durée de la coopérative, l'expert visé à l'alinéa premier du présent article est désigné par le conseil d'administration ou le ou les gérants.

En cas de désaccord entre les gérants sur la désignation de l'expert, ce dernier est désigné par le président du tribunal de première instance compétent, sur requête de l'apporteur ou de l'un des gérants.

Le rapport du ou des experts est joint par le conseil d'administration, ou le ou les gérants à la convocation de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur les apports en nature et leur évaluation.

Article 28

Les parts peuvent être cédées à des membres de la coopérative ou à des tiers réunissant les conditions requises pour adhérer à la coopérative après autorisation du conseil d'administration, du ou des gérants, sous réserve d'approbation par la prochaine assemblée générale statuant à la majorité requise pour les assemblées générales ordinaires.

La cession ne peut, toutefois, être autorisée si elle doit avoir pour résultat de réduire le nombre de parts du cédant au-dessous du minimum statutaire visé au 5^e alinéa de l'article 26 de la présente loi.

L'intéressé peut exercer un recours devant la plus proche assemblée générale ordinaire contre la décision du conseil d'administration ou du ou des gérants portant refus de cession de parts à un tiers ou à un membre de la coopérative.

La cession des parts s'opère par simple transcription sur le registre des membres prévu à l'article 17 de la présente loi.

Les statuts doivent prévoir que le coopérateur s'engage, en cas de mutation de propriété ou de jouissance de l'exploitation au titre de laquelle ont été pris ses engagements d'activité envers la coopérative, à transférer ses parts au cessionnaire qui, s'il est admis dans la coopérative, sera substitué, pour la période postérieure à l'acte de mutation, dans tous les droits et obligations de son auteur vis-à-vis de la coopérative.

Le cessionnaire doit notifier la mutation de propriété au président du conseil d'administration ou à l'un des gérants de la coopérative par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 90 jours à compter de la date de la mutation de propriété ou de jouissance.

Dans les quatre vingt dix (90) jours suivant la notification prévue à l'alinéa précédent, le conseil d'administration, le ou les gérants peuvent refuser la demande du cessionnaire par décision motivée. Le conseil d'administration prend cette décision aux conditions de quorum des 2/3 de ses membres et à la majorité des 2/3 des présents. Dans le cas des coopératives gérées par plus d'un gérant, la décision de refus est prise à l'unanimité des gérants. Le cessionnaire peut exercer un recours devant la plus proche assemblée générale statuant à la majorité requise pour les assemblées générales ordinaires.

Article 29

Seuls les membres à jour de leurs versements au titre de leurs parts ont droit de vote dans les assemblées générales.

Article 30

Le capital de la coopérative peut être augmenté, jusqu'à un montant fixé par les statuts, par l'admission de nouveaux membres ou par la souscription de parts supplémentaires par les membres de la coopérative et, au-delà de ce montant, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

A l'occasion d'augmentation du capital, il est créé des parts nouvelles en représentation d'apports en nature ou en espèce.

Le capital peut être réduit par la reprise des apports des membres décédés ou sortants. Toutefois, le montant au-dessous duquel le capital souscrit ne peut être réduit, par reprise d'apports, est fixé au 3/4 du montant le plus élevé atteint par le capital de la coopérative depuis sa constitution.

Article 31

Les statuts de la coopérative peuvent prévoir la rémunération du capital détenu par les membres coopérateurs, par prélèvement sur l'excédent, et ce sur décision de l'assemblée générale ordinaire prise sur proposition du conseil d'administration, du ou des gérants.

Le taux d'intérêt attribué à la rémunération du capital est fixé par décision de l'assemblée générale de la coopérative.

L'intérêt ne doit être servi qu'aux membres ayant entièrement libéré leurs parts et lorsque des excédents ont été réalisés au cours de l'exercice écoulé.

Les intérêts qui ne sont pas réclamés dans les cinq années qui suivent celle où ils ont été attribués sont prescrits au profit de la coopérative.

Article 32

La responsabilité des membres est limitée au montant des parts qu'ils ont souscrites. Toutefois, les statuts de la coopérative peuvent prévoir une responsabilité qui peut atteindre cinq fois le montant des parts souscrites par le coopérateur.

Chapitre V

Organisation, fonctionnement et surveillance

Section première. – De l'assemblée générale

Article 33

L'assemblée générale est composée de tous les membres porteurs de parts, dûment inscrits, à la date de la convocation à l'assemblée, au registre prévu à l'article 17 ci-dessus.

Article 34

Les décisions prises par les assemblées générales s'imposent à tous, même aux absents, incapables, opposants ou privés du droit de vote.

Article 35

L'assemblée est réunie en assemblée générale ordinaire ou en assemblée générale extraordinaire, à l'initiative du conseil d'administration, du gérant ou de l'un des gérants, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, en cas d'urgence, sur demande adressée au conseil d'administration, par le ou les commissaires aux comptes si la coopérative en dispose et ce, dans un délai qui ne dépasse pas trente (30) jours.

Le président du conseil d'administration, le ou l'un des gérants doit convoquer l'assemblée générale pour se réunir dans les deux mois qui suivent la demande écrite qui leur est adressée par le tiers au moins des membres de la coopérative par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le ou les liquidateurs peuvent également convoquer l'assemblée générale conformément à l'article 83 de la présente loi.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du comité de surveillance à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi d'une lettre de mise en demeure pour convoquer l'assemblée générale adressée par ledit comité au président du conseil d'administration, au ou aux gérants.

Article 36

Les réunions ont lieu au siège de la coopérative, ou en tout autre lieu désigné par la partie qui a pris l'initiative de la convocation, à condition que le lieu de réunion soit situé dans le ressort territorial de la préfecture ou la province dans lequel est situé le siège de la coopérative.

Article 37

L'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour et prépare les projets de résolutions à soumettre à l'assemblée générale.

Seules les questions portées à l'ordre du jour peuvent être mises en délibération dans les assemblées générales. Toutefois, la révocation d'un membre du conseil d'administration ou d'un gérant, ou leur remplacement, peut-être décidée même si elle n'a pas été inscrite à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ne peut être modifié sur deuxième ou troisième convocation.

Article 38

Dans toutes les assemblées générales, chaque membre présent ou représenté ne dispose que d'une seule voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède.

Les membres coopérateurs personnes morales disposent d'une seule voix par membre dans la limite du tiers de l'ensemble des voix, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent.

Article 39

Tout membre doit assister personnellement aux réunions des assemblées générales. Toutefois, dans l'assemblée qui doit vérifier la valeur des apports en nature d'un membre, celui-ci n'a ni droit d'intervention dans les débats, ni droit de vote sur la résolution de l'assemblée générale portant sur cette question.

Les membres personnes morales sont représentés par leur représentant légal ou par toute autre personne physique dûment mandatée.

Les statuts des coopératives peuvent prévoir les cas dans lesquels un membre peut se faire représenter et, ce, exclusivement par un autre membre de la coopérative.

Cette représentation se fait en vertu d'un mandat écrit certifié par les autorités locales, annexé à la feuille de présence jointe au procès-verbal de la réunion.

Toutefois, un membre ne peut pas représenter plus d'un membre de la coopérative.

Les statuts de la coopérative peuvent prévoir une amende à l'encontre du membre qui s'abstient d'assister aux réunions sans motif valable.

Dans le cas où les statuts de la coopérative prévoient des assemblées de section, le pouvoir des représentants de chaque section résulte valablement du procès-verbal de la réunion de l'assemblée de section ayant nommé lesdits représentants et qui doit être produit par ces derniers à la date de l'assemblée. Le procès-verbal de l'assemblée de section est annexé à la feuille de présence jointe au procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale.

Article 40

La convocation est faite par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à tous les membres de la coopérative au dernier domicile qu'ils auront déclarés à cette dernière.

Lorsque la coopérative comprend un nombre de membres supérieur à cent (100), la convocation est faite par l'un des moyens suivants :

- la transmission des lettres visées au premier alinéa ci-dessus ;
- par affichage au tribunal de première instance compétent ;
- par un avis inséré dans un journal d'annonces légales distribué dans le ressort territorial de la préfecture ou de la province dans lequel se trouve le siège de la coopérative ;
- par affichage dans les lieux publics situés dans le ressort territorial de la préfecture ou de la province dans lequel se trouve le siège de la coopérative.

La convocation par l'un des moyens visés à l'alinéa précédent peut être accompagnée d'une diffusion de l'information relative à la convocation par un crieur public.

Sous peine de nullité des délibérations de l'assemblée, la convocation doit mentionner la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les membres étaient présents ou représentés à l'assemblée.

L'assemblée est convoquée :

- sur première convocation, au moins quinze (15) jours francs avant la date fixée pour la réunion ;
- sur deuxième et troisième convocation, au moins dix (10) jours francs avant la date de la réunion.

Article 41

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable pour statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice.

L'assemblée générale ordinaire annuelle se prononce valablement sur toutes les questions concernant la coopérative. Elle est obligatoirement appelée à :

- entendre le rapport du conseil d'administration, du ou des gérants et celui du ou des commissaires aux comptes, le cas échéant, sur la situation de la coopérative, sur le bilan et sur les comptes de l'exercice écoulé ;
- entendre, le cas échéant, le rapport du comité de surveillance ;
- approuver, redresser ou rejeter les comptes annuels ;
- donner ou refuser de donner *quitus* aux membres du conseil d'administration, au ou aux gérants ;
- répartir les excédents annuels ;
- décider de la rémunération des parts ;
- approuver le projet de budget de fonctionnement pour l'année suivante ;
- désigner les membres du conseil d'administration, le ou les gérants et les révoquer, et ratifier ou rejeter les désignations prononcées, à titre provisoire, par le conseil d'administration ;
- désigner, le cas échéant, les membres du comité de surveillance ;
- désigner, le cas échéant, le ou les commissaires aux comptes et fixer leur rémunération ;
- statuer d'une manière générale sur toute question qui n'emporte pas de modifications directes ou indirectes des statuts et qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale ordinaire est seule habilitée à statuer, sur rapport du conseil d'administration ou du ou des gérants, sur toute décision portant sur :

- la prise de participations minoritaires ou majoritaires dans le capital de société ou la constitution de sections de la coopérative ;
- les conventions de coopération conclues avec d'autres coopératives ou sociétés.

Article 42

L'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée pour statuer sur toute proposition concernant :

- la modification des statuts ;
- l'adhésion de la coopérative à une autre coopérative ;
- l'adhésion de la coopérative à une union de coopératives ;
- la transformation de la coopérative ;
- les opérations de fusion ou de scission de la coopérative ;
- la prorogation de la durée de la coopérative ;
- la dissolution de la coopérative et sa mise en liquidation ainsi que toute opération qui en résulte ou toute décision nécessaire à l'effet de réaliser les opérations de liquidation ;
- l'évaluation des apports en nature visés à l'article 27 de la présente loi.

Article 43

I – Les assemblées générales ordinaires doivent être composées d'un nombre de membres présents ou représentés égal :

- sur première convocation, à la moitié au moins des coopérateurs ;
- sur deuxième convocation, au quart au moins des coopérateurs ;
- sur troisième convocation, à 10 % au moins des coopérateurs et, en tout état de cause, à deux membres pour les coopératives qui se composent d'un nombre de membres inférieur ou égal à vingt.

II – Les assemblées générales extraordinaires doivent être composées d'un nombre de membres présents ou représentés égal :

- sur première convocation, aux trois-quarts au moins des coopérateurs ;
- sur deuxième convocation, à la moitié au moins des coopérateurs ;
- sur troisième convocation, à 10 % au moins des coopérateurs et, en tout état de cause, à deux membres pour les coopératives qui se composent d'un nombre de membres inférieur ou égal à vingt.

III – Dans les assemblées générales ordinaires, les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

IV – Dans les assemblées générales extraordinaires, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article 44

L'assemblée générale est présidée par l'un des gérants ou par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par le vice-président. A défaut, l'assemblée nomme le président de séance qui doit être une personne physique.

Deux scrutateurs sont désignés parmi les membres personnes physiques ou morales présents à l'assemblée générale.

Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire qui doit être une personne physique et peut être pris en dehors des membres de la coopérative.

Au cours de la même réunion, le président de séance ne peut cumuler sa fonction avec celle de scrutateur ou de secrétaire et les scrutateurs ne peuvent cumuler leur fonction avec celle de secrétaire.

Le vice-président ne peut occuper la fonction de scrutateur ou de secrétaire.

Le président de séance assure la bonne tenue de l'assemblée et veille à ce que les discussions ne s'écartent pas de l'ordre du jour.

Article 45

Dans toutes les assemblées générales, il est tenu une feuille de présence indiquant, pour chacun des membres, son nom, son prénom, son domicile et le nombre de parts dont il est porteur.

Cette feuille de présence est émargée par les membres ou leurs mandataires et certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée générale et par le secrétaire. Elle est annexée au procès-verbal des délibérations.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et par le secrétaire, et inscrits sur un registre spécial coté et paraphé par le secrétariat-greffé auprès du tribunal de première instance compétent. Ce registre est tenu au siège de la coopérative et peut être consulté sur place par tous les membres de la coopérative.

Les copies et extraits des procès-verbaux des assemblées générales à produire, sont certifiés conformes par :

- le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par le vice-président ou deux membres du conseil d'administration ;
- l'un des gérants ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, le dixième des membres de la coopérative à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à deux.

Article 46

Lorsque l'étendue de la circonscription de la coopérative dépasse le territoire d'une province ou d'une préfecture ou que le nombre des adhérents excède 500 membres, et qu'il y a lieu de craindre des difficultés pour la réunion des quorums prévus à l'article 43 ci-dessus, les statuts de la coopérative peuvent prévoir des assemblées de section.

Le nombre et la circonscription des sections ainsi que le nombre des membres de chaque section sont fixés par décision de l'assemblée générale ordinaire et consignés dans les statuts de la coopérative, à condition que le nombre des sections ne soit pas inférieur au double du nombre des membres du conseil d'administration et que l'écart du nombre des membres entre les sections n'excède pas 10%.

Les conditions de convocation des assemblées de section, la composition de leur bureau, les conditions d'admission, de quorum, de majorité, et la consignation des délibérations, sont celles prévues par la présente loi pour les assemblées générales et le conseil d'administration.

Les réunions des assemblées de sections sont tenues sous la présidence d'un membre du conseil d'administration mandaté à cet effet par ce dernier.

L'objet des assemblées de section se limite à l'information des membres sur les affaires de la coopérative, la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale et l'élection du président de la section et du vice président, pour une durée de trois ans.

Le président de la section est habilité à convoquer aux réunions de la section et à représenter celle-ci, accompagné du procès verbal de l'assemblée de la section et de la liste de présence, au bureau des représentants qui se substitue dans ce cas à l'assemblée générale et est soumis aux dispositions y afférentes prévues dans la présente loi.

Les assemblées de section ne peuvent prendre aucune décision autre que la désignation de leurs représentants au bureau des représentants. Les votes pouvant intervenir en assemblées de section sur les questions portées à l'ordre du jour du bureau précité n'ont qu'un caractère indicatif pour les représentants des sections.

Le représentant de la section est élu au scrutin secret.

Chaque représentant de section dispose d'une seule voix au bureau des représentants.

L'assemblée de section qui n'est pas représentée au conseil d'administration peut procéder à la désignation d'un délégué chargé de représenter, d'une façon permanente, les intérêts des coopérateurs de la section auprès dudit conseil.

Section II. – Organes d'administration et de direction

Article 47

Les coopératives peuvent être gérées, soit par un ou plusieurs gérants, soit par un conseil d'administration.

Les coopératives dont le chiffre d'affaires annuel, à la clôture de deux exercices successifs, dépasse le montant de cinq millions de dirhams ou dont le nombre de membres, à la clôture d'un exercice, excède cinquante, sont gérées par le conseil d'administration.

Article 48

Le conseil d'administration est composé d'administrateurs élus par l'assemblée générale ordinaire parmi ses membres et révocables par cet organe à tout moment.

Le conseil d'administration peut inviter des personnes physiques hors ses membres pour assister aux réunions du conseil d'administration à titre consultatif s'il y a intérêt.

Les membres du conseil d'administration doivent durant leur mandat :

1 – jouir de leurs droits civils ;

2 – n'avoir subi aucune condamnation entraînant l'interdiction ou la déchéance du droit de gérer ou d'administrer une entreprise ;

3 – être à jour du règlement de leurs dettes à l'égard de la coopérative et, le cas échéant, de leurs versements au titre de la libération du capital de la coopérative ;

4 – n'avoir aucune participation directe ou indirecte, d'une façon permanente ou occasionnelle à une activité concurrente de celle de la coopérative. En cas de litige, le caractère de concurrence est apprécié par l'assemblée générale ordinaire.

Les membres, personnes morales, peuvent être représentés par leur représentant légal ou par toute autre personne physique mandatée par ceux-ci à cet effet. Lesdits représentants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient administrateurs en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

Article 49

Le président et les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ils ont le droit au remboursement des frais de déplacement et des frais occasionnels des missions dont ils sont chargés par le conseil d'administration. Ces frais doivent être dûment justifiés.

Article 50

Le nombre des membres du conseil d'administration doit être fixé par les statuts. Toutefois, il ne peut être inférieur à trois, ni supérieur à douze, et doit être divisible par trois.

Article 51

Les membres du conseil d'administration sont élus pour trois ans. Ils peuvent être réélus, si l'assemblée générale le juge utile, à la majorité des deux tiers de ses membres présents.

Le conseil d'administration est renouvelable par tiers chaque année.

Pour les premier et deuxième renouvellements partiels, les membres du conseil d'administration sortants sont désignés par tirage au sort. Par la suite, le renouvellement se fait à l'ancienneté.

Article 52

Les membres du conseil d'administration ne peuvent être révoqués que par vote d'une assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires.

Article 53

En cas de cessation anticipée des fonctions d'un membre du conseil d'administration, le conseil peut désigner un remplaçant pour la durée restant à courir du mandat. Il est tenu de le faire si le nombre des membres du conseil d'administration est inférieur au minimum légal ou au minimum statutaire. Ces désignations doivent être soumises à la ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Dans le cas où les désignations faites par le conseil d'administration ne seraient pas ratifiées par l'assemblée générale ordinaire, les décisions prises et les actes accomplis par les membres du conseil d'administration dont la désignation n'est pas ratifiée n'en seraient pas moins valables.

Article 54

Les membres du conseil d'administration sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la coopérative ou envers les tiers, des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion. Ils sont en outre personnellement responsables en cas de violation de la présente loi, des textes pris pour son application ou des statuts de la coopérative, du préjudice résultant de cette violation, notamment pour déclarations mensongères relatives aux statuts, ou aux noms ou qualités des administrateurs, du ou des directeurs ou membres.

Si plusieurs administrateurs ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du préjudice.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les membres peuvent, soit à titre individuel ou à titre collectif, intenter l'action civile en responsabilité au nom de la coopérative à l'encontre des administrateurs. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la coopérative à laquelle les dommages-intérêts sont alloués.

A cette fin, les membres peuvent, dans un intérêt commun, charger à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir, tant en demande qu'en défense, l'action civile au nom de la coopérative à l'encontre des administrateurs.

Le retrait en cours d'instance d'un ou plusieurs membres, soit qu'ils aient perdu la qualité de membres, soit qu'ils se soient volontairement désistés, est sans effet sur la poursuite de ladite instance.

Lorsque l'action en justice au nom de la coopérative est intentée dans les conditions prévues au présent article, le tribunal ne peut statuer que si la coopérative a été régulièrement introduite dans l'action dans la personne de ses représentants légaux.

Est réputée non écrite, toute clause des statuts ayant pour effet de subordonner l'exercice de l'action collective au nom de la coopérative à l'avis préalable ou à l'autorisation de l'assemblée générale, ou qui comporterait la renonciation préalable à l'exercice de cette action.

Aucune décision de l'assemblée générale de la coopérative ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les administrateurs pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

Article 55

Toute convention entre la coopérative et l'un des membres du conseil d'administration conclue, soit directement, soit indirectement, soit par personnes interposées ainsi que toute convention entre la coopérative et un autre établissement dont l'un des membres du conseil d'administration est propriétaire, gérant, membre de son conseil d'administration ou directeur, doivent être soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Avis en est donné, le cas échéant, au commissaire aux comptes qui est tenu de présenter, à l'assemblée générale ordinaire annuelle, un rapport sur les conventions autorisées par le conseil d'administration.

Toutefois, à défaut de commissaire aux comptes, les conventions visées à l'alinéa précédent sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée générale ordinaire.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la coopérative, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux représentants permanents des administrateurs personnes morales. Elle s'applique également aux conjoints et aux parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclus des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 56

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques et au scrutin secret, le président et le vice-président qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Le conseil nomme également un secrétaire personne physique qui peut être choisi en dehors de ses membres. Ces opérations doivent être faites au cours d'une séance du conseil d'administration suivant l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le président de séance ne peut cumuler sa fonction avec celle de secrétaire.

Le vice-président ne peut occuper la fonction de secrétaire.

Le président représente la coopérative dans tous les actes de la vie de celle-ci, sauf dans le cas où le conseil d'administration en décide autrement.

Le président et le vice-président sont révocables *ad nutum*.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne, pour chaque séance, un de ses membres qui doit remplir les fonctions de la présidence.

Article 57

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, du vice-président, aussi souvent que l'intérêt de la coopérative l'exige ou chaque fois que le tiers de ses membres en fait la demande.

Les statuts de la coopérative déterminent la fréquence obligatoire des réunions du conseil, laquelle ne peut, en tout état de cause, être inférieure à deux réunions par an.

Peuvent être convoqués aux réunions du conseil d'administration, à titre consultatif, les représentants des administrations concernées.

Article 58

A l'exception des cas prévus au dernier alinéa de l'article 28 de la présente loi, les délibérations du conseil d'administration nécessitent, pour être valables, la présence effective de la moitié au moins de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président du conseil d'administration ou, en son absence, du président de la séance est prépondérante.

Article 59

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés sur un registre spécial coté et paraphé par le secrétariat-greffe du tribunal de première instance compétent, avant de procéder à son utilisation. Ledit registre est tenu au siège de la coopérative et peut être consulté sur place par tous les membres de la coopérative.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et par le secrétaire.

Les copies et extraits des procès-verbaux du conseil d'administration à produire en cas de nécessité, sont certifiés conformes par le président du conseil d'administration, ou par le vice-président ou en cas d'absence ou d'empêchement, par deux administrateurs.

Article 60

Le conseil d'administration est chargé de la gestion de la coopérative dont il assure le bon fonctionnement.

Il dispose des pleins pouvoirs pour administrer toutes les affaires et pourvoir à tous les intérêts de la coopérative sans aucune limitation autre que celle des pouvoirs et attributions expressément réservés à l'assemblée générale par la présente loi et par les textes pris pour son application.

Toute limitation des pouvoirs du conseil d'administration ou ceux du président est inopposable aux tiers.

Dans les rapports de la coopérative avec les tiers, le conseil d'administration et le président sont investis des pleins pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la coopérative, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées générales.

La coopérative est engagée même par les actes du conseil d'administration ou du président qui ne relèvent pas de l'objet de celle-ci, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts ne suffise à constituer cette preuve.

Article 61

Le conseil d'administration peut déléguer certains de ces pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut, en outre, pour un ou plusieurs objets déterminés, conférer des mandats spéciaux à des coopérateurs non-membres du conseil d'administration ou à des tiers.

Article 62

Dans les coopératives administrées par un conseil d'administration, ce dernier peut désigner et révoquer à tout moment un ou plusieurs directeurs personnes physiques qui peuvent être pris en dehors des membres de la coopérative. Le conseil d'administration fixe les conditions du mandat du directeur.

La désignation ou la révocation du directeur est soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale statuant à la majorité requise pour les assemblées générales ordinaires. Dans le cas où l'assemblée générale refuse la ratification de la désignation faite par le conseil d'administration, les actes accomplis par le directeur demeurent valables.

L'acte de désignation fixe le montant et le mode de la rémunération du ou des directeurs.

Il est interdit au directeur d'exercer toute autre activité rémunérée ou incompatible avec ses fonctions.

Les dispositions des articles 54 et 55 de la présente loi s'appliquent aux directeurs.

Article 63

Le directeur est chargé de la gestion courante de la coopérative, de l'exécution des décisions du conseil d'administration et, le cas échéant, de celles prises sur délégation du conseil d'administration.

Dans le cas où il est nommé plusieurs directeurs, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus au présent article. L'opposition formée par un directeur aux actes d'un autre directeur est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Chaque directeur exerce ses pouvoirs sous le contrôle et la surveillance du conseil d'administration.

Il représente la coopérative dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par le conseil d'administration.

Il signe tout acte engageant la coopérative conjointement avec le ou les membres désignés à cet effet par le conseil d'administration.

Le personnel salarié est placé sous les ordres du directeur qui, après accord du conseil d'administration, embauche et licencie le personnel de la coopérative.

Le directeur assiste, à titre consultatif, aux réunions des assemblées générales et du conseil d'administration.

Article 64

Nul ne peut être investi des fonctions de directeur :

1 – s'il participe directement ou par personne interposée, d'une façon permanente ou occasionnelle, à une activité concurrente de celle de la coopérative ou de l'union à laquelle celle-ci est adhérente ;

2 – s'il a fait l'objet d'une condamnation entraînant l'interdiction ou la déchéance du droit de gérer ou d'administrer une entreprise.

En outre, les fonctions de directeur ne peuvent être confiées à une personne dont le conjoint, les parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclus sont membres du conseil d'administration de la coopérative ou exercent une activité concurrente à celle de la coopérative.

Article 65

Sous réserve des dispositions de l'article 47 de la présente loi, la coopérative peut être gérée par un ou plusieurs gérants, sans toutefois que leur nombre soit supérieur à trois.

Le ou les gérants doivent, durant leur mandat :

1 – jouir de leurs droits civils ;

2 – n'avoir subi aucune condamnation entraînant l'interdiction ou la déchéance du droit de gérer ou d'administrer une entreprise ;

3 – être à jour du règlement de leurs dettes à l'égard de la coopérative et de leurs versements au titre de la libération du capital de la coopérative ;

4 – n'avoir aucune participation directe ou indirecte, d'une façon permanente ou occasionnelle à une activité concurrente à celle de la coopérative. En cas de litige, le caractère de concurrence est apprécié par l'assemblée générale ordinaire.

Les gérants sont choisis parmi les membres ou en dehors des membres de la coopérative. Ils sont désignés par les statuts lors de la constitution ou nommés par l'assemblée générale ordinaire.

Le gérant a droit à une rémunération dont le montant est fixé par les statuts lors de la constitution ou par l'assemblée générale ordinaire.

La durée du mandat des gérants qui ne peut excéder trois ans est fixée dans les statuts.

Les gérants disposent des mêmes pouvoirs que le conseil d'administration.

Toute limitation des pouvoirs des gérants est inopposable aux tiers.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la coopérative, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées générales. La coopérative est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet de celle-ci, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité des gérants, ceux-ci prennent les décisions conformément aux dispositions des statuts. A l'égard des tiers, les gérants détiennent séparément les pouvoirs prévus au présent article et l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les dispositions de l'article 54 de la présente loi s'appliquent aux gérants.

Le gérant est révocable à tout moment par décision de l'assemblée générale ordinaire nonobstant toute condition contraire.

Chaque membre peut émettre des questions écrites auxquelles le gérant doit répondre lors de la tenue de l'assemblée générale ordinaire.

Article 66

Le ou les gérants, le ou les commissaires aux comptes, le cas échéant, présentent à l'assemblée générale ordinaire un rapport sur les accords conclus directement ou par une personne intermédiaire entre la coopérative et l'un de ses gérants. L'assemblée générale ordinaire statue sur ledit rapport. Le gérant concerné ne peut participer au vote. Les parts de celui-ci ne sont pas prises en considération quant aux conditions de quorum et de majorité.

Toutefois, en cas d'absence de commissaire aux comptes, les accords conclus par un gérant sont soumis à l'approbation préalable de l'assemblée générale ordinaire.

Les accords désapprouvés produisent cependant leurs effets et le gérant contractant assume individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences de l'acte préjudiciable à la coopérative.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas aux accords relatifs aux opérations courantes conclues selon des conditions ordinaires.

Section III. – Comité de surveillance

Article 67

Chaque coopérative peut instituer un comité de surveillance. Le comité de surveillance se compose de trois membres au moins et de cinq membres au plus, désignés parmi les membres de la coopérative.

Les fonctions de membre du comité de surveillance sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'administration, de directeur ou de gérant.

Les membres du comité de surveillance sont désignés par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de deux ans.

Le comité de surveillance élit parmi ses membres un président et un vice-président qui sont chargés de convoquer le comité et d'en diriger les débats.

A peine de nullité de leur désignation, le président et le vice-président du comité de surveillance sont des personnes physiques.

Le comité de surveillance se réunit au moins une seule fois par an.

Il ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Le comité de surveillance exerce le contrôle permanent sur la gestion du conseil d'administration, du ou des gérants et ne peut, en aucun cas, s'immiscer dans la gestion de la coopérative.

A toute époque de l'année, le comité de surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Les membres du comité peuvent prendre connaissance de toute information relative à la vie de la coopérative.

Le comité de surveillance peut, avec l'accord de tous ses membres, consulter toute personne dont il juge la collaboration utile afin de donner son avis sur les questions à vérifier et à contrôler sans participer pour autant à ses délibérations.

Le comité de surveillance établit à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport contenant notamment ses observations sur le rapport du conseil d'administration ou du ou des gérants sur la gestion de la coopérative et le cas échéant, les irrégularités et les inexactitudes qu'il a pu relever dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle.

Chapitre VI

Dispositions financières

Section I. – Opérations de clôture de l'exercice comptable

Article 68

L'exercice comptable d'une coopérative ne peut être inférieur à douze mois, à l'exception du premier et du dernier exercice ou en cas de changement de date de clôture de l'exercice, et ne peut en aucun cas être supérieur à douze mois.

A la clôture de chaque exercice comptable, le conseil d'administration ou le ou les gérants dressent un inventaire des différents éléments de l'actif et du passif de la coopérative existant à cette date, et établissent les comptes annuels de la coopérative conformément au plan comptable des coopératives.

Le conseil d'administration ou le ou les gérants établissent, pour le présenter à l'assemblée générale ordinaire annuelle, un rapport sur le fonctionnement de la coopérative pendant l'exercice comptable écoulé.

Les copies des documents visés aux deuxième et au troisième alinéas du présent article doivent être adressés aux membres de la coopérative et à toute personne convoquée à l'assemblée générale ordinaire, quinze jours au moins, avant la tenue de cette dernière et, le cas échéant, au commissaire aux comptes, quarante jours au moins avant cette réunion.

Les documents visés aux deuxième et troisième alinéas du présent article sont également déposés, contre récépissé, au registre local des coopératives dans les trente jours qui suivent la date de l'assemblée générale ordinaire, accompagnés du procès-verbal de ladite assemblée et, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Le secrétaire-greffier auprès du tribunal de première instance compétent adresse, au registre central des coopératives, des copies des documents objet du dépôt visé à l'alinéa précédent, dans les vingt jours qui suivent ledit dépôt.

Article 69

En fin d'exercice comptable, les excédents nets sont répartis, après déduction des frais et charges de la coopérative, des amortissements des biens meubles et immeubles, règlement des dettes échues ainsi que des provisions jugées nécessaires, notamment pour créances douteuses, dépenses engagées ou prévues au titre de l'exercice clos et de la valeur des stocks.

Il doit être procédé à l'affectation de 10% des excédents nets susvisés à la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à l'atteinte du montant du capital. A ce moment, le prélèvement cessera d'être obligatoire, sauf à reprendre son cours si le fonds de réserve est inférieur à ce montant.

Après paiement du ou des prélèvements prévus par la législation ou la réglementation en vigueur et, s'il y a lieu, de l'intérêt accordé aux parts par l'assemblée générale ordinaire annuelle, le solde restant peut :

- être réparti, en tout ou partie, entre les coopérateurs au prorata des opérations qu'ils ont effectué avec la coopérative ou du travail qu'ils ont fourni pour elle au cours de l'exercice écoulé ;
- être affecté en tout ou partie à une réserve spéciale ;
- être affecté à toute autre fin en rapport avec l'objet de la coopérative ;
- être reporté à nouveau.

Lorsque le paiement de la ristourne risque de réduire les liquidités de la coopérative au-dessous du niveau nécessaire pour assurer son bon fonctionnement, l'assemblée générale annuelle peut décider de différer son paiement dont le montant, inscrit au compte de chaque coopérateur, demeure à la disposition de la coopérative jusqu'à la date obligatoirement fixée par la décision de l'assemblée.

Article 70

Dans le cas où le montant des produits de l'exercice comptable ne couvrirait pas celui des frais, charges et dotations des amortissements, le montant du déficit sera prélevé sur les provisions spécialement constituées à cet effet. A défaut, ou après épuisement de ces provisions, le montant du déficit sera prélevé sur le fonds de réserve légale.

Le conseil d'administration, le ou les gérants et, le cas échéant, le ou les commissaires aux comptes devront, dans ce cas, présenter à l'assemblée générale ordinaire annuelle dans leur rapport toutes propositions jugées nécessaires pour assurer le redressement financier de la coopérative.

Section II. – Tenue de la comptabilité

Article 71

La comptabilité de la coopérative doit être tenue conformément au plan comptable des coopératives.

La comptabilité de la coopérative, les pièces, les documents et les registres y afférents sont tenus par le président du conseil d'administration, ou le ou les gérants, sous leur responsabilité et à titre personnel ou par le biais d'un comptable interne ou externe.

Le conseil d'administration peut charger un ou plusieurs directeurs de la tenue de la comptabilité à titre personnel ou par le biais d'un comptable interne ou externe selon les conditions prévues par les premier et deuxième alinéas ci-dessus.

Les opérations dérogeant au principe de l'exclusivisme visé à l'article 6 de la présente loi, doivent donner lieu à la tenue d'états de synthèses faisant ressortir lesdites opérations.

Section III. – Commissaires aux comptes

Article 72

Les fondateurs, lors de la création, ou l'assemblée générale ordinaire, après immatriculation au registre des coopératives, peuvent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les commissaires aux comptes doivent être inscrits au tableau de l'ordre des experts-comptables.

Sont tenues de désigner un commissaire aux comptes au moins, les coopératives dont le chiffre d'affaires, à la clôture de deux exercices successifs, dépasse le montant de dix millions de dirhams.

A défaut de désignation d'un commissaire aux comptes au moins, par l'assemblée générale d'une coopérative, dont le montant du chiffre d'affaires est supérieur au seuil prévu à l'alinéa précédent, il est procédé à sa désignation par ordonnance du président du tribunal de première instance compétent, à la requête de tout membre. Le président du tribunal fixe la rémunération du commissaire aux comptes qui demeure en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau commissaire aux comptes par l'assemblée générale.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de trois exercices lorsqu'ils sont désignés par l'assemblée générale et d'un exercice lorsqu'ils sont désignés en vertu des statuts. Le mandat expire à l'issue de la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel la mission des commissaires aux comptes a pris fin.

Un ou plusieurs membres, représentant au moins 10% du capital de la coopérative, peuvent demander la récusation d'un ou des commissaires aux comptes, pour justes motifs, au président du tribunal, statuant en référé, et demander la désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercera ses fonctions en leurs lieu et place.

Le président du tribunal est saisi, sous peine d'irrecevabilité, par demande de récusation motivée présentée dans un délai de trente jours à compter de la date de la désignation contestée. S'il est fait droit à la demande, le ou les commissaires aux comptes désignés par le président du tribunal demeurent en fonction jusqu'à la désignation d'un ou de nouveaux commissaires aux comptes par l'assemblée générale.

La révocation ou la démission d'un commissaire aux comptes doivent être dûment motivées.

Le commissaire aux comptes désigné en remplacement d'un autre, par l'assemblée générale ou par décision du président du tribunal, ne demeure en fonction que pour le temps qui reste à courir du mandat de son prédécesseur.

A l'exception des cas de désignation par le président du tribunal, la rémunération des commissaires aux comptes est fixée par les membres fondateurs, lors de la création de la coopérative, ou par l'assemblée générale ordinaire après immatriculation au registre des coopératives.

Article 73

Les commissaires aux comptes sont chargés d'une mission permanente de contrôle et de suivi des comptes de la coopérative, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion. Ils doivent vérifier la caisse, le portefeuille, les valeurs, les livres et documents comptables de la coopérative et contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles et normes comptables applicables aux coopératives ainsi que la régularité et la sincérité des inventaires, du bilan et du compte de profits et pertes.

Ils doivent également vérifier l'exactitude, la sincérité et la concordance des comptes avec les informations contenues dans le rapport de gestion soumis à l'assemblée générale par le conseil d'administration ou le ou les gérants et dans les documents transmis aux membres sur le patrimoine de la coopérative, son activité, sa situation financière et ses résultats.

Ils peuvent à tout moment opérer les vérifications et les contrôles qu'ils jugent opportuns, pour s'assurer notamment que l'égalité entre les membres est respectée.

Les commissaires aux comptes doivent soumettre, chaque année, un rapport à l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'exécution du mandat qu'elle leur a été confié, sous peine de nullité de celle-ci.

Ils sont tenus au secret professionnel.

Les commissaires aux comptes peuvent, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

En cas d'empêchement de l'un d'eux, celui ou ceux qui restent peuvent procéder seuls.

Article 74

L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires aux comptes et les sanctions qui leur sont applicables sont déterminés par application des règles générales du mandat prévues par le titre V, livre II du code des obligations et contrats, des dispositions de la loi n° 15-89 réglementant la profession d'expert-comptable et instituant un ordre des experts-comptables et des articles 404 et 405 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Article 75

Le mandat des commissaires aux comptes peut être renouvelé sans limitation dans le temps.

Article 76

Ne peuvent être désignés commissaires aux comptes :

1 – le conjoint ou les parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclus d'un membre du conseil d'administration, du gérant ou du directeur ou d'un autre commissaire aux comptes de la coopérative ;

2 – toute personne recevant, sous une forme quelconque, à raison de fonctions autres que celles de commissaires aux comptes, un salaire ou une rémunération de la coopérative ou de l'un des administrateurs ou gérants ;

3 – toute personne ayant participé à quelque titre que ce soit, à titre gratuit ou contre rémunération, à la gestion de la coopérative au cours des deux derniers exercices écoulés ;

4 – toute personne à qui l'exercice de la fonction de directeur, ou de membre du conseil d'administration ou de gérant est interdit ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction ;

5 – les conjoints des personnes visées ci-dessus.

Si l'une des causes d'incompatibilité précitées survient au cours du mandat, le commissaire aux comptes doit cesser, immédiatement, d'exercer ses fonctions et en avise le conseil d'administration ou l'un des gérants au plus tard quinze jours après la survenance de l'incompatibilité.

Les décisions prises par l'assemblée générale ordinaire sur la base du rapport d'un commissaire nommé ou demeuré en fonction contrairement aux dispositions qui précèdent ne peuvent être annulées du chef de la violation de ces dispositions.

Chapitre VII

Du contrôle et de la procédure de conciliation

Article 77

Les coopératives s'administrent et se gèrent elles-mêmes.

Article 78

Les coopératives et leurs unions sont soumises au contrôle de l'administration, lequel a pour objet d'assurer le respect, par les organes compétents de ces organismes, des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application et, de manière générale, de veiller à l'application de toute législation et réglementation les concernant.

L'office du développement de la coopération est habilité à s'assurer que les coopératives et leurs unions sont gérées conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Les coopératives et leurs unions sont tenues de communiquer, à toute réquisition des représentants dûment habilités par l'administration concernée et par l'office du développement de la coopération, tous documents et renseignements tendant à prouver qu'elles fonctionnent légalement.

Toute enquête donne lieu à l'établissement d'un rapport qui doit être déposé auprès de l'office du développement de la coopération.

Lorsque le rapport de l'enquête fait apparaître l'inaptitude du ou des gérants, des membres du conseil d'administration, la violation des dispositions statutaires ou des dispositions législatives ou réglementaires en matière de coopération, ou une négligence grave des intérêts de la coopérative, l'office du développement de la coopération doit provoquer, dans les 30 jours qui suivent le dépôt du rapport, la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de la coopérative à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la situation.

Si, dans les six mois qui suivent la date de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire, les mesures prises apparaissent inopérantes, l'office du développement de la coopération doit demander au tribunal de première instance compétent, à l'initiative de l'administration concernée ou de sa propre initiative, la radiation de la coopérative du registre des coopératives.

Article 79

Tout différend s'élevant au sein de la coopérative, quel que soit sa nature et les parties en cause, peut faire l'objet d'une procédure de conciliation, à l'initiative des parties concernées, auprès de l'union compétente, ou à défaut de cette dernière, auprès de la fédération nationale des coopératives.

En cas d'échec de l'union compétente ou de la fédération nationale des coopératives dans le règlement dudit différend, toute partie pourra saisir le tribunal compétent.

Chapitre VIII

Transformation - Fusion - Scission - Dissolution - Liquidation

Article 80

La coopérative peut se transformer en société, quelle que soit sa forme juridique. L'autorité gouvernementale chargée de l'économie sociale devra être avisée du projet de transformation.

La transformation d'une coopérative en société ne peut être décidée que par une assemblée générale extraordinaire. Les actifs de la coopérative sont transférés à la société issue de la transformation.

La transformation d'une coopérative en société en nom collectif nécessite l'accord unanime de tous les membres.

La transformation d'une coopérative en société en commandite simple ou en commandite par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts de la coopérative et avec l'accord de tous les membres qui acceptent d'être associés commandités dans la nouvelle société.

La transformation d'une coopérative en société à responsabilité limitée ou en société anonyme est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts de chacune de ces formes.

Les formalités de constitution de la forme de société adoptée par suite de transformation doivent être observées.

La transformation en société entraîne la radiation de la coopérative du registre des coopératives et n'entraîne pas la création d'une nouvelle personne morale.

Les membres opposés à la transformation ont le droit de se retirer de la coopérative avant la transformation. Dans ce cas, ils reçoivent une contrepartie équivalente à leurs droits dans le patrimoine, fixée, à défaut d'accord, par un expert désigné par le président du tribunal compétent.

La déclaration de retraite doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit jours qui suivent la décision de transformation. Est réputée non écrite toute clause tendant à exclure le droit de retrait.

Article 81

Les coopératives ayant le même objet peuvent, dans les conditions requises pour la modification de leurs statuts :

- fusionner entre elles, soit par la dissolution de chacune d'elles et la création d'une coopérative nouvelle, soit par l'absorption d'une ou de plusieurs coopératives par une autre ;
- faire apport de tout ou partie de leur patrimoine à des coopératives nouvelles ou à des coopératives existantes par voie de scission.

Ces opérations sont ouvertes aux coopératives en liquidation dont les membres n'ont pas encore procédé à la répartition de leurs actifs.

La fusion entraîne la dissolution sans liquidation de la coopérative qui disparaît et la transmission de l'ensemble de son patrimoine à la coopérative bénéficiaire, dans l'état où il se trouve à la date de la réalisation définitive de l'opération.

La scission entraîne la transmission universelle de la partie scindée du patrimoine social, soit à la coopérative nouvellement constituée simultanément soit à la coopérative existante bénéficiaire de l'apport.

La fusion ou la scission prend effet :

1 – en cas de création d'une ou de plusieurs coopératives nouvelles, à la date d'immatriculation au registre des coopératives de la nouvelle coopérative ou de la dernière d'entre elles ;

2 – dans tous les autres cas, à la date de la dernière assemblée générale extraordinaire ayant approuvé l'opération, sauf si l'acte de fusion ou de scission prévoit que l'opération prend effet à une autre date, laquelle ne doit être ni postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de la ou des coopératives bénéficiaires, ni antérieure à la date de clôture du dernier exercice clos de la ou des coopératives qui transmettent leur patrimoine.

Le projet de fusion ou de scission est arrêté par le conseil d'administration ou le ou les gérants et doit contenir les indications suivantes :

1 – la dénomination et le siège de toute coopérative participante ;

2 – les motifs juridiques et économiques de la fusion ou de la scission, ainsi que leurs objectifs et conditions ;

3 – la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission aux coopératives existantes ou nouvelles est prévue et les difficultés d'évaluation, le cas échéant, ainsi que les méthodes d'évaluation utilisées qui doivent être concordantes pour les coopératives concernées ;

4 – les modalités de remise des parts et la date à partir de laquelle ces parts confèrent les droits y attachés, ainsi que toutes les modalités particulières afférentes à ce droit, et la date à partir de laquelle les opérations de la coopérative relative à la fusion ou à la scission seront, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la ou les coopératives bénéficiaires des apports ;

5 – les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des coopératives concernées utilisés pour établir les conditions de l'opération ;

6 – le rapport d'échange des parts et, le cas échéant, le montant de la soulte ;

7 – le montant prévu de la prime de fusion ou de scission.

L'acte de fusion doit être soumis au vote de l'assemblée générale extraordinaire des coopératives prenant part à l'opération, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ou d'un expert inscrit au tableau des experts assermentés près la cour d'appel compétente, désigné par le conseil d'administration ou les gérants.

L'acte de fusion ou de scission doit être soumis à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des coopératives prenant part à l'opération qui statue sur le rapport du commissaire aux comptes, ou à défaut, de celui d'un expert désigné par le conseil d'administration ou les gérants parmi les experts inscrits au tableau des experts assermentés près la cour d'appel compétente.

En cas de désaccord entre les gérants sur la désignation de l'expert, ce dernier est désigné par le président du tribunal de première instance compétent, sur requête de l'un des gérants.

Le ou les commissaires aux comptes, ou l'expert susvisé le cas échéant, doivent être saisis par le conseil d'administration ou l'un des gérants des coopératives participantes à l'opération de fusion ou de scission, 60 jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur ledit projet.

Le ou les commissaires aux comptes, ou l'expert, le cas échéant, peuvent obtenir auprès de chaque coopérative prenant part à l'opération communication de tous les documents utiles et procéder à toute vérification nécessaire.

Ils vérifient que la valeur attribuée aux parts des coopératives participantes à l'opération est adéquate et que le rapport d'échange est équitable.

Le rapport du ou des commissaires aux comptes ou de l'expert susvisé, le cas échéant, indique la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé, si elles sont adéquates en l'espèce, et les difficultés particulières à l'évaluation s'il en existe.

Ils vérifient notamment si le montant de l'actif net apporté par les coopératives absorbées est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la coopérative absorbante ou au montant du capital de la coopérative nouvelle issue de la fusion. La même vérification est faite en ce qui concerne le capital des coopératives bénéficiaires de la scission.

L'acte de fusion ou de scission et le rapport du ou des commissaires aux comptes, ou de l'expert susvisé, le cas échéant, sont déposés au registre local des coopératives avant la convocation à l'assemblée des membres. La convocation des membres à l'assemblée doit mentionner la date à laquelle lesdits acte et rapport ont été déposés audit registre.

La fusion ou la scission donne lieu à l'accomplissement des formalités d'inscription modificative ou de radiation, selon le cas.

Article 82

La dissolution anticipée de la coopérative est prononcée par l'assemblée générale extraordinaire.

Si du fait de pertes constatées dans les états des synthèses de la coopérative, la situation nette devient inférieure au quart du capital, le conseil d'administration ou l'un des gérants sont tenus, dans les trois mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la coopérative. A défaut de réunion de l'assemblée générale comme dans le cas où cette assemblée n'a pu délibérer valablement sur dernière convocation, toute personne concernée peut demander en justice la dissolution de la coopérative.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la coopérative est tenue, au plus tard à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital de la coopérative. A défaut, toute personne concernée peut demander au juridiction compétente la dissolution de la coopérative.

La réduction du capital à un montant inférieur doit être suivie dans le délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au montant minimum prévu par les statuts. A défaut, toute personne concernée peut demander en justice la dissolution de la coopérative.

Les décisions adoptées par l'assemblée générale doivent dans tous les cas faire l'objet d'une inscription modificative au registre des coopératives. La dissolution d'une coopérative ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est inscrite au registre des coopératives.

Toute personne concernée peut demander en justice la dissolution d'une coopérative :

- qui n'a pas commencé son activité de manière effective deux (2) ans après la date de son immatriculation au registre des coopératives ;
- qui a cessé effectivement, depuis plus de deux (2) ans, l'exercice de son activité ;

- dont le nombre des membres est inférieur au minimum légal depuis plus d'un an ;
- qui a été radiée du registre des coopératives.

Dans tous les cas de demande en justice de la dissolution de la coopérative prévue au présent article, le tribunal peut nommer un liquidateur. Il peut accorder un délai maximum de trois mois à la coopérative pour régulariser sa situation.

L'action en justice est éteinte lorsque la cause de dissolution cesse d'exister à la date où le tribunal statue sur le fond en première instance.

La coopérative n'est pas dissoute par la mort, la retraite volontaire ou forcée, ou l'interdiction de l'un de ses membres. Elle continue de plein droit entre les autres membres.

La dissolution de la coopérative n'entraîne pas la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Article 83

La coopérative est en liquidation dès que la décision de dissolution est adoptée pour quelque cause que ce soit par l'assemblée générale extraordinaire, qui doit désigner un liquidateur. Dès lors, sa dénomination est suivie de la mention « coopérative en liquidation ».

La personnalité morale de la coopérative subsiste pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci.

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire doit, dans les 90 jours suivant la date de décision de la dissolution, procéder à la liquidation de la coopérative et désigner un ou plusieurs liquidateurs au sein ou en dehors du conseil d'administration ou des gérants.

La désignation des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs et des gérants. Le commissaire aux comptes, le cas échéant, et l'assemblée générale conserve leurs attributions.

Le ou les liquidateurs peuvent convoquer l'assemblée générale. Ils assurent, pendant l'exercice de leurs fonctions, les mêmes fonctions et encourent à ce titre la même responsabilité que les administrateurs ou les gérants.

La cession de tout ou partie de l'actif de la coopérative en liquidation à une personne ayant eu dans cette coopérative la qualité de membre du conseil d'administration, de gérant, de directeur ou de commissaire aux comptes ainsi qu'à ses employés, à son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au 2^e degré inclus, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal, le liquidateur et, s'il en existe, le ou les commissaires aux comptes, dûment entendus.

La cession de tout ou partie de l'actif de la coopérative en liquidation au liquidateur ou à ses employés, à leurs conjoints, parents ou alliés jusqu'au 2^e degré inclus est interdite même en cas de démission du liquidateur.

La cession globale de l'actif de la coopérative ou l'apport de l'actif à une autre coopérative, notamment par voie de fusion, est autorisée aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires.

En fin de liquidation, les membres sont convoqués pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture des opérations de liquidation.

A défaut, tout membre peut demander au président du tribunal la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

Si l'assemblée de clôture des opérations de liquidation ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes du liquidateur, il est statué par décision de justice, à la demande de celui-ci ou de toute personne ayant intérêt.

Dans ce cas, les liquidateurs déposent leurs comptes au greffe du tribunal de première instance compétent où tout intéressé peut en prendre connaissance et en obtenir copie à ses frais.

Le tribunal statue sur ces comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation, au lieu et place de l'assemblée des membres.

La décision de clôture prise par l'assemblée générale extraordinaire ou prononcée par le tribunal fait l'objet d'une inscription modificative au registre local des coopératives et est suivi de la radiation de la coopérative.

Le liquidateur est responsable, à l'égard tant de la coopérative que des tiers, des conséquences dommageables des fautes commises par lui dans l'exercice de ses fonctions.

L'action en responsabilité contre les liquidateurs se prescrit par cinq ans, à compter de la date du fait dommageable ou s'il a été dissimulé, de sa révélation.

Toutefois, lorsque le fait est qualifié crime, l'action se prescrit par vingt ans.

Article 84

En cas de liquidation de la coopérative, le boni de liquidation, après remboursement des dettes et des parts, est dévolu à une ou plusieurs coopératives ou à l'union des coopératives à laquelle appartient la coopérative objet de liquidation ou, à défaut, à la fédération nationale des coopératives, et ce par décision de l'assemblée générale de clôture des opérations de liquidation ou par décision judiciaire, le cas échéant.

Dans le cas où les opérations de liquidation présenteraient un solde négatif, le passif est divisé entre les membres proportionnellement au nombre de parts souscrites ou qui auraient dû être souscrites par chacun d'eux, sans toutefois que le montant leur incombant soit supérieur à celui découlant pour chacun d'eux de l'application des dispositions de l'article 32 de la présente loi.

Chapitre IX

Des unions de coopératives

Article 85

Les coopératives ayant le ou les mêmes objets ou des objets similaires et complémentaires peuvent constituer entre elles une union de coopératives, si leur nombre est égal ou supérieur à trois coopératives.

Toute coopérative nouvellement constituée peut adhérer à l'union coopérative.

Les unions des coopératives peuvent également adhérer à la fédération nationale des coopératives, visée à l'article 94 de la présente loi.

Article 86

Les unions sont régies par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux coopératives qui en sont membres sous réserve des dispositions des articles ci-après.

Article 87

Les unions de coopératives sont gérées par un conseil d'administration dont les règles d'organisation et de fonctionnement sont celles prévues aux articles 47 à 66 de la présente loi, sous réserve des dispositions spéciales prévues par le présent chapitre.

Les unions de coopératives sont soumises aux dispositions relatives aux assemblées générales de coopératives prévues par la présente loi, et notamment par la première section du chapitre V, sous réserve des dispositions prévues par le présent chapitre.

Article 88

Chaque coopérative adhérente est représentée de droit à l'assemblée générale de l'union par son gérant ou l'un de ses gérants ou par le président de son conseil d'administration, selon le cas. En cas de son absence, elle est représentée par une personne physique membre de la coopérative désignée à cet effet par son ou ses gérants ou par le conseil d'administration selon le cas.

Toute coopérative adhérente élue membre du conseil d'administration de l'union est représentée de droit, au sein du conseil, par son ou ses gérants ou par le président du conseil d'administration selon le cas, ou par une personne physique désignée selon le cas par son gérant ou ses gérants, ou par le conseil d'administration parmi les membres de ce dernier.

Les représentants prévus aux alinéas 1 et 2 ci-dessus doivent remplir les conditions prévues à l'article 48 de la présente loi.

Tout représentant doit être muni d'un mandat écrit et signé par le ou les gérants ou par le président du conseil d'administration de la coopérative qu'il représente selon le cas, ou par le vice président en cas d'absence du président. Les mandats sont annexés au procès-verbal de l'assemblée générale.

Une coopérative adhérente ne peut pas se faire représenter par une autre coopérative ni à l'assemblée générale ni au conseil d'administration de l'union.

Article 89

Les coopératives adhérentes disposent d'une voix, au moins, tant à l'assemblée générale qu'au conseil d'administration de l'union.

Les statuts des unions de coopératives peuvent attribuer à chacune des coopératives adhérentes, un nombre de voix déterminé en fonction soit du nombre de ses membres, soit de l'importance des opérations traitées avec l'union, soit d'un cumul de ces deux critères. Lorsque l'union comprend plus de 3 coopératives, aucune ne peut disposer de plus de 2/5 du nombre total des voix à l'assemblée générale.

Dans le cas prévu au précédent alinéa, les statuts peuvent également prévoir que toute coopérative adhérente peut avoir :

- aux assemblées générales : un nombre de représentants égal au nombre de voix qui lui est attribué ;
- au conseil d'administration : un nombre de mandataires tenant compte du nombre de ses représentants à l'assemblée générale, chaque représentant et mandataire ne disposant que d'une seule voix.

Article 90

Le conseil d'administration d'une union de coopératives peut conférer des délégations de pouvoirs à un ou plusieurs mandataires représentant, en son sein, des coopératives membres de l'union.

Il peut, en outre, pour un ou plusieurs objets déterminés conférer des mandats spéciaux à tout membre d'une coopérative adhérente ou à des tiers.

Les délégataires exercent leurs pouvoirs sous la responsabilité du conseil d'administration et représentent ledit conseil dans la limite des pouvoirs qui leur sont confiés.

Article 91

Les coopératives, membres du conseil d'administration de l'union, sont responsables individuellement ou solidairement selon le cas, envers l'union et envers les tiers, des fautes commises dans la gestion de l'union par les mandataires chargés de les représenter au conseil.

Lesdits mandataires sont, de leur côté, responsables suivant les règles du mandat devant la coopérative qu'ils représentent.

Ils sont, en outre, personnellement responsables et passibles des peines prévues au chapitre XI ci-dessous, soit en cas de violation de la présente loi, des textes pris pour son application ou des statuts de l'union, du préjudice résultant de cette violation, soit en cas de déclarations mensongères relatives aux statuts, ou aux noms et qualités des membres du conseil d'administration, des directeurs, du ou des gérants ou des membres.

Article 92

Les activités qui constituent l'objet statutaire d'une union doivent être effectuées exclusivement pour le compte des coopératives y adhérentes et uniquement pour les besoins des membres desdites coopératives.

Article 93

L'union de coopératives n'est pas dissoute par la retraite, volontaire ou forcée, la liquidation ou la dissolution volontaire ou forcée d'une coopérative adhérente. Elle continue de plein droit entre les autres membres.

Chapitre X

De la Fédération nationale des coopératives

Article 94

Les unions de coopératives peuvent constituer une fédération dite « Fédération nationale des coopératives ». Elle est régie par les dispositions de la présente loi et les dispositions du dahir n° 1-58-376 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

La fédération a pour missions de :

- 1 – promouvoir et développer le mouvement coopératif ;
- 2 – veiller à la diffusion et à la vulgarisation des principes de la coopération ;
- 3 – assurer et sauvegarder les intérêts matériels et moraux des coopératives ;
- 4 – contribuer au règlement à l' amiable des différends pouvant s'élever entre organismes coopératifs ;
- 5 – appuyer et assister les coopératives et leurs unions par l'orientation et la formation ;
- 6 – émettre son avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs au secteur coopératif ;
- 7 – favoriser l'inter-coopération en établissant des relations de jumelage avec les organismes coopératifs étrangers ;
- 8 – établir des jumelages entre coopératives et unions de coopératives marocaines et étrangères ;
- 9 – représenter le mouvement coopératif marocain aussi bien à l'intérieur qu' à l'extérieur du pays.

Chapitre XI

Dispositions pénales

Article 95

Seuls ont droit à l'emploi du terme « coopérative » ou « union de coopérative », les organismes régis par les dispositions de la présente loi et doivent l'utiliser dans leur dénomination, publicité, marque, emballage ou autre document.

Toute infraction aux dispositions de l'alinéa précédent est punie d'une amende de 2.000 à 10.000 dirhams.

En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de un mois à un an peut être prononcée.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Il peut, également, ordonner la publication des décisions judiciaires ayant acquis la force de la chose jugée prononcées de condamnation par tous les moyens appropriés à la charge du condamné.

Article 96

Sont punis des peines prévues par le code pénal ceux qui, à l'aide de manœuvres frauduleuses, ont fait attribuer à un apport en nature une valeur supérieure à sa valeur réelle.

Sont punis des peines prévues par le code pénal les membres du conseil d'administration, les gérants et les directeurs qui ont fait de leur pouvoir un usage contraire à l'intérêt de la coopérative, à des fins personnelles ou pour favoriser un autre établissement dans lequel ils avaient intérêt de manière quelconque, et, en particulier, ont disposé des biens et des crédits de la coopérative, ou ont procédé à des répartitions en violation de l'article 69 de la présente loi en vue de causer, sciemment, préjudice à la coopérative.

Article 97

Sont punis d'une amende de 8.000 à 40.000 dirhams, le président du conseil d'administration et le ou les gérants qui n'ont pas :

- accompli l'une des formalités d'inscription prévues à l'article 10 de la présente loi ;
- tenu le registre des membres, le registre des procès-verbaux des assemblées générales et le registre des procès-verbaux du conseil d'administration dans les formes prescrites par les articles 17, 45 et 59 de la présente loi ;
- convoqué l'assemblée générale conformément à l'alinéa deux de l'article 35 de la présente loi ou qui l'auront convoquée sans le respect des dispositions de l'article 40 de la présente loi . En cas de récidive, les membres du conseil d'administration ou le gérant sont réputés démissionnaires ;
- adressé aux membres de la coopérative et à toute personne convoquée à l'assemblée générale ordinaire les documents prévus à l'article 68 de la présente loi ;
- procédé dans les délais légaux au dépôt ou à la transmission de documents ou d'actes au registre des coopératives tel que prévu par la présente loi.

Sont punis des mêmes peines les membres du conseil d'administration, les gérants et les directeurs qui :

- ne respectent pas les obligations comptables en matière de dérogation au principe de l'exclusivisme, telles que prévues à l'article 71 de la présente loi ;
- refusent de mettre à la disposition de tout membre qui en aura fait la demande les documents prévus à l'article 25 de la présente loi.

Article 98

Sont punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 20.000 à 60.000 dirhams, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1) quiconque aura empêché ou contribué à empêcher un membre de participer à une assemblée générale ou à une assemblée de section ;

2) quiconque, en se présentant faussement comme propriétaire de parts, aura participé au vote dans une assemblée générale, qu'ils aient agi directement ou par personne interposée ;

3) quiconque se sera fait accorder, garantir ou promettre des avantages pour voter dans un certain sens ou pour ne pas participer au vote ainsi que celui qui aura accordé, garanti ou promis ces avantages.

Article 99

Sans préjudice des peines les plus graves, toute entrave à l'exercice des fonctions de commissaire aux comptes telles qu'elles sont prévues à l'article 73 ci-dessus, ou à la réalisation de l'enquête prévue à l'article 78 ci-dessus, est punie d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 50.000 à 100.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sont punis des mêmes peines les membres du conseil d'administration, les gérants ou les directeurs qui refusent de quitter leurs fonctions à l'expiration de leurs mandats, pour quelque raison que ce soit, ou de remettre les documents de la coopérative et les documents comptables aux membres du conseil d'administration, aux gérants et directeurs nouvellement désignés.

Article 100

Sans préjudice des peines les plus graves, sont punis d'un emprisonnement d'un an à deux ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 dirhams, les personnes qui ont sciemment détruit les documents de la coopérative.

Article 101

Les sanctions prévues au présent chapitre sont portées au double en cas de récidive.

Est en état de récidive, au sens de la présente loi, quiconque ayant fait précédemment l'objet d'une condamnation par jugement ayant acquis la force de la chose jugée à une peine d'emprisonnement et/ou à une amende, commet la même infraction.

Chapitre XII

De l'Office du développement de la coopération

Article 102

Les dispositions des articles 2 et 8 du dahir portant loi n° 1-73-654 du 11 rabii II 1395 (23 avril 1975) relatif à l'Office du développement de la coopération sont modifiées comme suit :

« Article 2. – L'Office du développement de la coopération est chargé, de :

- « – tenir le registre central des coopératives prévu à l'article 9 de la présente loi ;
- « – accompagner les coopératives et leurs unions dans les domaines de la formation, de l'information et de l'assistance juridique ;
- « – financer les campagnes de vulgarisation des principes de coopération et de formation des coopérateurs ;
- « – aider à la réalisation d'œuvres sociales au profit des coopérateurs ;

« – s'assurer que les coopératives et leurs unions sont gérées conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ;

« – centraliser et diffuser la documentation et l'information relatives à la coopération ;

« – étudier et proposer toutes réformes législatives ou réglementaires et toutes mesures de caractère particulier intéressant la création et le développement des coopératives.

« Article 8. – Les ressources de l'office proviennent :

« – des produits et bénéfices provenant des services rendus et des produits des taxes parafiscales instituées à son profit ;

« – du montant des subventions de l'Etat accordé à l'office ;

« – des subventions ou prêts accordés par des organismes étrangers concourant au développement de la coopération ;

« – le produit des emprunts et des avances autorisés par le ministre chargé des finances ;

« – du revenu de ses biens meubles ou immeubles qu'il pourra posséder ;

« – des subventions autres que celles fixées ci-dessus, des dons, legs et produits divers. »

Chapitre XIII

Dispositions finales

Article 103

Tous les délais prévus par la présente loi sont des délais francs.

Article 104

L'autorité gouvernementale chargée de l'activité de la coopérative est avisée de la constitution de la coopérative, de sa dissolution ou de tout changement dans le statut dans un délai maximum de 30 jours.

Article 105

On entend par le tribunal de première instance compétent et la cour d'appel compétente visés dans la présente loi le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège de la coopérative mentionné dans ses statuts.

Chapitre XIV

Abrogation et dispositions transitoires

Article 106

Est abrogée la loi n° 24-83 fixant le statut général des coopératives et les missions de l'Office du développement de la coopération, promulguée par le dahir n° 1-83-226 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984).

Article 107

Les coopératives de réforme agraire restent régies par le dahir portant loi n° 1-72-278 du 22 kaada 1392 (29 décembre 1972) et les textes pris pour son application.

Elles devront faire suivre leur dénomination de la mention « coopérative de réforme agraire » sous peine d'une amende de 500 à 1.000 dirhams.

Article 108

La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

La présente loi s'applique aux coopératives et leurs unions, constituées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à partir du 31 décembre de l'année qui suit celle de son entrée en vigueur ou dès l'immatriculation de la coopérative ou de l'union au registre des coopératives si l'immatriculation de celle-ci devait intervenir avant ce délai.

Les coopératives ou leurs unions, constituées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, devront adapter leurs statuts et s'immatriculer au registre des coopératives au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de son entrée en vigueur. En tout cas, les coopératives doivent s'immatriculer au registre des coopératives dans les trente jours qui suivent l'assemblée ayant procédé à l'adaptation des statuts.

L'adaptation a pour objet d'abroger, de modifier ou de remplacer, le cas échéant, les dispositions statutaires contraires aux dispositions impératives de la présente loi et de leur apporter les compléments que ladite loi rend obligatoires. Elle peut être accomplie par voie de modification des statuts anciens ou par l'adoption de nouveaux statuts.

L'adaptation peut être décidée par l'assemblée générale des membres aux conditions de validité des décisions ordinaires, nonobstant toutes dispositions légales ou statutaires contraires, à la condition de ne modifier, quant au fond, que les clauses incompatibles avec la présente loi.

A défaut de l'adaptation des statuts avec les dispositions de la présente loi et d'immatriculation au registre des coopératives dans le délai fixé ci-dessus, les coopératives ou leurs unions constituées antérieurement à la publication de la présente loi ne pourront se prévaloir de la qualité de coopérative ou d'union de coopératives.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6318 du 25 safar 1436 (18 décembre 2014).

Dahir n° 1-18-55 du 21 chaoual 1439 (5 juillet 2018) portant promulgation de la loi n° 22-16 portant réglementation des produits explosifs à usage civil, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 22-16 portant réglementation des produits explosifs à usage civil, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 21 chaoual 1439 (5 juillet 2018).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

*

* *

**Loi n° 22-16
portant réglementation des produits explosifs
à usage civil, des artifices de divertissement
et des matériels contenant des substances pyrotechniques**

Chapitre premier

Des dispositions générales

Article premier

On entend, au sens de la présente loi, par :

1. substances explosives : toute substance ou mélange de substances solides, liquides ou colloïdales, susceptible de se transformer en un temps très court en gaz portés à haute température et à haute pression utilisés pour leur action thermique ou mécanique ;

2. explosifs : substances explosives ou mélange de substances explosives dont le régime nominal est la détonation stable ;

3. poudres : mélange de substances explosives, dont le régime normal de fonctionnement est le régime de déflagration stable ;

4. produits explosifs : toutes substances ou explosifs ou mélange d'explosifs ou tous produits ouvrés comportant, sous quelque forme que ce soit, des poudres, explosifs ainsi que des dispositifs de mise à feu ou détonateurs. Ils peuvent être utilisés pour leurs effets d'explosion ou pour leurs effets pyrotechniques ;

5. produits explosifs à usage civil : produits explosifs destinés à être utilisés notamment dans les travaux de prospection, de recherche et d'exploitation minières et pétrolières, l'exploitation des carrières et les travaux de génie civil ;

6. mèche lente : cordon souple constitué par une enveloppe contenant généralement une âme de poudre progressive et qui brûle à une vitesse définie ; appelée mèche de mineur ou de sûreté ;

7. cordeau détonant : cordon, en général, enveloppé d'une gaine et constitué d'une substance pyrotechnique ;

8. dispositifs de mise à feu : tous produits pyrotechniques destinés à permettre la transmission d'une initiation ou d'une explosion à des produits explosifs, tels que les mèches lentes ;

9. pyrotechnie : ensemble des connaissances acquises sur les phénomènes de combustion, de déflagration et de détonation, et ensemble des techniques propres à la fabrication, à la mise en œuvre et à l'utilisation pratique des substances pouvant engendrer de tels phénomènes. Elle concerne en outre les mélanges et artifices utilisés pour les amener à déflagrer ou à détoner ;

10. matière pyrotechnique : matière ou mélange de matières destinés à produire un effet calorifique, lumineux, sonore, gazeux ou fumigène ou une combinaison de tels effets, à la suite de réactions chimiques exothermiques auto-entretenues non détonantes ;

11. article pyrotechnique : tout article contenant des matières pyrotechniques ou tout mélange de substances conçues pour produire de la chaleur, de la lumière, des sons, des gaz, de la fumée ou une combinaison de ces effets par une réaction chimique exothermique auto-entretenue ;

12. détonateur : composant, qui, excité par un ordre pyrotechnique, électrique ou électronique est capable d'entraîner la détonation des substances explosives ;

13. matériel contenant des substances pyrotechniques : tout dispositif ou engin pyrotechnique de sécurité et de signalisation contenant des substances en explosif progressif ou tout mélange explosif de substances conçues pour produire de la chaleur, de la lumière, des sons, des gaz, de la fumée ou une combinaison de ces effets par une réaction chimique exothermique auto-entretenue, destiné à la sécurité des véhicules, à la sécurité et à la sûreté aérienne pour les avions et les passagers et à celle du trafic aéroportuaire, à la sécurité ferroviaire et à la sécurité maritime.

La liste de ce matériel est fixée par voie réglementaire ;

14. établissement pyrotechnique : ensemble des installations pyrotechniques relevant d'un même exploitant sur un même site, mettant en pratique la pyrotechnie ;

15. installation pyrotechnique : ateliers, fabriques, dépôts, armoires, laboratoires, aires de destruction, aires d'essais, où l'on fabrique, charge, encartouche, conserve, conditionne, travaille, étudie, essaie ou détruit des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques ;

a) fabrique : installation pyrotechnique de fabrication composée d'un ensemble d'ateliers fixes où sont fabriqués, chargés, conditionnés ou encartouchés des produits explosifs à usage civil ou des artifices de divertissement ou d'autres matériels contenant des substances pyrotechniques ;

b) dépôt : installation pyrotechnique de stockage de construction fixe où sont stockés les produits explosifs à usage civil, les artifices de divertissement ou les matériels contenant des substances pyrotechniques ;

c) armoire à détonateurs : installation pyrotechnique constituée d'un meuble de construction légère munie d'une serrure de sûreté, destiné au stockage des détonateurs à hauteur d'un maximum fixé par voie réglementaire.

16. artifice de divertissement : article pyrotechnique destiné au divertissement ;

17. matière première : matière, substance ou produit pouvant servir à la fabrication des produits explosifs à usage civil, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques. La liste desdites matières est fixée par voie réglementaire ;

18. Consommation Immédiate sur Site (CIS) : procédure d'emploi, par le fabricant d'explosifs, des produits explosifs de provenance d'un dépôt mixte de première catégorie appartenant à ce fabricant, dès leur réception sur le lieu de leur utilisation et ce, au profit d'une tierce personne ne disposant pas de dépôt autorisé sur ce même lieu d'utilisation ;

19. milieu contraignant : tout lieu situé à proximité de constructions ou de groupe de constructions, de routes ou d'autoroutes, de ponts ou de tout autre ouvrage d'art, de sites classés, de voies ferroviaires, de lignes électriques ou de conduites de produits liquides ou gazeux, pouvant être endommagés par l'emploi des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques, et en général tout lieu susceptible d'être contraignant du respect des conditions très strictes.

Chapitre II

De la commission nationale des explosifs et des commissions préfectorales ou provinciales des explosifs

Article 2

Il est institué une Commission nationale des explosifs, désignée ci-après par la « CNE », chargée notamment des attributions suivantes :

1. donner son avis sur les projets des textes législatifs et réglementaires régissant les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques qui lui sont soumis par l'administration ;

2. procéder à l'examen des décisions prises par les commissions préfectorales ou provinciales des explosifs, prévues à l'article 3 ci-dessous, et qui lui sont soumises par lesdites commissions ;

3. examiner et se prononcer sur toute question relative à la sécurité et à la sûreté des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques, soumises par le président de la commission nationale ou par les présidents des commissions préfectorales ou provinciales des explosifs ;

4. émettre un avis conforme sur toute demande d'autorisation d'établissement d'une fabrique ou d'un dépôt de 1^{ère} catégorie ;

5. émettre un avis conforme sur toute demande d'agrément d'un produit explosif, d'un artifice de divertissement ou d'un matériel contenant des substances pyrotechniques, de renonciation audit agrément ou de son retrait ;

6. émettre un avis conforme sur toute demande de cession d'une fabrique ou d'un dépôt de première catégorie.

La CNE est composée des représentants de l'administration.

La composition et les modalités de fonctionnement de la CNE sont fixées par voie réglementaire.

Article 3

Il est institué au niveau de chaque préfecture une Commission préfectorale ou provinciale des explosifs, désignée ci-après par la « CPE », chargée notamment des attributions suivantes :

1. émettre un avis conforme sur toute demande d'autorisation pour établir un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie ;

2. émettre un avis conforme sur les demandes d'emploi des produits explosifs et des artifices de divertissement en milieu contraignant ;

3. assister au premier tir réalisé selon la procédure CIS ;

4. assister à la destruction de tout produit explosif, artifice de divertissement ou matériel contenant des substances pyrotechniques avarié, altéré ou périmé.

5. effectuer des campagnes de contrôle des fabriques, des dépôts de stockage et des lieux d'utilisation des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques ;

Les CPE sont composées des représentants de l'administration.

La composition et les modalités de fonctionnement des CPE sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre III

Du classement, des zones de dangers et de l'agrément

Article 4

Les produits explosifs, les artifices de divertissement ou les matériels contenant des substances pyrotechniques sont classés selon :

- les divisions de risques, suivant la nature des effets de leur explosion ou de leur combustion, sur le voisinage, ou selon leur degré de sensibilité ;
- les groupes de compatibilité, suivant le type particulier de risque supplémentaire qu'ils peuvent comporter lorsqu'ils sont en présence de matières ou objets appartenant à d'autres groupes.

Ce classement est fixé par voie réglementaire.

Article 5

Toute charge explosive contenue dans un produit explosif, un artifice de divertissement ou un matériel contenant des substances pyrotechniques, génère, autour d'elle cinq zones de dangers, notées respectivement Z1, Z2, Z3, Z4 et Z5.

La définition et l'étendue de chacune de ces zones de dangers qui dépend de la division de risque et de la quantité des substances explosives en équivalent Trinitrotoluène (TNT), sont fixées par voie réglementaire.

Article 6

Tout produit explosif, artifice de divertissement ou matériel contenant des substances pyrotechniques ne peut être fabriqué, importé, exporté, vendu, acheté, acquis, détenu, stocké, transporté ou utilisé que s'il est agréé par l'administration.

Pour l'obtention de son agrément, tout produit explosif, artifice de divertissement ou matériel contenant des substances pyrotechniques, doit faire l'objet, au préalable, d'études, analyses et essais selon des méthodes définies par les normes marocaines en vigueur et effectuées par des laboratoires autorisés ou désignés par l'administration et à la charge du demandeur de l'agrément.

Les modalités d'octroi de l'agrément prévu au premier alinéa ci-dessus ainsi que celles de l'autorisation ou de la désignation des laboratoires visés au deuxième alinéa du présent article et les études, analyses et essais auxquels doivent être soumis les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques à agréer sont fixées par voie réglementaire.

Article 7

L'agrément d'un produit explosif ou d'un artifice de divertissement ou d'un matériel contenant des substances pyrotechniques est délivré par l'administration, après avis conforme de la CNE visée à l'article 2 de la présente loi, à toute société de droit marocain autorisée à importer ou à fabriquer, conformément aux dispositions des articles 21 et 27 ci-dessous, un produit explosif, un artifice de divertissement ou un matériel contenant des substances pyrotechniques.

Article 8

L'agrément d'un produit explosif, d'un artifice de divertissement ou d'un matériel contenant des substances pyrotechniques, est incessible et non amodiable.

Article 9

L'administration peut, à tout moment, procéder à des contrôles de la conformité des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques aux modèles agréés.

L'administration procède au retrait de l'agrément, après avis conforme de la CNE, en cas de :

- non-conformité constatée du produit au modèle agréé ;
- dissolution de la société détentrice de cet agrément.

Le retrait d'un agrément ne peut donner droit à une quelconque indemnité ou dédommagement.

Si une société formule une demande de renonciation à un agrément d'un produit explosif, d'un artifice de divertissement ou d'un matériel contenant des substances pyrotechniques, ledit agrément devient caduc après avis conforme de la CNE.

Les modalités de retrait et de renonciation audit agrément sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre IV*Du marquage***Article 10**

En vue de leur identification, les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques fabriquées, doivent être revêtus d'un marquage. Ledit marquage doit être effectué sur le lieu de fabrication, sous la responsabilité et à la charge du fabricant et doit être apposé de manière visible, facilement lisible et indélébile.

Sans préjudice aux marquages prévus par les dispositions de la loi n° 30-05 relative au transport par route de marchandises dangereuses, le marquage d'identification des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques doit être reproduit sur leur emballage.

Toutefois, sont dispensés du marquage par pièces, les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques qui, par leur consistance ou leurs dimensions, ne se prêtent pas à un marquage. Dans ce cas, le marquage doit s'opérer sur leurs emballages.

Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques importés ainsi que leurs emballages doivent porter, avant leur introduction sur le territoire national, le marquage tel que défini dans le présent article.

Les modalités de marquage des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques fabriqués ou importés et de leurs emballages sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre V*Du stockage***Article 11**

Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques ne peuvent être stockés que dans des dépôts autorisés à cet effet par l'administration.

Un dépôt peut être de type superficiel, enterré ou souterrain. Sa durée d'exploitation peut être permanente ou temporaire.

Les modalités d'octroi de l'autorisation d'établissement d'un dépôt ainsi que les conditions de son aménagement et de son exploitation sont fixées par voie réglementaire.

Le stockage de produits explosifs, d'artifices de divertissement et de matériels contenant des substances pyrotechniques doit respecter les règles de compatibilité des produits entre eux, telles que fixées par voie réglementaire.

Les cordons détonants et les mèches lentes peuvent être stockés dans un dépôt d'explosifs dans la limite de sa capacité autorisée.

Il est interdit de stocker dans un même dépôt, des détonateurs avec des explosifs, des substances explosives, des poudres, des cordons détonants et des mèches lentes, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Par dérogation au premier alinéa du présent article, les détonateurs peuvent être stockés dans une armoire préalablement déclarée à l'administration.

Les armoires à détonateurs peuvent être groupées jusqu'à concurrence de quatre, dans une même salle affectée uniquement au stockage des détonateurs.

Les conditions d'établissement et les modalités de déclaration d'une armoire ou de groupe d'armoire ainsi que la quantité maximale à y stocker sont fixées par voie réglementaire.

Article 12

En fonction de sa capacité de stockage, un dépôt peut être de première, de deuxième ou de troisième catégorie.

La capacité de stockage de chaque catégorie de dépôt est fixée par voie réglementaire.

Article 13

Le dépôt de première catégorie est soit :

- de vente : Il est destiné exclusivement à la vente des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques ;
- d'emploi : Il est réservé exclusivement aux besoins propres du propriétaire du dépôt en produits explosifs, artifices de divertissement ou matériels contenant des substances pyrotechniques ;
- mixte : Il est utilisé à la vente et aux besoins propres de l'exploitant du dépôt en produits explosifs, artifices de divertissement ou matériels contenant des substances pyrotechniques.

Article 14

Le dépôt de deuxième ou de troisième catégorie ne peut être destiné qu'à l'emploi, par l'exploitant du dépôt, de produits explosifs, d'artifices de divertissement ou de matériels contenant des substances pyrotechniques.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, le dépôt de deuxième ou de troisième catégorie peut être destiné à la vente des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Article 15

L'établissement d'un dépôt est soumis à une autorisation de l'administration, selon sa catégorie.

La demande d'autorisation d'établissement d'un dépôt de première catégorie est adressée, à l'administration, par toute société de droit marocain. Elle est soumise à une enquête publique, diligentée par l'administration, dans la limite de l'étendue des zones de dangers prévues à l'article 5 ci-dessus.

Les modalités de présentation et d'instruction de la demande d'autorisation d'établissement et de mise en service d'un dépôt de première catégorie ainsi que les conditions de son aménagement et de son exploitation sont fixées par voie réglementaire.

La demande d'autorisation d'établissement d'un dépôt de deuxième ou troisième catégorie n'est pas soumise à une enquête publique.

L'administration peut autoriser l'établissement d'un dépôt de deuxième ou troisième catégorie selon des conditions fixées par voie réglementaire qui déterminent notamment le nombre de dépôts faisant partie d'un même ensemble pyrotechnique, la capacité de stockage par dépôt, les distances d'isolement ainsi que les conditions de construction, d'aménagements et d'exploitation de ces dépôts.

Article 16

L'exploitant d'un dépôt doit mettre en place un dispositif de gardiennage, de sûreté et de sécurité de ce dépôt.

Les modalités et les conditions dudit dispositif sont fixées par voie réglementaire.

Article 17

Il est interdit d'introduire dans un dépôt des matières inflammables ou susceptibles de produire des étincelles ou des objets autres que ceux qui sont indispensables à son service.

Il est également formellement interdit de procéder à l'ouverture des emballages à l'intérieur d'un dépôt ou de procéder à des opérations ou des activités autres que celles liées à l'opération de stockage ou à la manutention des emballages.

Article 18

L'exploitant de tout dépôt doit tenir un registre dénommé «registre des entrées et sorties» destiné à l'inscription :

1. aux entrées : des quantités des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques importées, achetées ou fabriquées, restituées ou retournées suite à la décision visée à l'article 41 ci-dessous ;

2. aux sorties : des quantités des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques exportées, vendues, utilisées ou détruites.

Le registre des entrées et sorties doit être coté et paraphé par l'administration sur lequel doivent être inscrites, jour par jour, à la suite et sans aucun blanc, les quantités de produits explosifs ou des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques entrées et les quantités sorties, en indiquant pour ces dernières, les dépôts de leur destination, les numéros, dates et lieu de délivrance des passavants prévus à l'article 35 ci-dessous, les noms, professions et adresses des personnes auxquelles ces sorties ont été livrées.

Les chiffres des entrées des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques importés doivent être les mêmes que ceux figurant aux acquits-à-caution de l'administration chargée de la douane, sauf au cas d'erreurs de ceux-ci ou de pertes dans le transport, qui devraient, dans ce cas, être déclarées à l'administration immédiatement et avec toutes explications utiles par l'exploitant.

Le registre des entrées et sorties doit être présenté à tout contrôle, conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application. Il doit être conservé par l'exploitant du dépôt pendant cinq (5) ans au moins.

Le modèle dudit registre est fixé par voie réglementaire.

Article 19

Toute cession d'un dépôt de première catégorie ou modification de l'un des éléments fixés dans l'autorisation de son établissement, doit faire l'objet, au préalable, d'une demande d'autorisation adressée, à cet effet, à l'administration.

La demande d'autorisation de modification d'un dépôt de première catégorie est soumise à l'enquête publique lorsque la modification sollicitée entraîne une augmentation de la capacité de stockage initialement autorisée.

Les modalités de présentation et d'instruction de la demande d'autorisation de cession ou de modification d'un dépôt de première catégorie sont fixées par voie réglementaire.

Toute cession d'un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie doit être soumise à une nouvelle autorisation de l'administration.

En cas de décès de la personne physique exploitant un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie, les ayants droits ne peuvent exploiter ce dépôt qu'après avoir recueilli une nouvelle autorisation de l'administration.

Article 20

La cessation de l'exploitation d'un dépôt doit être déclarée à l'administration. Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques restants dans le dépôt doivent être restitués au dépôt de provenance par l'exploitant du dépôt. Ils sont détruits, dans le cas échéant, sous la responsabilité de l'exploitant dudit dépôt, conformément aux dispositions de l'article 43 ci-dessous.

La remise en service par le même exploitant d'un dépôt de première catégorie à l'arrêt, pendant une durée maxima fixée par voie réglementaire, ne peut être autorisée par l'administration qu'après avis conforme de la CNE.

La remise en service par le même exploitant d'un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie à l'arrêt, pendant une durée maxima fixée par voie réglementaire, ne peut être autorisée qu'après avis conforme de la CPE.

Les modalités de cessation ou de reprise de l'exploitation d'un dépôt à l'arrêt sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre VI

De l'importation, du transit et de l'exportation

Article 21

Seul l'exploitant d'une fabrique ou d'un dépôt de première catégorie autorisé peut être autorisé à importer des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques agréés et portant le marquage prévu à l'article 10 ci-dessous, sous réserve de l'article 23 ci-dessous.

Les modalités d'octroi de l'autorisation d'importation des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques sont fixées par voie réglementaire.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, une autorisation d'importation des matériels contenant des substances pyrotechniques peut être accordée, par l'administration, selon des conditions fixées par voie réglementaire.

Article 22

L'importateur doit enlever les produits importés dès leur entrée sur le territoire national. Au cas où les produits ne sont pas enlevés par l'importateur, l'administration chargée de la douane les fait transporter à un dépôt autorisé. Les frais découlant de cette opération, notamment ceux relatifs au transport et au stockage sont à la charge de l'importateur.

Les produits importés sont escortés du point de leur entrée sur le territoire national aux dépôts où l'opération de dédouanement est effectuée, en vertu d'un acquit-à-caution de l'administration chargée de la douane.

Article 23

L'importation des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques ne peut être autorisée que dans la limite des capacités de stockage autorisées des dépôts de l'importateur qui sera toujours tenu de fournir la preuve que la charge explosive totale emmagasinée dans ses dépôts, après l'importation, ne dépassera pas celles pour lesquelles les dépôts ont été autorisés.

Article 24

L'importation des matières premières, par l'exploitant d'une fabrique autorisée, est soumise à autorisation de l'administration, délivrée selon les modalités fixées par voie réglementaire.

L'importation des matières premières, par des personnes physiques ou morales autres que les fabricants de produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques, est interdite, sauf autorisation spéciale de l'administration, délivrée selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Article 25

Il est interdit de procéder au transit par voies terrestre et maritime à travers le territoire national, des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Article 26

Conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, les fabricants d'explosifs peuvent exporter les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques agréés et portant le marquage prévu à l'article 10 ci-dessus, ainsi que les matières premières.

Les modalités d'exportation des produits explosifs, des artifices de divertissement, des matériels contenant des substances pyrotechniques et des matières premières sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre VII

De la fabrication

Article 27

Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques, ne peuvent être fabriqués que dans des fabriques autorisées, à cet effet, par l'administration.

Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques fabriqués doivent être entreposés, au fur et à mesure de leur achèvement, dans un dépôt autorisé de première catégorie.

Article 28

La demande d'autorisation d'établissement d'une fabrique est adressée, à l'administration, par toute société de droit marocain justifiant des capacités techniques et financières requises pour la fabrication de produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Ladite demande d'autorisation est soumise à l'avis conforme préalable de la CNE.

Ladite demande est approuvée à l'unanimité par la CNE, et soumise à une enquête publique dans la limite de l'étendue des zones de dangers prévues à l'article 5 ci-dessus.

Au vu de la demande du pétitionnaire indiquant l'achèvement des travaux de construction de la fabrique, l'administration délivre la décision de sa mise en service après avoir attesté sa conformité aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Les modalités d'octroi de l'autorisation d'établissement d'une fabrique, de sa mise en service ainsi que celles de son aménagement et son exploitation sont fixées par voie réglementaire.

Article 29

L'exploitant d'une fabrique doit mettre en place un dispositif de gardiennage, de sûreté et de sécurité de cette fabrique.

Les conditions et les modalités dudit dispositif sont fixées par voie réglementaire.

Article 30

L'exploitant d'une fabrique doit tenir trois registres sous la même dénomination : « registres d'entrées et de sorties » :

1. le premier registre où sont inscrites :

- aux entrées : les quantités de matières premières acquises pour les besoins de la fabrique ;
- aux sorties : les quantités de ces matières premières vendues et les quantités mises en fabrication.

2. le deuxième registre où sont inscrites :

- aux entrées : les quantités de matières fabriquées correspondant aux matières premières mises en fabrication d'après un taux de rendement minimum proposé par l'exploitant de la fabrique et approuvé par l'administration ;
- aux sorties : les quantités de matières fabriquées entrant au dépôt de première catégorie.

3. le troisième registre où sont inscrites :

- aux entrées : les quantités des produits explosifs ou artifices de divertissement ou matériels contenant des substances pyrotechniques fabriquées, achetées localement ou importées ;
- aux sorties : les quantités vendues.

Ces inscriptions sont faites jour par jour, à la suite et sans aucun blanc et avec indication pour les produits vendus, des noms, numéros des cartes d'identité nationales, professions et adresses des personnes auxquelles ces produits ont été vendus.

Ces registres sont cotés et paraphés par l'administration et doivent être conservés par les fabricants pendant dix ans au moins.

Les modèles desdits registres sont fixés par voie réglementaire.

Article 31

Toute cession d'une fabrique ou modification de l'un des éléments de l'acte administratif portant autorisation d'établissement d'une fabrique doit faire l'objet, au préalable, d'une demande d'autorisation de l'administration.

Les modalités d'octroi de l'autorisation de cession d'une fabrique sont fixées par voie réglementaire.

La demande d'autorisation de modification n'est pas soumise à l'enquête publique prévue à l'article 28 ci-dessus, lorsque :

- la modification sollicitée n'entraîne pas une augmentation de la quantité autorisée ayant servi à la détermination de l'étendue des zones de danger ;
- la modification ne concerne pas la fabrication d'un nouveau produit explosif générant des zones de danger plus étendues que celles du produit pour lequel la fabrique a été autorisée initialement.

Article 32

La cessation de l'exploitation d'une fabrique doit être portée à la connaissance de l'administration.

La cessation de l'exploitation d'une fabrique entraîne la cession du matériel de fabrication des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques, à un autre fabricant national d'explosifs ou, le cas échéant, sa destruction par l'administration compétente.

Suite à la cessation de l'exploitation d'une fabrique, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour vider sa fabrique des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques ainsi que de toutes matières premières, conformément aux dispositions de la présente loi en matière notamment, de transport, du stockage, de vente, de destruction ou d'escorte.

La reprise de l'exploitation d'une fabrique à l'arrêt par le même exploitant ne doit se faire qu'après sa visite par les membres de la CPE qui doivent s'assurer de sa conformité aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Les modalités de cessation et de reprise de l'exploitation d'une fabrique sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre VIII

De la vente, de l'achat et du transport par route

Article 33

La vente des produits explosifs et des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 définis à l'article 46 ci-dessous, à toute personne physique ou morale possédant un dépôt autorisé, ne peut être effectuée que par le fabricant de ces produits.

La vente des matériels contenant des substances pyrotechniques, à toute personne physique ou morale possédant un dépôt autorisé ou justifiant d'une activité nécessitant l'emploi de ces matériels, ne peut être effectuée que par :

- l'exploitant d'un dépôt de première catégorie de vente ou mixte autorisé ;
- l'exploitant d'un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie de vente.

Article 34

L'exploitant d'une fabrique ne peut vendre de matières premières, quelle qu'en soit la quantité, qu'aux personnes munies d'une autorisation spéciale délivrée par l'administration. L'autorisation est conservée par l'exploitant de la fabrique qui délivre la matière et lui tient lieu de décharge.

Article 35

Les produits explosifs, les artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 ne peuvent être livrés, par le vendeur, que contre la remise d'un bon de sortie, la présentation de la carte de contrôle d'explosifs du convoyeur visé à l'article 38 ci-dessous, d'une carte d'acheteur et d'un passavant, selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Article 36

Il est interdit de vendre les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques qui présentent des traces d'altération, de décomposition ou dont la date de péremption est dépassée.

Article 37

L'achat des produits explosifs, des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 et des matériels contenant des substances pyrotechniques, ne peut être effectué que par une personne physique ou morale possédant un dépôt autorisé et dans la limite de la capacité de stockage fixée par voie réglementaire.

Toutefois, pour l'achat des matériels contenant des substances pyrotechniques, l'acheteur doit uniquement justifier l'exercice d'une activité nécessitant l'emploi de ces matériels même s'il ne possède pas un dépôt autorisé.

Les modalités de vente et d'achat de produits explosifs, des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 et des matériels contenant des substances pyrotechniques sont fixées par voie réglementaire.

Article 38

Sous réserve des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, le transport par route des produits explosifs et des artifices de divertissement est effectué conformément aux dispositions de la loi n° 30-05 précitée.

Le transport desdits produits ne peut être effectué que par le fabricant ou ses filiales, dans des véhicules aménagés à cet effet, sous la supervision d'un convoyeur, sous couvert d'une carte d'acheteur et d'un passavant de transport délivrés par l'administration. La durée de validité de ce passavant est fixée par voie réglementaire.

Toutefois, les dispositions du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas au transport des matériels contenant des substances pyrotechniques entre le dépôt de leur provenance et le lieu de leur utilisation finale.

Le transport des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques importés, depuis le point de leur entrée au Maroc aux dépôts de leur stockage, doit s'effectuer sous couvert d'un acquit-à-caution de l'administration de la douane.

Les détonateurs doivent être transportés séparément des explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques tout en respectant les règles de compatibilité.

L'autorité administrative locale ayant visé la demande d'achat de produits explosifs ou des artifices de divertissement peut faire, selon le cas, escorter ces produits par la Gendarmerie Royale ou la Sûreté Nationale en prenant en considération ce qui suit :

- la quantité de ces produits à livrer ;
- la distance à parcourir pour atteindre le lieu de destination ;
- la situation sécuritaire dans la région.

Tout convoyeur et tout conducteur du véhicule doivent posséder leurs cartes de contrôle d'explosifs en cours de validité.

Les modalités de l'escorte et les conditions de délivrance de la carte d'acheteur, du bon de sortie et du passavant sont fixées par voie réglementaire.

Article 39

La construction et l'équipement auxquels doivent satisfaire les véhicules destinés au transport des produits explosifs et des artifices de divertissement, ainsi que les obligations des différents intervenants doivent être conformes aux dispositions de la loi n° 30-05 précitée.

Chapitre IX

De l'emploi et de la destruction

Article 40

Seule la personne physique ou morale possédant un dépôt autorisé peut employer les produits explosifs et les artifices de divertissement.

Toutefois, dans la région minière du Tafilalet et de Figuig, l'emploi des produits explosifs dans les travaux d'exploration, de recherche ou d'exploitation minière ne peut se faire que par un fabricant d'explosifs possédant un dépôt mixte de première catégorie, selon la procédure de Consommation Immédiate sur Site (CIS) et conformément aux dispositions d'un cahier de charges fixé par voie réglementaire et conclu entre la Centrale d'Achat et de Développement de la Région Minière du Tafilalet et de Figuig (CADETAF) et ledit fabricant d'explosifs.

Les conditions d'emploi de ces produits sont fixées par voie réglementaire.

Article 41

Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 40 ci-dessus, l'administration peut autoriser, exclusivement, le fabricant possédant un dépôt mixte de première catégorie et justifiant de l'existence de l'activité, à utiliser :

- des produits explosifs selon la procédure de Consommation Immédiate sur Site (CIS) ;
- des produits explosifs ou des artifices de divertissement en milieu contraignant.

L'administration peut, en cas de besoin, prendre la décision de retourner les produits explosifs ou les artifices de divertissement non utilisés au lieu qu'elle désigne.

Les modalités d'octroi des autorisations CIS et en milieu contraignant sont fixées par voie réglementaire.

Article 42

Il est interdit d'employer des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques, présentant des traces d'altération, de décomposition ou dont la date de péremption est dépassée.

Article 43

Les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques, présentant des traces d'altération ou de décomposition ou dont la date de péremption est dépassée, doivent être détruits par le vendeur ou l'employeur et à leurs charges.

Les modalités de destruction sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre X

De la carte de contrôle des explosifs

Article 44

Il est interdit à tout employeur de charger une personne physique non munie d'une carte de contrôle d'explosifs de fabriquer, d'acheter, de vendre, de détenir, de manipuler, de convoier, d'assurer le transport ou le gardiennage ou d'employer des produits explosifs, des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 définis à l'article 46 ci-dessous.

Toute personne physique ayant connaissance, par sa fonction, des mouvements et des transports de l'un des produits précités, doit être munie d'une carte de contrôle d'explosifs.

Il est également interdit à l'employeur de charger, de l'une des activités citées au 1^{er} alinéa du présent article, toute personne physique pour laquelle la carte de contrôle d'explosifs n'a pas été délivrée ou renouvelée.

Toutefois, des dérogations peuvent être accordées pour le transport, le convoi et l'emploi des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Si l'employeur est une personne physique possédant un dépôt autorisé, il est tenu de posséder sa propre carte de contrôle d'explosifs.

Si l'employeur est une personne morale possédant une fabrique ou un dépôt autorisé, la personne physique chargée de la gérance est tenue de posséder sa propre carte de contrôle d'explosifs.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au transport ferroviaire qui demeure régi par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 45

La carte de contrôle d'explosifs est délivrée ou renouvelée, par l'administration chargée de la sûreté nationale.

Les modalités d'octroi, de renouvellement et de retrait ainsi que la durée de validité de la carte de contrôle d'explosifs sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre XI

Des artifices de divertissement

Article 46

Les artifices de divertissement sont classés comme suit :

1. Catégorie C1 : artifices de divertissement qui présentent un danger très faible et un niveau sonore négligeable et qui sont destinés à être utilisés dans des espaces confinés, y compris les artifices de divertissement destinés à être utilisés à l'intérieur d'immeubles d'habitation ;

2. Catégorie C2 : artifices de divertissement qui présentent un danger faible et un faible niveau sonore et qui sont destinés à être utilisés, à l'air libre, dans des zones confinées ;

3. Catégorie C3 : artifices de divertissement qui présentent un danger moyen, qui sont destinés à être utilisés, à l'air libre, dans des grands espaces ouverts et dont le niveau sonore n'est pas dangereux pour la santé humaine ;

4. Catégorie C4 : artifices de divertissement qui présentent un danger élevé et qui sont destinés à être utilisés uniquement par des personnes ayant des connaissances particulières, normalement désignés par l'expression « artifices de divertissement à usage professionnel » et dont le niveau sonore n'est pas dangereux pour la santé humaine.

Article 47

Les artifices de divertissement de la catégorie C1 sont interdits à l'importation, à la fabrication, au stockage, à la commercialisation et à la distribution.

L'emploi des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4 doit être effectué par des personnes ayant les qualifications requises en la matière et possédant une carte de contrôle d'explosifs.

Les modalités d'application des dispositions du 2^{ème} alinéa du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre XII

De la constatation des infractions

Article 48

L'employeur doit donner aux personnes visées à l'article 50 ci-dessous, libre accès aux établissements et installations pyrotechniques et aux chantiers. Il est tenu de leur fournir toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mission et de les faire accompagner dans leur visite par des préposés dont le concours est jugé utile.

Lesdites personnes ont le droit de :

- procéder à la vérification de l'application des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ;

- consulter les documents de sûreté et de sécurité, les autorisations, les plans et les registres réglementaires.

Article 49

Les agents commissionnés par l'administration sont tenus, à l'égard de tout document et information fournis par l'employeur, à l'obligation du secret professionnel prévu par la législation en vigueur.

Article 50

Sont chargés de rechercher et de constater l'infraction aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, les officiers de police judiciaire et les agents de l'administration en charge du contrôle des explosifs, assermentés conformément à la législation en vigueur.

Les procès-verbaux dressés et transmis, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la constatation, aux juridictions compétentes, doivent comporter, notamment les circonstances de la constatation de l'infraction, les explications fournies par l'exploitant et les éléments faisant ressortir la matérialité des infractions.

Lesdits procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire par tout moyen de preuve.

Article 51

Le contrôle des établissements et installations pyrotechniques ainsi que des chantiers utilisant les produits explosifs, les artifices et les matériels contenant des substances pyrotechniques est assuré par les agents cités à l'article 50 ci-dessus ou par la CNE ou les CPE.

Chapitre XIII

Des sanctions administratives

Article 52

En cas d'inobservation des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, en matière de sûreté ou de sécurité des fabriques ou des dépôts, l'administration met en demeure le contrevenant, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie de notification légale, d'y satisfaire dans un délai maximum de soixante (60) jours.

Si à l'expiration du délai prévu au 1^{er} alinéa du présent article, le contrevenant n'a pas obtempéré à la mise en demeure, l'administration procède à la fermeture provisoire de la fabrique ou du dépôt pour un délai ne dépassant pas trente (30) jours.

Si l'infraction persiste après l'expiration du délai prévu au 2^{ème} alinéa ci-dessus, l'administration procède à la fermeture définitive :

- après avis de la CPE dans le cas d'un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie ou d'un chantier ;
- après avis de la CNE dans le cas d'un dépôt de première catégorie ou d'une fabrique.

Article 53

Sans préjudice aux sanctions applicables en la matière prévues par la loi n° 30-05 précitée, en cas d'inobservation des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, en matière de transport des produits explosifs, des artifices de divertissement des catégories C2, C3 et C4, le véhicule destiné à transporter ces produits est immédiatement immobilisé et il ne peut reprendre la route que s'il est mis fin à l'inobservation constatée.

L'immobilisation peut être faite sur place ou dans tout autre lieu choisi par l'agent de l'administration ou l'officier de police judiciaire ayant constaté l'inobservation.

Chapitre XIV*Des sanctions pénales***Article 54**

Sans préjudice aux dispositions du code pénal, est puni d'un emprisonnement de deux à cinq 5 ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 dirhams ou de l'une de ces peines seulement, toute personne qui :

1. détient, sans motif légitime, ou se livre à l'introduction illicite des matières premières, des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques sur le territoire national ;

2. se livre à la fabrication illicite des produits explosifs, des artifices de divertissement ou des matériels contenant des substances pyrotechniques.

Ces matières et produits sont confisqués et détruits dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 55

Est puni d'une amende de 30.000 à 300.000 dirhams :

1. tout exploitant d'un dépôt ou d'une fabrique qui ne respecte pas les conditions d'isolement vis-à-vis des zones de dangers Z1, Z2 et Z3 prévues à l'article 5 ci-dessus ;

2. toute personne ayant cédé un dépôt ou une fabrique ou modifié un des éléments des actes administratifs prévus aux articles 19 et 31 ci-dessus sans autorisation préalable de l'administration ;

3. toute personne ayant cessé l'exploitation d'un dépôt ou d'une fabrique en violation aux dispositions des articles 20 et 32 ci-dessus ;

4. les ayants droits ayant exploité, dans le cadre de la succession, un dépôt de deuxième ou de troisième catégorie sans l'obtention de l'autorisation préalable de l'administration.

En cas de récidive, le minimum et le maximum de l'amende encourue sont portés respectivement au double.

Article 56

Est puni d'une amende de 10.000 à 20.000 dirhams :

1. tout exploitant de fabrique ou de dépôt qui ne tient pas ses registres et plans de façon régulière ou refuse de les présenter aux agents de l'administration ou ne communique pas à l'administration les renseignements exigés de lui en vertu de la présente loi et des textes pris pour son application ;

2. quiconque ne possédant pas de carte de contrôle d'explosifs, entreprend les activités citées à l'article 44 ci-dessus ;

3. quiconque charge son employé ne possédant pas de carte de contrôle d'explosifs de l'une des activités prévues à l'article 44 ci-dessus ;

4. tout exploitant d'un dépôt autorisé qui vend ou utilise les produits explosifs, les artifices de divertissement et les matériels contenant des substances pyrotechniques avariés, altérés ou périmés, prévus aux articles 36, 42 et 43 ci-dessus . Ces produits sont confisqués et stockés en vue de leur destruction ;

5. quiconque se livre à l'importation, la fabrication, le stockage, la commercialisation ou la distribution des artifices de divertissement de la catégorie C1 ;

6. quiconque apporte des entraves au contrôle de l'administration.

En cas de récidive, le minimum et le maximum de l'amende encourue sont portés respectivement au double.

Article 57

Sont punis d'une amende de 20.000 à 40.000 dirhams, les infractions à la présente loi ainsi qu'à celles des textes pris pour son application, qui ne sont pas frappées de peines spéciales en vertu des articles 54, 55 et 56 ci-dessus.

En cas de récidive, le minimum et le maximum de l'amende encourue sont portés respectivement au double.

Chapitre XV*Des dispositions diverses et finales***Article 58**

Les dépôts et les locaux de première et de deuxième catégorie mis en service, antérieurement à la date de publication au « *Bulletin officiel* » de la présente loi, sont respectivement dénommés dépôts de première, de deuxième et de troisième catégorie.

Article 59

En cas d'insurrection ou de troubles graves dans le pays, l'exploitant d'un dépôt ou d'une fabrique doit se conformer aux instructions qui lui seront données par l'autorité légalement habilitée, telles que l'évacuation des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des substances pyrotechniques sur un point déterminé ou même destruction de ces produits, sans qu'il en résulte pour lui droit à indemnité ou dédommagement quelconque.

Article 60

L'administration peut, en cas de nécessité, requérir la force publique pour l'apposition de scellés sur toute fabrique ou dépôt maintenu en fonctionnement en infraction aux dispositions donnant lieu aux sanctions suivantes :

- la suspension ou la fermeture ;
- le retrait de l'autorisation d'établissement.

Article 61

Les fabriques et les dépôts dûment autorisés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi demeurent régis, en matière d'isolement, par les dispositions de l'article 3 du dahir du 14 avril 1914 portant réglementation de la fabrication des explosifs tel qu'il a été modifié et complété et par les dispositions de l'article 2 du dahir du 14 janvier 1914 réglementant l'importation, la circulation et la vente des explosifs au Maroc et fixant les conditions d'installation des dépôts, tel qu'il a été modifié et complété.

Article 62

Les dispositions de la présente loi et les textes pris pour son application relatives aux conditions de transport, de stockage et d'emploi ne sont pas applicables à la poudre noire destinée à l'événementiel et aux festivités.

Les modalités d'achat, de transport, de stockage et d'emploi de cette poudre sont fixées par voie réglementaire.

L'emploi de la poudre noire en vrac dans les mines, carrières et chantiers est interdit, sauf dérogation accordée par l'administration, selon des conditions fixées par voie réglementaire.

Article 63

Les registres, les bons de sortie, les passavants, les autorisations d'importation et d'exportation, les autorisations spéciales de vente des matières premières, les autorisations d'utilisation des produits explosifs, des artifices de divertissement et des matériels contenant des matières pyrotechniques sont conservés pendant un délai de 5 ans.

Article 64

Les autorisations attribuées en vertu des dispositions de la présente loi ne dispensent pas leurs bénéficiaires de l'obligation de disposer des autorisations prévues par d'autres textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

Article 65

Sous réserve des dispositions de l'article 61 ci-dessus, sont abrogés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les textes ci-après :

1. le dahir du 14 janvier 1914 réglementant l'importation, la circulation et la vente des explosifs au Maroc et fixant les conditions d'installation des dépôts, tel qu'il a été modifié et complété ;

2. le dahir du 14 avril 1914 portant réglementation de la fabrication des explosifs, tel qu'il a été modifié et complété ;

3. le dahir du 30 janvier 1954 relatif au contrôle des explosifs.

Article 66

La présente loi entre en vigueur à compter de la date de publication, au *Bulletin officiel*, des textes pris pour son application.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Décret n° 2-17-411 du 26 jourmada I 1439 (13 février 2018) pour la mise en application de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat promulguée par le dahir n° 1-16-50 du 19 rejeb 1437 (27 avril 2016), notamment les articles 6, 8, 11, 15, 16, 17, 20, 21 et 23 ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 14 jourmada I 1439 (1^{er} février 2018),

DÉCRÈTE :

Chapitre premier

Reconnaissance des signes distinctifs des produits de l'artisanat

ARTICLE PREMIER. – La demande de reconnaissance des signes distinctifs des produits de l'artisanat prévue à l'article 6 de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat susvisée, assortie du projet de cahier des charges, tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi susmentionnée, est déposée auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat contre récépissé indiquant la date du dépôt.

Le modèle de la demande de reconnaissance des signes distinctifs des produits de l'artisanat, est fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 2. – Le dossier de demande de reconnaissance des signes distinctifs des produits de l'artisanat est transmis assorti du cahier des charges, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 133-12 précitée, par l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de la réception de la demande, à la commission nationale des signes distinctifs des produits de l'artisanat visée à l'article 15 de ladite loi, pour avis dans un délai maximum de quatre mois à compter de la date de la réception de la demande par la commission.

ART. 3. – Sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, le modèle et les modalités de déclarations d'opposition, prévus à l'article 11 de la loi n° 133-12 susvisée.

ART. 4. – Après réception de l'avis de la commission nationale sur les demandes de reconnaissance des signes distinctifs des produits de l'artisanat, l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat notifie au demandeur la décision prise.

En cas de reconnaissance du signe distinctif des produits de l'artisanat, les services compétents auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat procèdent à l'enregistrement de celui-ci sur les registres prévus à l'article 14 de la loi n° 133-12 susvisée.

Chapitre 2

Composition et modalités de fonctionnement de la Commission nationale des signes distinctifs des produits de l'artisanat

ART. 5. – La commission nationale des signes distinctifs des produits de l'artisanat prévue à l'article 15 de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat, susvisée, est composée des membres suivants :

- le représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, président ;
- le représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la culture ;
- le représentant de la Fédération des chambres d'artisanat ;
- le représentant de la Maison de l'artisan ;
- le représentant de la Fédération des entreprises de l'artisanat ;
- le représentant de l'Académie des arts traditionnels ;
- le représentant de l'Office national de la propriété industrielle et commerciale.

Le secrétariat de la commission nationale est assuré par les services compétents auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 6. – Le président de la commission nationale peut, le cas échéant, faire appel à un ou plusieurs experts, y compris les représentants des organismes de certification et de contrôle pour participer, à titre consultatif aux travaux de la commission.

ART. 7. – La commission nationale se réunit, sur convocation de son président à la date et au lieu fixés par lui et selon l'ordre du jour qu'il établit.

La commission ne peut valablement se réunir qu'en présence de la majorité absolue de ses membres y compris le président.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 8. – Le secrétariat de la Commission nationale procède à la tenue et à l'enregistrement de tous les documents et pièces relatifs aux attributions de la Commission nationale citée à l'article 16 de la loi n° 133-12 susmentionnée.

Il procède aussi, sous l'autorité du président de la Commission nationale, à l'élaboration de l'ordre du jour de la réunion de la commission et à la rédaction des procès-verbaux desdites réunions.

Chapitre 3

Agrément des organismes de certification et de contrôle des signes distinctifs des produits de l'artisanat

ART. 9. – Les organismes de certification et de contrôle prévus à l'article 17 de la loi n° 133-12 susmentionnée, sont agréés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat et ce conformément aux conditions fixées à l'article 21 de ladite loi.

Un organisme de certification et de contrôle peut être agréé pour la certification d'un ou plusieurs signes distinctifs des produits de l'artisanat.

ART. 10. – La demande d'agrément des organismes de certification et de contrôle visée à l'article 17 de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat, susvisée, est adressée à l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, accompagnée des pièces et documents permettant la vérification des mentions que cette demande comporte et d'un dossier comprenant les éléments suivants :

- l'engagement que l'organisme demandeur, ses administrateurs et ses dirigeants ne sont pas directement ou indirectement intéressés, à quelque titre que ce soit par la délivrance ou la non délivrance d'un signe distinctif ou de signes distinctifs des produits de l'artisanat ou leur suspension ou retrait ;
- les statuts de l'organisme demandeur, ainsi que les pouvoirs et attributions de ses administrateurs, dirigeants et des organes le composant ;
- le règlement intérieur de l'organisme demandeur ;
- les *curriculum vitae* des personnels de l'organisme accompagnés de copies des attestations justifiant leurs qualifications et leurs compétences ;
- les procédures et règles qu'il entend suivre pour délivrer, suspendre ou retirer la certification ;
- les modalités de gestion et de conservation de la documentation ainsi que les mesures prises pour s'assurer de la confidentialité des activités relatives à la certification et au contrôle ;
- l'organe ou les organes chargés de la certification et du contrôle au sein de l'organisme ;
- le dispositif ou le plan de travail lui permettant, une fois agréé, de remettre aux services compétents auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, la liste des produits certifiés accompagnés de l'identification des bénéficiaires, les cahiers des charges ayant servi de référence ainsi que le programme de contrôle correspondant, les documents décrivant pour chaque produit les opérations d'analyse, de contrôle ou d'essai aux termes desquelles la certification a été délivrée.

ART. 11. – Les modalités et les formes d'octroi d'agrément aux organismes de certification et de contrôle, sa suspension, la levée de sa suspension ou son retrait, sont définies par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 12. – Les organismes de certification et de contrôle agréés tiennent à la disposition des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, tous documents permettant de contrôler leur fonctionnement, la régularité de leurs actions et l'efficacité des contrôles qu'ils effectuent.

ART. 13. – Les organismes de certification et de contrôle doivent :

a) communiquer annuellement, aux services compétents relevant de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat, leur programme de contrôle des bénéficiaires de signes distinctifs des produits de l'artisanat, conformément à leur cahier des charges ;

b) transmettre, au plus tard le 31 janvier de chaque année, aux services susvisés, la liste des bénéficiaires d'un signe distinctif des produits de l'artisanat dont ils assurent le contrôle, et ce conformément au cahier des charges agréé ;

c) informer les services compétents relevant de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat de toute constatation d'une irrégularité ou d'une infraction se rapportant à la mise en œuvre, par l'un des opérateurs soumis à leur contrôle, des dispositions relatives aux signes distinctifs des produits de l'artisanat.

ART. 14. – La forme et les modalités de certification des signes distinctifs des produits de l'artisanat par l'organisme de certification et de contrôle, ainsi que leur suspension et leur retrait sont fixées par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 15. – Tout artisan, dont la demande est rejetée ou la certification retirée, peut présenter une réclamation auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat en vue d'un réexamen de son dossier.

La forme et les modalités du dépôt de ladite réclamation sont fixées par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 16. – En application des dispositions de la loi n° 133-12 relative aux signes distinctifs des produits de l'artisanat susvisée, en entend par le terme « administration compétente » cité aux articles 12, 25, 28 et 29 de ladite loi, l'autorité gouvernementale chargée de l'artisanat.

ART. 17. – Le ministre du tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1439 (13 février 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre du tourisme,
du transport aérien, de l'artisanat
et de l'économie sociale,*

MOHAMED SAJID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6651 du 9 jourmada II 1439 (26 février 2018).

Décret n° 2-18-574 du 3 kaada 1439 (17 juillet 2018) approuvant l'accord de prêt conclu le 8 juin 2018 entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement, portant sur un montant de deux cent millions d'euros (200 000 000,00 d'euros), pour le financement du Programme d'appui au développement inclusif et durable des filières agricoles.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi de finances n° 68-17 pour l'année budgétaire 2018, promulguée par le dahir n° 1-17-110 du 6 rabii II 1439 (25 décembre 2017), notamment son article 41 ;

Vu le paragraphe premier de l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982, n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii II 1402 (1^{er} janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de prêt conclu le 8 juin 2018, entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement, portant sur un montant de deux cent millions d'euros (200 000 000,00 d'euros), pour le financement du Programme d'appui au développement inclusif et durable des filières agricoles.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 3 kaada 1439 (17 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Décret n° 2-18-539 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 1000 dirhams en or commémorant le 55^{ème} anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu les articles 5, 15, 16, 18, 19 et 37 de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, promulguée par le dahir n° 1-05-38 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) ;

Vu l'article 3 du décret n° 2-06-267 du 17 jourmada II 1428 (3 juillet 2007), pris pour l'application de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib ;

Vu les délibérations du Conseil de Bank Al-Maghrib, du 2 regeb 1439 (20 mars 2018), décidant l'émission d'une pièce de monnaie de 1000 dirhams en or commémorant le 55^{ème} anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI ;

Et sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée la décision du Conseil de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 1000 dirhams en or commémorant le 55^{ème} anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

ART. 2. – La pièce de monnaie commémorative a cours légal et présente les caractéristiques suivantes :

- Alliage : Or 916,7 millièmes ;
- Poids : 39,94 grammes ;
- Diamètre : 38,61 millimètres ;
- Tranche : Cannelée ;
- Frappe : Proof.

* Avers :

- Au centre : Effigie de Sa Majesté le Roi Mohammed VI
- De part et d'autre, les inscriptions suivantes :

« محمد السادس »

« المملكة المغربية »

- En bas : les millésimes : 2018-1439

* Revers :

- En haut : l'inscription suivante :

« الذكرى الخامسة والخمسون لميلاد صاحب الجلالة محمد »

« السادس »

- Au centre :

- Armoiries du Royaume.
- Arcade stylisant une porte marocaine, le chiffre « 55 » symbolisant l'anniversaire de S.M. le Roi Mohammed VI.
- L'inscription : « الحادي والعشرون غشت »
- La valeur faciale :

1000

ألف درهم

- En bas : l'inscription suivante :

« 55^{ème} ANNIVERSAIRE DE S.M. LE ROI MOHAMMED VI »

ART. 3. – Le pouvoir libératoire de la pièce de monnaie commémorative entre particuliers est limité à 10.000,00 dirhams.

ART. 4. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 4 kaada 1439 (18 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Décret n° 2-18-540 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation de pièces de monnaie de 1000 dirhams en or et de 250 dirhams en argent commémorant le 19^{ème} anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu les articles 5, 15, 16, 18, 19 et 37 de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, promulguée par le dahir n° 1-05-38 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) ;

Vu l'article 3 du décret n° 2-06-267 du 17 jourmada II 1428 (3 juillet 2007), pris pour l'application de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib ;

Vu les délibérations du Conseil de Bank Al-Maghrib du 2 regeb 1439 (20 mars 2018), décidant l'émission de pièces de monnaie de 1000 dirhams en or et de 250 dirhams en argent commémorant le 19^{ème} anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI ;

Et sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée la décision du Conseil de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation de pièces de monnaie de 1000 dirhams en or et de 250 dirhams en argent commémorant le 19^{ème} anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

ART. 2. – Les pièces de monnaie commémoratives ont cours légal et présentent les caractéristiques suivantes :

La pièce de monnaie commémorative en or :

- Alliage : Or 916,7 millièmes ;
- Poids : 39,94 grammes ;
- Diamètre : 38,61 millimètres ;
- Tranche : Cannelée ;
- Frappe : Proof.

* Avers :

- Au centre : Effigie de Sa Majesté le Roi Mohammed VI
- De part et d'autre, les inscriptions suivantes :

« محمد السادس »

« المملكة المغربية »

- En bas : les millésimes : 2018-1439

* Revers :

- En haut : l'inscription suivante :

« الذكرى التاسعة عشرة لتربع جلالة الملك على العرش »

- Au centre :

- Armoiries du Royaume.
- Carte de l'Afrique couverte de jeux lignes constituant le globe terrestre et invoquant la connectivité du Maroc avec l'Afrique.
- La valeur faciale :

1000

ألف درهم

- En bas : l'inscription suivante :

« 19^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION
DE S.M. LE ROI MOHAMMED VI »

La pièce de monnaie commémorative en argent :

- Alliage : Argent 925 millièmes ;
Cuivre 75 millièmes ;
- Poids : 28,28 grammes ;
- Diamètre : 38,61 millimètres ;
- Tranche : Cannelée ;
- Frappe : Proof.

* Avers :

- Au centre : Effigie de Sa Majesté le Roi Mohammed VI
- De part et d'autre, les inscriptions suivantes :

« محمد السادس »

« المملكة المغربية »

- En bas : les millésimes : 2018-1439

* Revers :

- En haut : l'inscription suivante :

« الذكرى التاسعة عشرة لتربع جلالة الملك على العرش »

- Au centre :

- Armoiries du Royaume.
- Carte de l'Afrique couverte de jeux lignes constituant le globe terrestre et invoquant la connectivité du Maroc avec l'Afrique.
- La valeur faciale :

250

مائتان وخمسون درهما

- En bas : l'inscription suivante :

« 19^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION
DE S.M. LE ROI MOHAMMED VI »

ART. 3. – Le pouvoir libérateur de la pièce de monnaie commémorative en or entre particuliers est limité à 10.000,00 dirhams.

Le pouvoir libérateur de la pièce de monnaie commémorative en argent entre particuliers est limité à 2.500,00 dirhams.

ART. 4. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 4 kaada 1439 (18 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Décret n° 2-18-541 du 4 kaada 1439 (18 juillet 2018) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 250 dirhams en argent commémorant le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu les articles 5, 15, 16, 18, 19 et 37 de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, promulguée par le dahir n° 1-05-38 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) ;

Vu l'article 3 du décret n° 2-06-267 du 17 jourmada II 1428 (3 juillet 2007), pris pour l'application de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib ;

Vu les délibérations du Conseil de Bank Al-Maghrib du 2 regeb 1439 (20 mars 2018), décidant l'émission d'une pièce de monnaie de 250 dirhams en argent commémorant le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ;

Et sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée la décision du Conseil de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'une pièce de monnaie de 250 dirhams en argent commémorant le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

ART. 2. – La pièce de monnaie commémorative a cours légal et présente les caractéristiques suivantes :

- Alliage : Argent 925 millièmes ;
Cuivre 75 millièmes ;
- Poids : 28,28 grammes ;
- Diamètre : 38,61 millimètres ;
- Tranche : Cannelée ;
- Frappe : Proof.
- * Avers :
 - Au centre : Effigie de Sa Majesté le Roi Mohammed VI
 - De part et d'autre, les inscriptions suivantes :

« محمد السادس »

« المملكة المغربية »

- En bas : les millésimes : 2018-1440
- * Revers :
 - En haut : l'inscription suivante :

« ذكرى صدور الإعلان العالمي لحقوق الإنسان »

1948-2018

- Au centre :
Représentation stylisée du globe terrestre
portant le nombre d'années « 70 ans »

- En bas :
 - La valeur faciale :

250

مائتان وخمسون درهما

- l'inscription suivante :

« ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME »

ART. 3. – Le pouvoir libératoire de la pièce de monnaie commémorative entre particuliers est limité à 2.500,00 dirhams.

ART. 4. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 4 kaada 1439 (18 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :
*Le ministre de l'économie
et des finances,*
MOHAMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Décret n° 2-18-573 du 6 kaada 1439 (20 juillet 2018) complétant l'article 82 du décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu la décision de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême n° 14 du 6 joumada II 1399 (3 mai 1979) ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 5 kaada 1439 (19 juillet 2018),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article 82 (3^{ème} alinéa) du décret royal précité n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) est complété comme suit :

« Article 82 (3^{ème} alinéa). – La vente d'immeubles « ou des droits réels y afférents du domaine privé de l'Etat « au profit :

« –des collectivités ;

« –des copropriétaires de l'Etat viable ;

« –des fonds de placements collectifs en titrisation dans « le cadre des émissions de certificats de Sukuk dont « l'établissement initiateur est l'Etat ;

« –des personnes prévisionnel
« global dudit projet. »

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 kaada 1439 (20 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :
*Le ministre
de l'économie et des finances,*
MOHAMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

**Décret n° 2-17-589 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018) pris pour l'application de la loi n° 70-13
relative aux centres hospitalo-universitaires**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 70-13 relative aux centres hospitalo-universitaires, promulguée par le dahir n° 1-16-62 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016), notamment ses articles premier, 2, 5 et 23 ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 21 chaoual 1439 (5 juillet 2018),

DÉCRÈTE :

Chapitre premier

*La tutelle de l'Etat sur les centres hospitalo-universitaires,
leurs dénominations, leurs sièges et les établissements les composant*

ARTICLE PREMIER. – La tutelle de l'Etat sur les centres hospitalo-universitaires est assurée par l'autorité gouvernementale chargée de la santé, sous réserve des pouvoirs et attributions dévolus au ministre de l'économie et des finances en vertu des textes législatifs et réglementaires relatifs aux établissements publics.

ART. 2. – En application des dispositions des articles 2 et 26 de la loi susvisée n° 70-13, la dénomination de chaque centre hospitalo-universitaire, son siège ainsi que les établissements hospitaliers et/ou de soins le composant sont fixés au tableau suivant :

Région	Dénomination du centre	Siège du centre	Etablissements hospitaliers et/ ou de soins composant le centre
Rabat - Salé - Kénitra	Centre hospitalo-universitaire Ibn Sina	Préfecture de Rabat	Hôpital Ibn Sina
			Hôpital d'enfants
			Hôpital de maternité Souissi
			Hôpital des spécialités
			Hôpital Moulay Youssef
			Hôpital Al Ayachi
			Hôpital Ar-Razi
			Hôpital de maternité et de santé reproductrice les Orangers
			Institut National d'Oncologie « Sidi Mohamed Ben Abdellah »
Casablanca - Settat	Centre hospitalo-universitaire Ibn Rochd	Préfecture d'arrondissements de Casa - Anfa	Hôpital Ibn Rochd
			Hôpital du 20 août 1953
			Hôpital mère-enfant « Abderrahim Harouchi »
			Centre de consultation et de traitement dentaires
Marrakech - Safi	Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI	Préfecture de Marrakech	Hôpital Ibn Tofail
			Hôpital Ar-razi
			Hôpital Ibn Nafiss
			Hôpital Mère-enfant
			Hôpital d'oncologie et d'hématologie

Fès - Méknès	Centre hospitalo-universitaire Hassan II	Préfecture de Fès	Hôpital des spécialités
			Hôpital Omar Drissi
			Hôpital Ibn Al Hassan
			Hôpital mère-enfant
			Hôpital d'oncologie
l'Oriental	Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI	Préfecture d'Oujda-Angad	Hôpital des spécialités
			Hôpital mère - enfant
			Hôpital psychiatrique
			Centre d'oncologie Hassan II
Tanger - Tétouan - Al Hoceima	Centre hospitalo-universitaire de la région de Tanger - Tétouan - Al Hoceima	Préfecture de Tanger -Assilah	Hôpital des spécialités
			Hôpital mère - enfant
			Hôpital psychiatrique
			Centre d'oncologie
Souss - Massa	Centre hospitalo-universitaire de Souss - Massa	Préfecture d'Agadir Ida Ou Tanane	Hôpital des spécialités
			Hôpital mère - enfant
			Hôpital psychiatrique
			Centre d'oncologie

ART. 3. – Les dénominations des centres hospitalo-universitaires, ainsi que leurs sièges et les établissements hospitaliers et/ou de soins les composants peuvent, le cas échéant, être modifiés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de la santé.

Chapitre II

De la présidence des conseils d'administration des Centres hospitalo-universitaires et leur composition

ART. 4. – Le conseil d'administration de chaque Centre hospitalo-universitaire est présidé par le Chef du gouvernement ou l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Outre les membres désignés es-qualité à l'article 5 de la loi précitée n° 70-13, le conseil d'administration de chaque centre se compose des membres suivants :

1) Seize (16) représentants de l'Etat répartis comme suit :

- un (1) représentant des services du Chef du gouvernement ;
- trois (3) représentants de l'autorité gouvernementale chargée de la santé ;
- deux (2) représentants de l'autorité gouvernementale chargée des finances ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée des affaires étrangères et de la coopération internationale ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la famille, de la solidarité, de l'égalité et du développement social ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée du travail et de l'insertion professionnelle ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'administration de la défense nationale ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée des affaires générales et de la gouvernance ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la réforme de l'administration et de la fonction publique ;
- un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la formation professionnelle ;
- le Wali de la région siège du centre hospitalo-universitaire ou son représentant.

2) Six (6) représentants des enseignants-chercheurs médecins, pharmaciens et médecins dentistes et trois (3) représentants des autres catégories du personnel exerçant dans les établissements composant le centre, élus conformément aux dispositions du présent chapitre et aux modalités fixées par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de la santé.

ART. 5. – La durée du mandat des représentants du personnel du centre est fixée à trois (3) ans renouvelable une seule fois.

ART. 6. – Peut être candidat pour représenter les enseignants-chercheurs du centre, tout enseignant-chercheur exerçant audit centre depuis deux ans au moins.

ART. 7. – Seuls les enseignants-chercheurs exerçant au centre concerné depuis un an au moins participent à l'élection des représentants des enseignants-chercheurs dudit centre.

ART. 8. – Peut être candidat pour représenter les autres catégories du personnel exerçant au centre, tout fonctionnaire ou agent exerçant audit centre depuis deux années au moins. Les sièges attribués à ces catégories sont répartis comme suit :

- deux (2) sièges pour les infirmiers et techniciens de santé ;
- un (1) siège pour le reste des fonctionnaires et des agents.

ART. 9. – Seuls les fonctionnaires et les agents exerçant au centre concerné depuis un an au moins participent à l'élection, conformément à la répartition des sièges prévue par l'article 8 ci-dessus, des représentants des autres catégories du personnel exerçant audit centre.

ART. 10. – En cas de décès d'un membre du conseil d'administration ou lorsqu'il perd la qualité au titre de laquelle il a été élu, il est remplacé à l'initiative du président dudit conseil par le candidat classé immédiatement après lui selon les résultats des élections.

Chapitre III

Dispositions finales

ART. 11. – La liste des biens meubles et immeubles visés à l'article 23 de la loi précitée n° 70-13, est fixée par une commission composée de représentants de l'autorité gouvernementale chargée des finances, de l'autorité gouvernementale chargée de la santé et du centre hospitalo-universitaire concerné et approuvée par arrêté conjoint de ces deux autorités gouvernementales.

ART. 12. – Les conditions d'ancienneté relatives aux électeurs et aux candidats à l'élection, prévues aux articles 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, ne s'appliquent pas lors de la constitution du premier conseil d'administration des centres hospitalo-universitaires créés après la date de publication de la loi précitée n° 70-13.

ART. 13. – Demeurent en vigueur, les dispositions du décret n° 2-03-535 du 27 rabii II 1424 (28 juin 2003) portant statut particulier du personnel des centres hospitaliers jusqu'à l'adoption du statut du personnel de chaque centre hospitalo-universitaire conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 6 de la loi précitée n° 70-13.

Demeurent également en vigueur, les dispositions du décret n° 2-04-776 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif aux centres hospitaliers et universitaires.

ART. 14. – Est abrogé, le décret n° 2-86-74 du 20 kaada 1408 (5 juillet 1988) pris pour l'application de la loi n° 37-80 relative aux centres hospitaliers, tel qu'il a été modifié et complété.

Le ministre de la santé et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

Le ministre de la santé,

ANASS DOUKKALI.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

**Décret n° 2-18-378 du 11 kaada 1439 (25 juillet 2018) relatif
à la télémédecine**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 131-13 relative à l'exercice de la médecine, promulguée par le dahir n° 1-15-26 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), notamment son article 102 ;

Vu la loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, promulguée par le dahir n° 1-09-15 du 22 safar 1430 (18 février 2009) ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins ;

Après délibération en conseil du gouvernement, réuni le 9 ramadan 1439 (25 mai 2018),

DÉCRÈTE :

Chapitre premier

Les actes de télémédecine

ARTICLE PREMIER. – Constituent des actes de télémédecine :

1. **La téléconsultation**, qui a pour objet de permettre à un médecin de donner une consultation à distance à un patient. Un professionnel de santé doit être présent auprès du patient et, le cas échéant, assister le médecin au cours de la téléconsultation ;

2. **La télé-expertise**, qui a pour objet de permettre à un professionnel médical de solliciter à distance l'avis d'un ou de plusieurs professionnels médicaux en raison de leurs formations ou de leurs compétences particulières, sur la base des informations médicales liées à la prise en charge d'un patient ;

3. **La télésurveillance médicale**, qui a pour objet de permettre à un professionnel médical d'interpréter à distance les données nécessaires au suivi médical d'un patient et, le cas échéant, de prendre des décisions relatives à la prise en charge de ce patient. L'enregistrement et la transmission des données peuvent être automatisés ou réalisés par le patient lui-même ou par un professionnel de santé ;

4. **La téléassistance médicale**, qui a pour objet de permettre à un professionnel médical d'assister à distance un autre professionnel de santé au cours de la réalisation d'un acte ;

5. **La réponse médicale** qui est apportée dans le cadre de la régulation médicale au niveau des services d'assistance médicale urgente.

Cette liste pourra, en tant que de besoin, être complétée par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins.

ART. 2. – Pour l'application de la section 4 du chapitre III du titre II de la loi susvisée n° 131-13, peuvent recourir à la télémédecine les services publics de santé, les centres hospitalo-universitaires, les établissements de santé à but non lucratif, les établissements de santé privés ainsi que les établissements assimilés aux cliniques.

Chapitre II

L'autorisation de la télémédecine

ART. 3. – Sans préjudice des dispositions de la loi susvisée n° 09-08, la pratique des actes de télémédecine prévus à l'article premier ci-dessus par les centres hospitalo-universitaires, les établissements de santé à but non lucratif, les établissements de soins privés, les établissements assimilés aux cliniques, ainsi que les médecins exerçant dans les cabinets médicaux, doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le ministre de la santé.

A cet effet, les intéressés doivent obtenir un accord préalable délivré au vu d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande écrite dûment signée par le responsable de l'établissement de santé concerné ;
- une attestation ou un rapport qui atteste de la fiabilité des techniques et des appareils qui seront utilisées dans la pratique desdits actes ;
- la liste des intervenants dans la pratique des actes de la télémédecine, accompagnée de copies certifiées conformes aux originaux de leurs diplômes ou titres professionnels ainsi que leur *Curriculum Vitae* ;
- une copie certifiée conforme à l'original de la décision d'inscription au tableau de l'Ordre national des médecins ou à un Ordre étranger, le cas échéant, du ou des médecins concernés ;
- pour les cliniques et les établissements assimilés, l'avis favorable du comité médical d'établissement sur la pratique des actes de la télémédecine dans la clinique ou l'établissement ;
- une copie de la convention prévue à l'article 10 ci-après.

Le dossier doit être déposé ou transmis en 3 exemplaires au ministère de la santé.

ART. 4. – L'accord préalable est délivré au demandeur dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins et d'une commission dite « commission de télémédecine », qui examine le dossier prévu à l'article 3 ci-dessus.

Le ministre de la santé adresse une copie de l'accord préalable aux présidents du conseil national de l'Ordre national des médecins et de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel.

ART. 5. – L'autorisation de la pratique des actes de télémédecine fait l'objet d'une demande déposée ou transmise à cet effet au ministère de la santé contre accusé de réception.

L'autorisation est délivrée dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, au vu d'un rapport détaillé de la visite de conformité réalisée par un comité technique dont les membres sont désignés par le ministre de la santé, qui s'assure de la conformité de ce qui a été réalisé par rapport au projet ayant fait l'objet de l'accord préalable.

Le ministre de la santé adresse une copie de l'autorisation aux présidents du conseil national de l'Ordre national des médecins et de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel.

ART. 6. – Le refus de l'accord préalable ou de l'autorisation définitive doit être motivé et notifié à l'intéressé et aux présidents du conseil national de l'Ordre national des médecins et de la commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel.

ART. 7. – Toute modification envisagée dans l'un des éléments ayant servi de base à l'octroi de l'autorisation de la pratique des actes de télémédecine, doit être préalablement à sa réalisation, notifiée au ministre de la santé qui peut s'y opposer dans les 60 jours suivant la date de notification, après avis de la commission de la télémédecine, lorsque la modification est de nature à remettre en cause les motifs qui ont permis de délivrer ladite autorisation.

ART. 8. – La commission de télémédecine se compose des membres suivants :

- deux représentants du ministre de la santé dont un président ;
- un représentant de l'Agence de développement du digital ;
- et un représentant de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel ;

Elle peut faire appel, aux frais du demandeur, aux services d'experts dans le domaine de la télémédecine.

ART. 9. – La pratique des actes de télémédecine dans les services publics de santé s'effectue dans le respect des dispositions du présent décret à l'exception des articles 3, 4, 5, 6, 7 et 10.

Le ministre de la santé fixe la liste des services publics de santé dans lesquels s'exercent lesdits actes, après avis de la commission de la télémédecine prévue à l'article 8 ci-dessus.

Chapitre III

Organisation de la télémédecine

ART. 10. – Les relations entre les médecins exerçant dans le secteur privé et les établissements de santé à but non lucratif, les établissements de santé privés ou les établissements assimilés aux cliniques, qui organisent une activité de télémédecine doivent faire l'objet d'une convention qui précise les conditions d'exercice de ladite activité.

Cette convention est visée par le président du conseil national de l'Ordre national des médecins qui s'assure de la conformité de ses clauses avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de la médecine.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'acte de télémédecine prévu au paragraphe 5 du premier alinéa de l'article premier du présent décret.

ART. 11. – Les professionnels de santé qui participent à un acte de télémédecine ne peuvent exercer, dans ce cadre, que les actes relevant de la profession pour laquelle ils ont été autorisés.

ART. 12. – Pour l'application des dispositions de l'article 101 de la loi précitée n° 131-13, le consentement du patient doit être exprimé par écrit, ou par tout autre moyen permettant de recueillir ce consentement, y compris par voie électronique, après que le médecin lui ait fourni toutes les informations relatives notamment à :

- son état de santé ;
- la nature de l'intervention ou du traitement par télémédecine ;
- les résultats escomptés ;
- les alternatives de traitement ou d'intervention ainsi que les risques et les bienfaits prévisibles ;
- les conséquences du refus du consentement.

Lorsque le patient est un mineur ou fait l'objet de mesures de protection légale, le consentement est demandé à son tuteur ou représentant légal dans les mêmes conditions prévues à l'alinéa premier du présent article.

ART. 13. – Sauf opposition de la personne concernée par un acte de télémédecine dûment informée, les professionnels participant à cet acte peuvent échanger des informations relatives à cette personne, notamment par le biais des technologies de l'information et de la communication, sous réserve du respect de la législation et la réglementation en vigueur relative à la protection des données à caractère personnel.

ART. 14. – Chaque acte de télémédecine doit être réalisé dans des conditions garantissant :

- l'identification des professionnels de santé intervenant dans l'acte ;
- l'identification du patient ;
- l'accès des professionnels de santé aux données médicales du patient nécessaires à la réalisation de l'acte ;
- la formation ou la préparation du patient à l'utilisation du dispositif de télémédecine, lorsque la situation l'impose.

ART. 15. – Les professionnels de santé sont tenus d'appliquer les règles de traçabilité dans l'exercice de l'acte de télémédecine. A cet effet, le dossier du patient doit contenir :

- le compte rendu de la réalisation de l'acte ;
- les actes et les prescriptions médicamenteuses effectués dans le cadre de l'acte de télémédecine ;
- l'identité des professionnels de santé participant à l'acte ;
- la date et l'heure de l'acte ;
- le cas échéant, les incidents techniques survenus au cours de l'acte.

Chapitre IV*Dispositions transitoires et finales*

ART. 16. – Les frais afférents aux actes de télémédecine prévus à l'article premier du présent décret, font l'objet d'une prise en charge ou d'un remboursement, selon le cas, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de couverture médicale de base.

ART. 17. – Les professionnels de santé et les établissements qui organisent ou exercent une activité de télémédecine doivent se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai de 6 mois à compter de la date de sa publication au « *Bulletin officiel* ».

ART. 18. – Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 kaada 1439 (25 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

Le ministre de la santé,

ANASS DOUKKALI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « *Bulletin officiel* » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts n° 1950-17 du 14 kaada 1438 (7 août 2017) relatif au classement sanitaire des zones maritimes de production conchylicole.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE MARITIME,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS,

Vu la loi n°28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-10-08 du 26 safar 1431 (11 février 2010), notamment son article 6 ;

Vu le décret n°2-10-473 du 7 chaoual 1432 (6 septembre 2011) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n°28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, notamment son article 47,

ARRÊTE :

Chapitre premier*Dispositions générales*

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 47 du décret n°2-10-473 susvisé, le présent arrêté fixe les conditions techniques et scientifiques et les modalités de classement des zones maritimes, du point de vue de la salubrité des produits conchylicoles dans leur milieu.

ART. 2. – Au sens du présent arrêté, on entend par :

1) **Produits conchylicoles** : Les mollusques bivalves, les échinodermes, les tuniciers et les gastéropodes vivant dans le milieu marin, à l'exception des gastéropodes marins non filtreurs ;

2) **Escherichia coli β -glucuronidase positive (E. coli)** : bactéries qui, à 44°C, forment des colonies bleues ou bleu-vert caractéristiques sur le milieu tryptone-bile-glucuronate dans les conditions spécifiées dans la norme NM ISO/TS 16649-3/2006 intitulée « méthode horizontale pour le dénombrement des Escherichia Coli β -glucuronidase positive » ou toute norme équivalente la remplaçant ;

3) **Biotoxines marines** : les substances toxiques accumulées dans les produits conchylicoles, en particulier lorsqu'ils se nourrissent de plancton contenant des toxines ;

4) **Phytoplancton toxigène** : espèces de phytoplancton (microalgues marines) productrices de toxines ;

5) **Seuil de toxicité** : niveau de concentration du phytoplancton toxigène au-delà duquel il devient toxique ;

6) **purification** : système utilisé dans un établissement de purification des produits conchylicoles aux fins de permettre l'élimination des contaminants microbiologiques contenus dans lesdits produits pour les rendre propres à la consommation humaine.

Chapitre II*Classement des zones maritimes de production conchylicole*

ART. 3. – Les zones maritimes de production conchylicole sont classées du point de vue de la salubrité des produits conchylicoles dans leur milieu en quatre catégories A, B, C et D déterminées par leur niveau de contamination microbiologique et chimique, selon les spécifications suivantes :

1. Zone classée catégorie A : zone répondant aux exigences suivantes :

a. les contaminations microbiologiques sont inférieures, pour 80% des échantillons, à la limite de 230 E. coli par 100 g de chair et de liquide intervalvaire des produits conchylicoles vivants. Pour les 20% d'échantillons restants, les valeurs des contaminants microbiologiques ne doivent pas dépasser la limite de 700 E. coli par 100g de chair et de liquide intervalvaire des produits conchylicoles vivants ;

b. les contaminants chimiques contenus dans les produits conchylicoles ne présentent aucun risque de toxicité pour le consommateur et la contamination moyenne, exprimée par kilogramme de chair humide de produits conchylicoles, doit être pour les métaux lourds :

* $\leq$ 0,5 mg de mercure total (Hg) ;

* $\leq$ 1,0 mg de cadmium (Cd) pour tout les produits conchylicoles à l'exception des huîtres et moules ;

* $\leq$ 2,0 mg de cadmium (Cd) pour les huîtres et moules ;

* $\leq$ 1,5 mg de plomb (Pb).

2. Zone classée catégorie B : zone répondant aux exigences suivantes :

- a. la contamination microbiologique doit être, pour 90% des échantillons, inférieure à 4.600 E. coli par 100 g de chair et de liquide intervalvaire des produits conchylicoles vivants. Pour les 10% d'échantillons restants, les valeurs des contaminants microbiologiques ne doivent pas dépasser 46.000 E. coli par 100g de chair et de liquide intervalvaire des produits conchylicoles vivants ;
- b. les contaminations chimiques doivent rester aux niveaux requis pour la catégorie A.

3. Zone classée catégorie C : zone répondant aux exigences suivantes :

- a. toutes les valeurs de la contamination microbiologique obtenues sont inférieures à 46.000 E. coli par 100 g de chair et de liquide intervalvaire des produits conchylicoles vivants ;
- b. les contaminations chimiques doivent rester aux niveaux requis pour la catégorie A ;

4. Zone classée catégorie D : toute zone ne satisfaisant pas aux exigences fixées pour les zones classées catégorie A, B ou C.

Les zones sus-indiquées sont classées dans les catégories correspondantes au vu des résultats de suivi de la surveillance sanitaire des paramètres microbiologiques.

Toute zone classée dans l'une des catégories visées ci-dessus, peut être reclassée dans une autre catégorie selon les résultats dudit suivi de la surveillance sanitaire.

ART. 4. – Pour chaque zone classée dans l'une des catégories visées à l'article 3 ci-dessus, il est attribué un code d'identification composé de deux groupes de chiffres, séparés l'un de l'autre par un tiret, dans l'ordre, comme suit :

1. le code de la préfecture ou de la province ;
2. le numéro d'ordre de classement de la zone dans la préfecture ou la province concernée.

ART. 5. – Les produits conchylicoles provenant d'une zone de la catégorie A peuvent être mis directement sur le marché pour la consommation humaine.

Les produits conchylicoles provenant d'une zone de la catégorie B ne peuvent être mis sur le marché, pour la consommation humaine, qu'après leur traitement dans un établissement de purification ou de transformation agréé sur le plan sanitaire conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits conchylicoles provenant d'une zone de la catégorie C ne peuvent être mis sur le marché, pour la consommation humaine, qu'après leur transfert dans une zone maritime de catégorie A réservée à cet effet, pour une durée minimale de 3 mois consécutifs aux fins de réduire le taux des contaminants qu'ils ont accumulés par filtration et les rendre propres à la consommation humaine. Cette opération est appelée *reparcage*.

Les produits conchylicoles provenant des zones de la catégorie D ou des zones non classées A, B ou C en raison de l'insuffisance des données microbiologiques et chimiques disponibles, ne peuvent pas être récoltés en vue de leur mise sur le marché pour la consommation humaine, sous quelque forme que ce soit.

ART. 6. – Toute zone classée conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus fait l'objet d'une surveillance sanitaire régulière effectuée par l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH), et destinée à vérifier la pérennité des caractéristiques microbiologiques et chimiques ayant permis son classement et à dépister d'éventuels épisodes de contamination.

Cette surveillance sanitaire porte notamment sur les paramètres microbiologiques et les paramètres chimiques des métaux lourds (Cd, Hg, Pb), des Hydrocarbures Aromatiques polycycliques (HAP), des Polychlorobiphényles (PCB) et des Polychlorodibenzodioxines/Furanes (PCDD/F) ainsi que les biotoxines marines et le phytoplancton toxigène.

Les mesures de ces paramètres ainsi que les fréquences d'échantillonnage sont définies à l'annexe I au présent arrêté.

Les méthodes reconnues de détection et d'analyses microbiologiques, chimiques, du phytoplancton toxigène et des biotoxines marines figurent à l'annexe II au présent arrêté.

ART. 7. – Toute zone maritime non classée peut faire l'objet d'une étude de son statut sanitaire en vue de son classement dans l'une des catégories prévues à l'article 3 ci-dessus.

ART. 8. – La liste des zones maritimes de production conchylicole avec l'indication de leur emplacement, de leurs limites géographiques, de leur code d'identification et de leur classement sanitaire est fixée par arrêté du ministre chargé de la pêche maritime après avis du Comité technique prévu à l'article 11 ci-dessous.

Elle est mise à jour autant de fois que nécessaire et au moins une fois par an.

Les informations susmentionnées peuvent être consultées sur les sites web du département de la pêche maritime, de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) et de l'Institut national de recherche halieutique (INRH).

Chapitre III

Modalités de classement des zones maritimes de production conchylicole

ART. 9. – Pour permettre son classement dans l'une des catégories visées à l'article 3 ci-dessus, toute zone maritime doit faire l'objet d'une délimitation géographique (latitude et longitude) en prenant en considération :

- ses caractéristiques hydrologiques et d'homogénéité ;
- ses caractéristiques techniques et socio-économiques, notamment les activités de production aquacole ;
- ses conditions d'accès, de repérage et d'échantillonnage aux fins de suivi sanitaire.

ART.10. – Le classement de la zone délimitée conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus est effectué en tenant compte des résultats d'une étude sanitaire dite « Etude de Zone » comprenant :

a) un inventaire des sources de pollution d'origine humaine ou animale susceptibles de constituer une source de contamination de la zone concernée ;

b) un examen des quantités de polluants organiques émises au cours des différentes périodes de l'année, en fonction notamment des variations saisonnières, de la population humaine et de la population animale dans le bassin hydrographique, des précipitations et du traitement des eaux résiduaires ;

c) une étude des caractéristiques de circulation des polluants sur la base des modèles connus de la courantologie, de la bathymétrie et du cycle des marées dans la zone de production ; et

d) un programme d'échantillonnage des produits conchylicoles dans la zone maritime concernée qui doit assurer des résultats d'analyses représentatifs pour ladite zone.

Ce programme est basé sur un examen des données établies avec un nombre d'échantillons, une répartition géographique des points d'échantillonnage et une fréquence des prélèvements.

Chaque étude de zone est réalisée par l'Institut national de recherche halieutique selon le protocole fixé à l'annexe III au présent arrêté et doit faire l'objet d'un rapport adressé à la Direction des industries de la pêche maritime du département de la pêche maritime et à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 11. – Aux fins du classement des zones maritimes dans les catégories visées à l'article 3 ci-dessus, il est institué un Comité technique composé des représentants des services compétents de la Direction des industries de la pêche maritime (DIPM) du département de la pêche maritime, de l'Institut national de recherche halieutique (INRH) et de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA).

Ce Comité technique est chargé de :

1) Examiner et valider les résultats des rapports d'étude des zones en vue de leur classement dans l'une des catégories visées à l'article 3 ci-dessus ;

2) Proposer la liste des zones et la catégorie dans laquelle elles sont classées ;

3) Examiner et valider, pour chaque zone classée, le programme de surveillance sanitaire du milieu marin proposé par l'INRH ;

4) Examiner et valider les rapports des résultats de surveillance sanitaire des zones classées.

Le secrétariat du Comité technique et la coordination de ses activités sont assurés par la Direction des industries de la pêche maritime (DIPM) du département de la pêche maritime.

ART. 12. – Pour chaque zone maritime classée conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, un dispositif d'alerte est mis en place par le comité technique prévu à l'article 11 ci-dessus.

En cas de dépassement des seuils de contamination fixés à l'annexe IV au présent arrêté ou suite à des conditions météorologiques extrêmes ou en raison d'un événement de pollution, l'Institut national de recherche halieutique émet immédiatement un bulletin d'alerte qu'il adresse au directeur des industries de la pêche maritime (Département de la pêche maritime) et au directeur général de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires en vue de déclencher le dispositif d'alerte.

ART. 13. – Lorsqu'il émet un bulletin d'alerte, l'Institut national de recherche halieutique doit renforcer la surveillance sanitaire de la zone concernée selon les méthodes scientifiques et techniques qu'il utilise comme suit :

a) En cas de contamination microbiologique, un échantillonnage doit être réalisé dans les 48h suivant l'émission du bulletin d'alerte au niveau du point de suivi de la zone concernée. En cas de résultat positif, la fréquence d'échantillonnage mensuelle prévue à l'annexe I au présent arrêté doit devenir hebdomadaire jusqu'à la levée d'alerte ;

b) En cas de contamination chimique, une enquête est menée pour déterminer si la contamination est accidentelle ou si elle est due à un dépassement des seuils fixés à l'annexe IV au présent arrêté ;

c) En cas de constatation d'un dépassement des seuils de toxicité de phytoplancton toxigène fixés à l'annexe IV au présent arrêté, la fréquence d'échantillonnage des produits conchylicoles doit être accrue ou des mesures de fermeture préventive des zones concernées doivent être prises jusqu'à l'obtention des résultats des analyses des toxines.

ART. 14. – Dans le cas où les résultats des analyses effectuées par l'Institut national de recherche halieutique conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus démontrent une persistance des contaminations microbiologiques ou chimiques, le comité technique prévu à l'article 11 ci-dessus propose la fermeture de la zone maritime concernée dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 6 de la loi n° 28-07 susvisée, il peut également demander un renforcement de la surveillance compte tenu du type de contamination.

En cas de confirmation de la présence des biotoxines marines dans les produits conchylicoles dépassant les seuils fixés à l'annexe IV au présent arrêté, la zone maritime de production conchylicole concernée est immédiatement fermée.

Lorsque les résultats des analyses effectuées suite aux mesures de surveillance menées par l'Institut national de recherche halieutique font apparaître un niveau de contamination inférieur au seuil fixé à l'annexe IV au présent arrêté, le comité technique précité propose la réouverture de la zone concernée.

ART. 15. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 kaada 1438 (7 août 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* *

ANNEXES

à l'arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts n° 1950-17 du 14 kaada 1438 (7 août 2017) relatif au classement sanitaire des zones maritimes de production conchylicole

ANNEXE I

Paramètres microbiologiques et chimiques, des biotoxines marines et des phytoplanctons toxigènes et fréquence d'échantillonnage

(Articles 6 et 13 de l'arrêté n° 1950-17)

L'espèce à laquelle appartiennent les produits conchylicoles marins prélevés pour assurer la surveillance des zones maritimes de production conchylicole est l'espèce la plus sensible aux contaminations retenue dans l'étude de zone maritime concernée et qui reflète le mieux le niveau de salubrité du milieu marin.

1- Paramètres microbiologiques :

Les paramètres microbiologiques sont mesurés conformément aux normes retenues dans l'étude de zone maritime.

2- Paramètres chimiques :

En plus des paramètres mesurés dans l'étude de zone maritime, à savoir les métaux lourds (cadmium, plomb et mercure total) d'autres paramètres sont suivis lors de la surveillance. Il s'agit de :

- a. hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- b. polychlorobiphényles (PCB)
- c. polychlorodibenzodioxines/furanes (PCDD/F)

3- Biotoxines marines :

Les biotoxines marines sont mesurées dans le corps entier du produit conchylicole prélevé ou dans toute partie consommable séparément de celui-ci. Il s'agit des :

- toxines paralysantes (PSP) ;
- toxines amnésiantes (ASP) ;
- toxines lipophiles (LSP).

4- Phytoplanctons toxigènes :

Lors de la surveillance du phytoplancton toxigène, les échantillons doivent être représentatifs de la colonne d'eau et fournir des informations sur la présence ou non d'espèces toxiques et sur leur évolution.

5- Fréquence d'échantillonnage :

Les zones maritimes de production conchylicole classées sont surveillées à intervalles réguliers. La fréquence des prélèvements est fixée comme suit :

- Surveillance des contaminants microbiologiques : Mensuelle
- Surveillance des contaminants chimiques
 - Métaux lourds : Semestrielle
 - PCB, HAP et Dioxines : Annuelle
- Surveillance des biotoxines marines : Hebdomadaire
- Surveillance du phytoplancton toxigène : Hebdomadaire

La fréquence d'échantillonnage en vue de l'analyse des toxines présentes dans les produits conchylicoles vivants doit être hebdomadaire au cours des périodes pendant lesquelles la récolte est autorisée.

Cette fréquence peut être réduite pour des zones spécifiques ou pour des types spécifiques de produits conchylicoles vivants, si une évaluation des risques à la présence de toxines ou de phytoplancton toxigène indique un risque très faible d'épisode toxique.

Cette fréquence doit être augmentée lorsque cette évaluation indique qu'un échantillonnage hebdomadaire est insuffisant.

L'évaluation des risques doit faire l'objet d'un réexamen périodique afin d'évaluer le risque d'apparition de toxines dans les produits conchylicoles vivants des zones de production.

Pour les gisements coquillers naturels dont la récolte a lieu à des périodes irrégulières, le programme d'échantillonnage pour la surveillance des biotoxines et des phytoplanctons toxigènes est établi et mis en œuvre cas par cas.

* * *

ANNEXE II

Méthodes reconnues de détection et d'analyse microbiologique, chimique, du phytoplancton toxigène et des biotoxines marines

(Article 6 de l'arrêté n° 1950-17)

1. Méthode d'analyse microbiologique

L'analyse de l'indicateur fécal *Escherichia coli* (*E. coli*) se fait selon la norme NM ISO/TS 16649-3/2006 intitulée « méthode horizontale pour le dénombrement des *Escherichia Coli* β -glucuronidase positive » ou toute norme équivalente la remplaçant.

2. Méthodes d'analyses chimiques

• Métaux traces

- Mercure total : Analyse directe par spectrométrie d'absorption atomique (DMA) ou après minéralisation, par Spectrométrie d'absorption atomique à générateur d'hydrures ou méthode équivalente publiée ;

- Cadmium, Plomb : analyse après minéralisation, par ICP-MS ou par Spectrométrie d'absorption atomique à four graphite ou méthode équivalente publiée.

• HAP, PCB et dioxines

La teneur en PCB, HAP et dioxines des parties comestibles des produits conchylicoles (corps entier ou toute partie consommable séparément) doit être déterminée par chromatographie en phase gazeuse couplée au détecteur à capture d'électron et à la spectrométrie de masse (GC/ECD, GC/MS) ou par toute autre méthode reconnue.

La teneur en dioxines doit être déterminée par chromatographie en phase gazeuse couplée à la spectrométrie de masse haute résolution (GC/HRMS) ou par toute autre méthode reconnue.

3. Méthode d'analyse des biotoxines

a- Toxines lipophiles (LSP)

L'analyse des toxines lipophiles se fait selon deux méthodes :

a.1. Méthode biologique

Le dosage biologique est réalisé sur souris en utilisant la méthode de référence (EU-harmonised Standard Procedure MBA Lipophilic toxins). L'essai biologique sur souris est utilisé pour détecter l'acide okadaïque (OA), les dinophysistoxines (DTXs), les pecténotoxines (PTXs), les yessotoxines (YTXs) et les azaspiracides (AZAs).

a.2. Méthode chimique

La méthode chimique utilisée pour le dosage des toxines lipophiles est la méthode de référence de chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse en tandem (UE-Harmonised Standard Operating Procedure for determination of lipophilic marine biotoxins in molluscs by LC-MS-MS).

Cette méthode permet une quantification directe de l'acide okadaïque (OA), dinophysistoxines (DTXs), pecténotoxines (PTXs), yessotoxines (YTXs) et les azaspiracides (AZAs).

b- Toxines paralysantes (PSP)

La teneur en toxines paralysantes (paralytic shellfish poison — PSP) des parties comestibles des produits conchylicoles (corps entier ou toute partie consommable séparément) doit être déterminée conformément à la méthode de référence d'analyse biologique sur souris (EU-Harmonised Standard Operating Procedure for paralytic shellfish poisoning toxins by mouse bioassay).

c- Toxines amnésiantes (ASP)

La teneur totale en toxines amnésiantes (amnesic shellfish poison — ASP) des parties comestibles des produits conchylicoles (corps entier ou toute partie consommable séparément) est déterminée par la méthode de référence de chromatographie liquide à haute performance (EU-Harmonised Standard Operating Procedure for determination of domoic acid in shellfish and finfish by RP-HPLC using UV detection).

4. Méthode d'analyse du phytoplancton toxigène

L'identification et le dénombrement du phytoplancton toxigène se fait sur l'eau de mer par la méthode d'Utermohl (1958) basée sur la technique de sédimentation. L'observation est réalisée par la microscopie inversée et l'identification à l'aide des clés de détermination appropriées.

Liste des espèces de phytoplancton toxigène

Diatomées

Pseudo-nitzschia spp

Dinoflagellés

Dinophysiales : Complexe *Dinophysis* spp (*D. acuminata*, *D. caudata*, *D. fortii*, *D. hastata*, *D. mitra*, *D. rotundata*, *D. sacculus*, *D. acuta*)

Prorocentrales: *Prorocentrum* spp (*P.lima*, *P.minimum*)

Peridiniales: *Azadinium spinosum* (*P. crassipes*)

Gonyaulacales: *Alexandrium* spp (*A. catenella*, *A. minutum*, *A. ostenfeldi*, *A. pseudo-gonyaulax*, *A. tamarense*), *Protoceratium* sp (*P. reticulatum*), *Lingulodinium* sp (*L. polyedrum*), *Gonyaulax spinifera*

Gymnodiniales: *Gymnodinium catenatum*

espèces ichtyotoxiques

Gonyaulacales :

***Ostreopsis* spp** (*O. ovata*, *O. sciamensis*)

Gymnodiniales

Karenia spp (*K. mikimotoi*, *K. selliformis*)

Rhaphidophytes : *Chatonella* spp (*Ch. antiqua*, *Ch. globosa*, *Ch. marina*, *Ch. subsalsa*, *Ch. verruculosa*), *Fibrocapsa* sp (*F. japonica*), *Heterosigma* sp (*H. akashiwo*)

* * *

ANNEXE III

Etude de zone maritime

(Article 10 de l'arrêté n° 1950-17)

L'étude de zone maritime est réalisée dans les conditions suivantes :

a. au moins deux (2) points de prélèvement jugés représentatifs de la qualité de la zone concernée par le classement sont déterminés en tenant compte des exigences fixées à l'article 10 au présent arrêté;

b. L'échantillonnage pour l'analyse des contaminants bactériologiques (E.coli) et chimiques (Cd, Pb, Hg) doit concerner toutes les espèces des produits conchylicoles vivant dans la zone en vue de déterminer l'espèce la plus sensible aux contaminants qui sera retenue pour la surveillance sanitaire de ladite zone ;

c. Les points de prélèvement et les espèces échantillonnées ne doivent pas changer pendant toute la durée de l'étude ;

d. Les fréquences minimales de prélèvement sont les suivantes :

- Mensuelle pour les contaminants microbiologiques ;
- Trimestrielle pour les contaminants chimiques (cadmium, plomb et mercure total).

Pour tenir compte des phénomènes de variabilité saisonnière des contaminations, l'étude de zone doit être conduite de façon régulière pendant une durée minimale d'une année, avec, pour les contaminants microbiologiques, au moins vingt-six mesures par point de prélèvement.

Dans le cas des zones destinées à l'élevage des produits conchylicoles qui ne comprennent pas de gisements coquillers naturels, l'échantillonnage doit concerner des espèces ayant séjourné dans le milieu au moins six mois pour les contaminants chimiques et au moins quinze jours pour les contaminants microbiologiques.

* * *

ANNEXE IV

Seuils de contamination des produits conchylicoles

(Articles 12, 13 et 14 de l'arrêté n° 1950-17)

1. Seuils microbiologiques :

• 80% des échantillons < 230 E. coli par 100 g de C.L.I. et 20% des échantillons restants < 700 E. coli par 100 g de C.L.I. pour une zone classée A ;

• 90% des échantillons < 4600 E. coli par 100 g de C.L.I. et 10% des échantillons restants < 46000 E. coli par 100 g de C.L.I. pour une zone classée B.

2. Seuils chimiques :

a. Pour les métaux lourds

- Mercure $\leq 0,5$ mg/kg poids chair humide ;
- Cadmium ≤ 1 mg/kg poids chair humide pour tous les produits conchylicoles à l'exception des huîtres et moules ;
- Cadmium ≤ 2 mg/kg poids chair humide pour les huîtres et moules ;
- Mercure $\leq 1,5$ mg/kg poids chair humide.

b. Pour les contaminants chimiques organiques

— PCB et dioxines :

- √ Sommes des PCBs (PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 153, PCB 138 et PCB180) ≤ 75 ng/g de poids à l'état frais ;
- √ Somme des dioxines (OMS-PCDD/ F-TEQ) $\leq 3,5$ pg/g de poids à l'état frais ;
- √ Somme des dioxines et PCB de type dioxine (OMS-PCDD/F-PCB-TEQ) $\leq 6,5$ pg/g de poids à l'état frais.

— Pour les Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) :

- √ Benzo(a)pyrène ≤ 5 µg/Kg poids à l'état frais ;
- √ Sommes des benzo(a)pyrène, benzo(a)anthracène, benzo(b), fluoranthène et chrysène ≤ 30 µg/Kg poids à l'état frais.

3. Seuils biotoxines marines

a. Pour les toxines paralysantes (PSP), 800 µg par Kg ou 80 µg pour 100g de chair de coquillage ;

b. Pour les toxines amnésiantes (ASP), 20 mg d'acide domoïque par Kg ou 20µg par gramme de chair de coquillage;

c. Pour les toxines lipophiles : Absence par test souris ;

√ l'acide okadaïque, les dinophysistoxines et les pectenotoxines pris ensemble, 160 µg d'équivalent-acide okadaïque par Kg ;

√ Pour les yessotoxines, 3,75 mg d'équivalent-yessotoxines par Kg ;

√ Pour les azaspiracides, 160 µg d'équivalent-azaspiracides par Kg.

√ 4. Phytoplancton toxigène

Espèces	Seuil de toxicité Cellules/litre	Toxine principale
Diatomées <i>Pseudo-nitzschia spp</i>	1.10 ⁵	ASP
Dinoflagellés Dinophysiales C o m p l e x e <i>Dinophysis spp</i> (<i>D. acuminata</i> , <i>D. caudata</i> , <i>D. fortii</i> , <i>D. hastata</i> , <i>D. mitra</i> , <i>D. rotundata</i> , <i>D. sacculus</i> , <i>D. acuta</i>)	4.10 ²	LSP
Prorocentrales <i>Prorocentrum spp</i> (<i>P. lima</i> , <i>P. minimum</i>)	1.10 ⁵	LSP
Peridinales <i>Azadinium spinosum</i> (<i>P. crassipes</i>)	1.10 ³	Azaspiracide
Gonyaulacales <i>Alexandrium spp</i> (<i>A. catenella</i> , <i>A. minutum</i> , <i>A. ostenfeldi</i> , <i>A. pseudo-gonyaulax</i> , <i>A. tamarense</i>) <i>Protoceratium sp</i> (<i>P. reticulatum</i>) <i>Lingulodinium sp</i> (<i>L. polyedrum</i>) <i>Gonyaulax spinifera</i>	1.10 ³ 1.10 ³ 1.10 ⁵ 1.10 ³	PSP Yessotoxine Yessotoxine Yessotoxine
Gymnodinales <i>Gymnodinium catenatum</i>	1.10 ³	PSP

Liste des espèces phytoplanctoniques ichthyotoxiques

Espèces	Effets nuisibles
Gonyaulacales : <i>Ostreopsis spp</i> (<i>O. ovata</i> , <i>O. sciamensis</i>) Gymnodinales <i>Karenia spp</i> (<i>K. mikimotoi</i> , <i>K. selliformis</i>) Rhaphytophytes <i>Chatonella spp</i> (<i>Ch. antiqua</i> , <i>Ch. globosa</i> , <i>Ch. marina</i> , <i>Ch. subsalsa</i> , <i>Ch. verruculosa</i>) <i>Fibrocapsa sp</i> (<i>F. japonica</i>) <i>Heterosigma sp</i> (<i>H. akashiwo</i>) Silicoflagellés <i>Dictyocha spp</i> (la forme nue de <i>D. speculum</i>)	Mortalité massive du cheptel

Arrêté conjoint du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'économie et des finances n° 2117-18 du 20 chaoual 1439 (4 juillet 2018) modifiant l'arrêté conjoint du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'économie et des finances n° 2948-17 du 1^{er} jourmada I 1439 (19 janvier 2018) fixant les conditions, les critères et les modalités d'octroi du soutien à la production des œuvres cinématographiques et audiovisuelles étrangères au Maroc.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION,
LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le l'arrêté conjoint du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'économie et des finances n° 2948-17 du 1^{er} jourmada I 1439 (19 janvier 2018) fixant les conditions, les critères et les modalités d'octroi du soutien à la production des œuvres cinématographiques et audiovisuelles étrangères au Maroc,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Est modifié le paragraphe *b*) de l'article 2 de l'arrêté conjoint susvisé n° 2948-17 du 1^{er} jourmada I 1439 (19 janvier 2018) comme suit :

« Article 2. –

«

« *b*) En outre, la société s'engage à :

« –

« –

« –

« – Insérer, dans le générique de l'œuvre, l'expression « suivante : « Ce film a bénéficié du soutien du Maroc » à l'œuvre. »

ART. 2. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 chaoual 1439 (4 juillet 2018).

Le ministre de la culture et de la communication,
MOHAMED EL AARAJ.

Le ministre de l'économie et des finances,
MOHAMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 2306-18 du 28 chaoual 1439 (12 juillet 2018) modifiant l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1-18 du 14 rabii II 1439 (2 janvier 2018) portant nomination des membres de la commission nationale du sport de haut niveau.

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,

Vu l'arrêté du ministre de la jeunesse et des sports n° 1-18 du 14 rabii II 1439 (2 janvier 2018) portant nomination des membres de la commission nationale du sport de haut niveau,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté susvisé n° 1-18 du 14 rabii II 1439 (2 janvier 2018) sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article premier. – Les membres de
« comme suit :

« 1- :

« ;
« ;
« 2- ;
« – ;
« – M. Mohamed de l'emploi ;
« – M. Hicham NAJMI, représentant le ministre chargé
« de la santé ;
« – M. Abdellatif ;
« – ;
« – M^{me} Faiza professionnelle ;
« – M. Mohamed BOUZAFFOUR, représentant le
« ministre chargé de l'économie et des finances ;
« – M. Akram ;

(La suite sans modification.)

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 28 chaoual 1439 (12 juillet 2018).

RACHID TALBI ALAMI.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-18-397 du 17 kaada 1439 (31 juillet 2018) autorisant l'Office national de l'électricité et de l'eau potable à prendre une participation dans le capital de la société anonyme dénommée « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique » (IFMEREE S.A).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

EXPOSÉ DES MOTIFS :

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable demande l'autorisation prévue par l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, telle qu'elle a été modifiée et complétée, afin de prendre une participation à hauteur de 20% dans le capital de la société anonyme dénommée « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique » (IFMEREE S.A).

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie énergétique nationale et la convention relative à la gestion déléguée des Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique des villes d'Oujda, de Tanger et d'Ouarzazate, signée le 3 février 2015 entre l'Etat et les professionnels du secteur (l'Agence Marocaine de l'Energie Solaire (MASEN), l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEP), l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique, la Fédération des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Electromécaniques et la Fédération Nationale de l'Electricité, de l'Electronique et des Energies Renouvelables).

Des investissements de l'ordre de 285 millions de dirhams ont été mobilisés au profit desdits instituts en vue de mettre en place une structure de formation professionnelle et de formation continue adaptée aux besoins des entreprises en matière de main d'œuvre et des compétences qualifiées dans le secteur des énergies renouvelables ainsi que dans les métiers ayant trait à l'efficacité énergétique.

Dans cette perspective, lesdits instituts, dont la gestion a été déléguée aux professionnels du secteur en vertu de la convention précitée, permettront d'accompagner la mise en œuvre de ladite stratégie. Ils ont également pour but l'accompagnement du développement des projets des énergies renouvelables qui visent à répondre aux besoins croissants du Maroc en énergie. En outre, ces instituts ambitionnent de s'ériger en référence régionale en matière de formation dans ce secteur et de s'imposer comme un espace technologique fournissant des formations diplômantes aux nouveaux étudiants ainsi que des formations continues au profit des professionnels et ce, afin de répondre aux besoins en compétences des entreprises œuvrant dans ledit secteur.

Par ailleurs, le projet de cession au profit de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEEP) de 20% des actions de la société « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique » (IFMEREE S.A) créée par les deux fédérations susmentionnées, a obtenu l'approbation des assemblées délibérantes de la société IFMEREE S.A et de la Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques en date, respectivement, du 8 novembre 2017 et du 7 mars 2018.

Compte tenu des objectifs assignés à ce projet, à savoir notamment, la formation des compétences nécessaires pour l'accompagnement de la stratégie énergétique nationale ;

Vu l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – L'Office national de l'électricité et de l'eau potable est autorisé à prendre une participation, à hauteur de 20%, dans le capital de la société anonyme dénommée « Instituts de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique » (IFMEREE S.A).

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 17 kaada 1439 (31 juillet 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 981-18 du 17 rejeb 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie, tel qu'il a été complété ;

Vu le décret n° 2-18-65 du 8 jomada I 1439 (26 janvier 2018) portant attributions du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie » est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Allemagne :*

«

« – Spécialiste en médecine interne et en cardiologie « (cardiologue) délivré par l'Ordre des médecins de Basse-Saxe Hanovre - Allemagne - le 9 octobre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rejeb 1439 (4 avril 2018).

SAAID AMZAZI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 982-18 du 17 rejeb 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2194-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiothérapie.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2194-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiothérapie, tel qu'il a été complété ;

Vu le décret n° 2-18-65 du 8 jomada I 1439 (26 janvier 2018) portant attributions du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2194-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiothérapie » est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Suisse :*

«

« – Diplôme de médecin spécialiste de radio-oncologie, « délivré par la société suisse de radio oncologie, Bienne - Suisse - le 7 décembre 2012, assorti d'une attestation « d'évaluation des connaissances et des compétences « délivrée par la Faculté de médecine et de pharmacie « de Casablanca - le 18 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rejeb 1439 (4 avril 2018).

SAAID AMZAZI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 983-18 du 17 rejev 1439 (4 avril 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie, tel qu'il a été complété ;

Vu le décret n° 2-18-65 du 8 jourmada I 1439 (26 janvier 2018) portant attributions du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Tunisie :

«

«- شهادة طبيب متخصص في : أمراض القلب Cardiologie مسلمة من وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكنولوجيا المعلومات والاتصال ووزارة الصحة، تونس، دورة أكتوبر 2014 مشفوعة بشهادة تقييم للمعلومات والمؤهلات مسلمة من كلية الطب والصيدلة بمراكش في 31 يناير 2018.»

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rejev 1439 (4 avril 2018).

SAAID AMZAZI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1573-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Libye :

«

« - درجة البكالوريوس في الطب والجراحة، مسلمة من جامعة «الجبل الغربي» بالزاوية، ليبيا للعام الجامعي 2009-2010، مشفوعة بشهادة تقييم للمعلومات والمؤهلات مسلمة من طرف «كلية الطب والصيدلة بالرباط.»

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1574-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Titlul doctor medic in domeniul sanatare, specializarea « medicina, délivré par Facultatea de medicina, « Universitatii de medicina si farmacie « IULIU HATIEGANU » « din Cluj - Napoca - Roumanie - le 18 février 2015, assorti « d'une attestation d'évaluation des connaissances et des « compétences délivrée par la Faculté de médecine et de « pharmacie de Rabat - le 31 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1575-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Titlul doctor medic in domeniul sanatare, specializarea « medicina, délivré par Facultatea de medicina, Universitatii « de Vest Vasile Goldis Din Arad - Roumanie - le 23 mars 2017, « assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances « et des compétences délivrée par la Faculté de médecine « et de pharmacie de Rabat - le 31 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1576-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – France :

«

« – Diplôme interuniversitaire de spécialisation en « gynécologie-obstétrique, délivré par l'Université « de Strasbourg - France - le 3 mai 2017, assorti d'une « attestation d'évaluation des connaissances et des « compétences, délivrée par la Faculté de médecine et « de pharmacie de Rabat - le 19 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1577-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie « est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Certificat de medic specialist oftalmologie, délivré « par ministerul sanatatii - Roumanie - le 14 janvier 2016, « assorti d'un stage d'un année du 27 décembre 2016 au « 27 décembre 2017 effectué au sein du Centre hospitalier « universitaire Ibn Rochd de Casablanca, validé par la « Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca - « le 9 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1578-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Titlul licenta de doctor-medic in domeniul sanatate, « specializarea medicina, délivré par Facultatea de « medicina, Universitatii Ovidius Constanta - Roumanie - « le 5 octobre 2011, assorti d'un stage d'une année du « 27 décembre 2016 au 27 décembre 2017 effectué au « sein du Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd de « Casablanca, validé par la Faculté de médecine et de « pharmacie de Casablanca - le 9 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1579-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie « est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Certificat de medic specialist oftalmologie, délivré par « ministerul sanatatii - Roumanie - le 29 décembre 2015, « assorti d'un stage d'une année du 27 décembre 2016 au « 27 décembre 2017 effectué au sein du Centre hospitalier « universitaire Ibn Rochd de Casablanca, validé par la « Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca - « le 9 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1580-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie » est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Fédération de Russie* :

«

« – Diplôme d'études spécialisées de médecine « (ordinatura), dans la spécialité ophtalmologie, délivré « par l'Université d'Etat de médecine I.P.Pavlov de Riazan - « Fédération de Russie - le 2 juin 2014, assorti d'un stage « de trois années : du 8 décembre 2014 au 8 décembre 2016 « au sein du Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd « de Casablanca et du 9 janvier 2017 au 9 janvier 2018 « au Centre hospitalier des arrondissements Moulay « Rachid de Casablanca, validé par la Faculté de médecine « et de pharmacie de Casablanca - le 17 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1581-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Fédération de Russie* :

«

« – Qualification en médecine générale-docteur en médecine, « délivrée par l'Université d'Etat de médecine de Riazan - « Fédération de Russie - le 23 juin 2010, assortie d'un stage « de trois années : du 8 décembre 2014 au 8 décembre 2016 « au sein du Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd « de Casablanca et du 9 janvier 2017 au 9 janvier 2018 au « Centre hospitalier des arrondissements Moulay Rachid « de Casablanca, validé par la Faculté de médecine et de « pharmacie de Casablanca - le 17 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1582-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejab 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Diplôme d'études spécialisées de médecine (ordinatura), « dans la spécialité obstétrique et gynécologie, délivré « par l'Université d'Etat de médecine I.P Pavlov de « Riazan - Fédération de Russie - le 2 juin 2014, assorti « d'un stage de trois années : du 16 décembre 2014 au « 16 décembre 2017 au sein du Centre hospitalier Hassan II « de Fès, validé par la faculté de médecine et de pharmacie « de Fès - le 29 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1583-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejab 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale - docteur en médecine, « délivrée par l'Université d'Etat de médecine de Riazan - « Fédération de Russie - le 23 juin 2010, assortie d'un stage « de trois années : du 16 décembre 2014 au 16 décembre 2017 « au sein du Centre hospitalier Hassan II de Fès, validé « par la Faculté de médecine et de pharmacie de Fès - le « 29 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1584-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 joumada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1482-04 du 24 joumada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 1482-04 du 24 joumada II 1425 (11 août 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – France :

«

« – Diplôme d'études spécialisées complémentaires « chirurgie orthopédique et traumatologique, délivré par « l'Université des Antilles - France - le 19 septembre 2016, « assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances « et des compétences, délivrée par la Faculté de médecine « et de pharmacie de Casablanca - le 17 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1585-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 572-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et la recherche scientifique n° 572-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 572-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en radiologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Certificat de medic specialist radiologie imagistica « medicala, délivré par ministerul sanatatii - Roumanie - « le 16 février 2017, assorti d'une attestation d'évaluation « des connaissances et des compétences, délivrée par la « Faculté de médecine et de pharmacie d'Oujda - « le 19 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1588-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Fédération de Russie :*

«

« – Qualification du médecin, spécialité traumatologie et orthopédie, délivrée par l'Université d'Etat de médecine de Rostov - Fédération de Russie - le 30 août 2013, « assortie d'un stage de deux années, une année au sein du Centre hospitalier universitaire Mohamed VI d'Oujda, « et une année au sein du Centre hospitalier régional Al Farabi d'Oujda, validé par la Faculté de médecine et de pharmacie d'Oujda - le 3 janvier 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1590-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – *Ukraine :*

«

« – Certificat d'études spécialisées de médecine (ordinatura « clinique) dans la spécialité dermatovénérologie, délivré « par l'Académie d'enseignement médical post-« universitaire de Kharkiv - Ukraine - le 14 juillet 2015, « assorti d'un stage de deux années validé par la Faculté « de médecine et de pharmacie de Marrakech - le « 27 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1592-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en « endocrinologie et maladies métaboliques est fixée ainsi qu'il « suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Certificat d'études spécialisées de médecine, dans « la spécialité endocrinologie, délivré par l'Académie « d'Etat de médecine de Yaroslavl - Fédération de « Russie - le 19 octobre 2014, assorti d'un stage de deux « années : du 13 juillet 2015 au 15 novembre 2016 au sein « du C.H.U. Rabat et du 21 novembre 2016 au 21 novembre « 2017 au sein du Centre hospitalier préfectoral de Salé et « d'une attestation d'évaluation des connaissances et des « compétences délivrée par la Faculté de médecine et de « pharmacie de Rabat - le 11 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1594-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 reheb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie- « orthopédie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Ukraine :

«

« – Certificat d'études spécialisées de médecine (ordinatura « clinique) dans la spécialité orthopédie et traumatologie, « délivré par l'Académie d'enseignement médical post- « universitaire de kharkiv - Ukraine - le 14 juillet 2015, « assorti d'un stage de deux années, du 7 décembre 2015 « au 8 décembre 2017 au Centre hospitalier Hassan II de « Fès, validé par la Faculté de médecine et de pharmacie « de Fès - le 20 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1596-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 752-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gastro-entérologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 752-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gastro-entérologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 regeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 752-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en gastro-entérologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Roumanie :

«

« – Certificat de medic specialist gastroentérologie, délivré « par ministerul sanatatii - Roumanie - le 19 janvier 2017, « assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances « et des compétences délivrée par la Faculté de médecine « et de pharmacie de Rabat - le 27 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6695 du 16 kaada 1439 (30 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1598-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 regeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, « est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Sénégal :

«

« – Diplôme d'études spécialisées (D.E.S) de néphrologie, « délivré par la Faculté de médecine, de pharmacie et « d'odontologie, Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar - « Sénégal - le 3 novembre 2016, assorti d'une attestation « d'évaluation des connaissances et des compétences « délivrée par la Faculté de médecine et de pharmacie « de Marrakech - le 18 décembre 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1599-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2008-03 du 7 rejev 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2008-03 du 7 rejev 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 20 février 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2008-03 du 7 rejev 1424 (4 septembre 2003) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – France :

«

« – Diplôme d'études spécialisées anesthésiologie-
« réanimation chirurgicale, délivré par l'Université de
« Lille 2 - droit et santé - France - le 8 juillet 2003. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6693 du 9 kaada 1439 (23 juillet 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1717-18 du 8 ramadan 1439 (24 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences, techniques, ingénierie et architecture du 22 juin 2016,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômés reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi susvisée n°016-89, « assortis du baccalauréat, série scientifique ou technique ou « d'un diplôme reconnu équivalent :

«

« – Qualification of master of architecture, specialized in
« architecture of buildings and constructions, délivrée par OM
« Beketov national University of urban economy in Kharkiv -
« Ukraine - le 23 juin 2015, assortie du bachelor in
« architecture, délivré par la même université - le 31 janvier
« 2014. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 ramadan 1439 (24 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1757-18 du 15 ramadan 1439 (31 mai 2018) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences, techniques, ingénierie et architecture du 19 avril 2018,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture visé à l'article 4 de la loi susvisée n°016-89, « assortis du baccalauréat, série scientifique ou technique ou « d'un diplôme reconnu équivalent :

«

« – Diplôme national d'architecte, délivré par l'Université de « Carthage - Tunisie - le 21 juin 2017. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 15 ramadan 1439 (31 mai 2018).

KHALID SAMADI.

Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 76 du 15 ramadan 1439 (31 mai 2018) portant nouvel agrément de la société d'équipement domestique et ménager « EQDOM » pour exercer l'activité de société de financement.

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment ses articles 34 et 43 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2459-96 du 28 rejev 1417 (10 décembre 1996) portant agrément de la société d'équipement domestique et ménager Crédit-Eqdom en qualité de société de financement ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 678-02 du 28 moharrem 1423 (12 avril 2002) portant nouvel agrément de la société « Crédit-Eqdom » en qualité de société de financement ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 967-03 du 18 rabii I 1424 (20 mai 2003) portant agrément de la société « Crédit-Eqdom » en qualité de société de financement, suite à sa fusion-absorption avec la société Sogécridit ;

Vu la demande formulée par la « Société Générale Marocaine de Banques » en date du 4 avril 2017 pour l'acquisition de 34,94 % du capital de la société « EQDOM », auprès de la société SG Financial Services Holding ;

Vu les informations complémentaires communiquées en date du 31 mai 2018 ;

Après avis du Comité des établissements de crédit du 18 juillet 2017,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Est octroyé un nouvel agrément à la société d'équipement domestique et ménager « EQDOM », sise à Casablanca, 127, angle boulevard Mohamed Zerkouni et rue Ibnou Bouraid, pour continuer à exercer ses activités suite à la prise de contrôle de ladite société par la « Société Générale Marocaine de Banques ».

ART. 2. – La présente décision est publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 15 ramadan 1439 (31 mai 2018).

ABDELLATIF JOUAHRI.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Décision du CSCA n° 12-18 du 2 chaabane 1439 (19 avril 2018) relative à l'émission « شدى الأسرة » diffusée par le service radiophonique « CHADA FM » édité par la société « CHADA Radio ».

هذالك الأمر هذا :

LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE,

Vu la loi n° 11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, notamment ses articles 3, 4 (alinéa 9) et 22 ;

Vu la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, notamment ses articles 3, 4 et 9 ;

Vu le cahier des charges de la société « CHADA RADIO », notamment ses articles 6, 7, 9 et 34.2 ;

Vu la décision du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle n° 14-17 du 20 ramadan 1438 (15 juin 2017) portant adoption d'une recommandation relative aux programmes traitant de la santé dans les services audiovisuels, notamment ses articles 3, 6 et 7 ;

Après avoir pris connaissance des documents relatifs à l'instruction effectuée par la Direction Générale de la Communication Audiovisuelle concernant l'édition du 3 janvier 2018 de l'émission « شدى الأسرة » diffusée par le service radiophonique « CHADA FM » édité par la société « CHADA RADIO » ;

Après en avoir délibéré :

Le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle a relevé dans le cadre du suivi de l'édition du 3 janvier 2018 de l'émission « شدى الأسرة » diffusée par le service radiophonique « CHADA FM » édité par la société « CHADA RADIO » qu'elle contenait une question d'un auditeur à laquelle a répondu l'invité de l'émission, Monsieur Mohammed Ouhssine, présenté en sa qualité de « docteur nutritionniste », et qu'elle a comporté la présentation de prescription de traitement pour le « fibrome utérin » dans des termes tels que :

« (...) خاص تدبير Un Cataplasme (ضمادة) باش ب ل'argile والبول ديالها اللي مخمر (...) يعني تتخليه لمدة 15 حتى 20 يوم ومن بعد ذلك تصفيه وغادي تشد هذالك ل'argile لخضر وتصابو من بحال Une pâte (...) هذيك La pâte أنديرها-cata Sous forme de cata plasm au niveau ديال (...) le bas ventre مدة ديال نصف ساعة حتى الساعة ونصف أو ساعتين (...) حتى تدوز ذيك المرحلة ديال Cata-plasme (...) ثم تتاخذ 2 ديال Tasse ديال Le Sel d'Epsom (...) ما بين الأمور ألي تتعطيني Le fibrome.. هو الحالات ألي تكون السبب ديالها هو قلة المنغزيوم في الذات (...) غادي ترمهم في 40 ليتر ديال الما وتكلس ف داك الما يكون دافي (...) بالطبع حتى تندوبو (...) كيدوب كي بحال الملح وكتجلس عليه وتتخليه يدخل معاها. يغطي الذات بذاك Sul-fate de magnésium وتتولي بإذن الله ممكن أنه ما يبقاش يرجع لهما

Attendu que l'article 3 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée dispose que : « la communication audiovisuelle est libre. (...) Cette liberté s'exerce dans le respect des constantes du Royaume, des libertés et des droits fondamentaux, tels que prévus par la Constitution, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des exigences de la défense nationale. (...) » ;

Attendu que l'article 9 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée dispose que : « Sans préjudice des sanctions prévues par les textes en vigueur, les émissions et les reprises de programmes ou de parties de programmes ne doivent pas : (...) Comporter des incitations à des comportements préjudiciables à la santé ou à la sécurité des personnes et des biens ou à la protection de l'environnement. » ;

Attendu que l'article 6 du cahier de charges de la société « CHADA RADIO » dispose que : « L'Opérateur conserve, en toutes circonstances, la maîtrise de son antenne. Il prend, au sein de son dispositif de contrôle interne, les dispositions et les mesures nécessaires pour garantir le respect des principes et des règles édictés par le dahir, la loi, le présent cahier de charges et sa charte déontologique prévue à l'article 29.1 (...) S'agissant des émissions réalisées en direct, il informe son directeur d'antenne, ses présentateurs ou journalistes, ainsi que ses responsables de réalisation et de diffusion des mesures à suivre pour conserver en permanence ou, le cas échéant, pour rétablir instantanément la maîtrise de l'antenne » ;

Attendu que l'article 7.1 du cahier de charges de la société « CHADA RADIO » dispose que : « (...) L'Opérateur veille à ce que la présentation de toutes personnes intervenant sur antenne n'abuse pas l'auditeur sur la compétence ou l'autorité desdites personnes. Dans ce cadre, lorsqu'un intervenant extérieur est invité dans une émission, il doit être clairement identifié par ses titres et sa qualité afin que le public soit en mesure d'évaluer la valeur de l'opinion exprimée (...) » ;

Attendu que l'article 9 du cahier des charges dispose que : « l'Opérateur prépare ses émissions en toute liberté, dans le respect des dispositions légales et du présent cahier de charges. Il assume l'entière responsabilité à cet égard. Cette liberté est exercée dans le respect de la dignité humaine, de la liberté, du droit à l'image, de la propriété d'autrui, de la diversité et de la nature pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion, ainsi que dans le respect des valeurs religieuses, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des exigences de la défense nationale. (...) » ;

Attendu que l'article 3 de la décision du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle n° 14-17 du 20 ramadan 1438 (15 juin 2017) portant adoption d'une recommandation relative aux programmes traitant de la santé dans les services audiovisuels dispose que : « (...) les intervenants respectent leur domaine de spécialisation » ;

Attendu que l'article 6 de la décision du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle n° 14-17 précitée dispose que : « (...) les intervenants dans ces émissions n'établissent pas de diagnostics relatifs à l'état de santé des auditeurs qui les appellent pour demander conseil » ;

Attendu que l'article 7 de la même décision du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle n° 14-17 dispose que : « (...) les intervenants dans ces émissions ne prescrivent pas de traitements aux auditeurs mais les incitent à solliciter l'avis d'un spécialiste » ;

Attendu que le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle, a décidé lors de sa plénière du 6 mars 2018 d'adresser une demande d'explication à la société « CHADA RADIO » eu égard aux différentes observations enregistrées ;

Attendu que la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle a reçu en date du 4 avril 2018 une réponse de la société « CHADA RADIO » exposant un ensemble d'explications eu égard aux observations relevées ;

Attendu que, sans préjudice du respect du principe de la liberté d'expression ainsi que du droit de tout intervenant d'exprimer ses opinions et sa position, les propos tenus par l'invité de l'émission, présenté à l'antenne en sa qualité de « Docteur nutritionniste », constituent un contenu de nature incitative, à tout le moins pour une catégorie du public, à des comportements susceptibles de porter atteinte à la santé des personnes, d'autant plus que lesdits propos n'ont pas mis de distance suffisante et claire entre les prescriptions précitées et ce qui relève de l'expression ou de l'appréciation scientifique globale ou générale, quant à l'état de l'art en la matière et ce, sans considération de l'encadrement juridique en vigueur et des garanties générales de l'exercice de la médecine, et sans réserve aucune de la part de l'animatrice de l'émission, tel que requis par l'exigence de la maîtrise d'antenne, ce qui met le contenu précité en non-conformité avec les dispositions légales et réglementaires encadrant la communication audiovisuelle, notamment celles relatives à l'honnêteté de l'information, aux règles relatives aux intervenants dans les émissions traitant de la santé et à la maîtrise d'antenne ;

Attendu que l'article 34.2 du cahier des charges de « CHADA RADIO » dispose que : « en cas de manquement à une ou plusieurs dispositions ou prescriptions applicables au Service ou à l'Opérateur, et sans préjudice des pénalités pécuniaires visées ci-dessus, la Haute Autorité peut, hormis ses décisions de mise en demeure, prononcer à l'encontre de l'Opérateur, compte tenu de la gravité du manquement de mise en demeure, prononcer à l'encontre de l'Opérateur, compte tenu de la gravité du manquement, l'une des pénalités suivantes :

- L'avertissement ;
- La suspension de la diffusion du service ou d'une partie du programme pendant un mois au plus ; (...) »

Attendu que, en conséquence, il se doit de prendre les mesures appropriées à l'encontre de la société « CHADA RADIO » ;

PAR CES MOTIFS :

1. Déclare que la société « CHADA RADIO », éditrice du service radiophonique « CHADA FM », a enfreint les dispositions légales et réglementaires encadrant la communication audiovisuelle, notamment celles relatives à l'honnêteté de l'information, aux règles relatives aux intervenants dans les émissions traitant de la santé et à la maîtrise d'antenne ;

2. Décide d'adresser un avertissement à la société «CHADA RADIO» ;

3. Ordonne la notification de la présente décision à la société « CHADA RADIO » ainsi que sa publication au *Bulletin officiel*.

Délibérée par le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle lors de sa séance du 2 chaabane 1439 (19 avril 2018), tenue au siège de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle à Rabat.

*Pour le Conseil Supérieur
de la Communication Audiovisuelle,
La Présidente,
AMINA LEMRINI ELOUAHABI.*

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).

Décision du CSCA n° 19-18 du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018) relative à l'émission «بصراحة» diffusée par le réseau de services radiophoniques édité par la société « RADIO PLUS ».

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE,

Vu la loi n°11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, notamment ses articles 3 (alinéa 1), 4 (alinéa 9) et 22 ;

Vu la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, notamment ses articles 3 et 8 ;

Vu le cahier des charges de la société « RADIO PLUS », notamment ses articles 7.1, 7.2 et 34.2 ;

Après avoir pris connaissance des documents relatifs à l'instruction effectuée par la Direction Générale de la Communication Audiovisuelle concernant l'édition du 8 février 2018 de l'émission «بصراحة» diffusée par le réseau de services radiophoniques édité par la société « RADIO PLUS » ;

Après en avoir délibéré :

Le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle a relevé dans le cadre du suivi de l'édition du 8 février 2018 de l'émission «بصراحة» diffusée par le réseau de services radiophoniques édité par la société « RADIO PLUS », qu'elle contenait une intervention de l'animateur de l'émission, au sujet de l'insuline présumée périmée de la Vallée de Ourika à proximité de Marrakech et ce, par l'utilisation de termes tels que :

« أنا كون وقعت لي أنا عنرفع دعوى على الدولة، عنرفع دعوى على الحكومة بمحاولة القتل غير العمد، هذا قتل، هذا في لغة القانون آ دكتور، (...) كون وقعت هادي في المواطن اللي مسكين اللي عارف خصوي مشي يدير دعوى عند الوكيل العام ضد الحكومة يرفع عليها دعوى بمحاولة القتل غير العمد » ;

« (...) أنا تنقول بان الجمعيات الحقوقية ديال حقوق الانسان خاصها تنوض ترفع دعوى على وزارة الصحة، أو تطالب بفتح تحقيق هاد الشيء خصوي يدار » ;

Attendu que l'article 3 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, dispose que : « *la communication audiovisuelle est libre. (...) Cette liberté s'exerce dans le respect des constantes du Royaume, des libertés et des droits fondamentaux, tels que prévus par la Constitution, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des exigences de la défense nationale.* (...) » ;

Attendu que l'article 8 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, dispose que : Les opérateurs de communication audiovisuelle titulaires d'une licence ou d'une autorisation, et le secteur audiovisuel public doivent :

- respecter les dispositions des articles 2,3 et 4 de la présente loi ;
- fournir une information pluraliste, fidèle, honnête, équilibrée et précise ;
- promouvoir la création artistique marocaine et encourager la production de proximité ;
- présenter objectivement et en toute neutralité les événements et ne privilégier aucun parti politique ou groupe d'intérêts ou association, ni aucune idéologie ou doctrine. Les programmes doivent refléter équitablement la pluralité de ceux-ci ainsi que la diversité des opinions. Les points de vue personnels et les commentaires doivent être identifiables comme tels ; (...)

Attendu que l'article 7.1 du cahier de charges de la société « RADIO PLUS » dispose que : « *L'exigence d'honnêteté de l'information s'applique à l'ensemble des émissions du Service.*

L'Opérateur doit vérifier le bien-fondé de l'information. Dans la mesure du possible, son origine doit être indiquée.

Le commentaire des faits et événements publics doit être impartial et exempt de toute exagération ou sous-estimation.

Lorsque la parole est donnée à des invités ou au public, l'Opérateur doit veiller à l'équilibre, au sérieux et à la rigueur des prises de parole dans le respect de l'expression pluraliste des divers courants de pensée et d'opinion. (...) » ;

Attendu que l'article 7.2 du cahier de charges de la société « RADIO PLUS » dispose que : « (...) *L'opérateur... veille, également, à ce que les journalistes, intervenant dans les émissions d'information, ne fassent valoir des idées partisans. Le principe est de distinguer l'énoncé des faits d'une part, et le commentaire, d'autre part.* » ;

Attendu que le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle, a décidé lors de sa plénière du 27 mars 2018 d'adresser une demande d'explication à la société « RADIO PLUS », eu égard aux différentes observations enregistrées, demeurée sans réponse ;

Attendu que, sans préjudice du respect du principe de la liberté d'expression ainsi que du droit de tout intervenant d'exprimer ses opinions, l'édition a contenu les propos ci-haut, tenus par l'animateur de l'émission, reflétant ses propres positions et appréciations, en rapport avec le sujet, comportant des critiques, dans l'ensemble, de la gestion du secteur de la santé, tant au niveau local que national, et en incitant à engager des actions diverses, notamment en justice, à l'encontre des responsables en charge du secteur de la santé, et ce, sans prendre aucune distance, au regard du principe général de l'équilibre et de la neutralité, ce qui met l'édition précitée en non-conformité avec les exigences légales et réglementaires encadrant la liberté de la communication audiovisuelle ;

Attendu que l'article 34.2 du cahier de charges de « RADIO PLUS » dispose que : « en cas de manquement à une ou plusieurs dispositions ou prescriptions applicables au Service ou à l'Opérateur, et sans préjudice des pénalités pécuniaires visées ci-dessus, la Haute Autorité peut, hormis ses décisions de mise en demeure, prononcer à l'encontre de l'Opérateur, compte tenu de la gravité du manquement de mise en demeure, l'une des pénalités suivantes :

- L'avertissement ;
- La suspension de la diffusion du service ou d'une partie du programme pendant un mois au plus ; (...)

Attendu que, en conséquence, il se doit de prendre les mesures appropriées à l'encontre de la société « RADIO PLUS ».

Par ces motifs :

1- Déclare que la société « RADIO PLUS » a enfreint les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives à l'équilibre et à la neutralité ;

2- Décide d'adresser un avertissement à la société « RADIO PLUS » ;

3- Ordonne la notification de la présente décision à la société « RADIO PLUS » ainsi que sa publication au *Bulletin officiel*.

Délibérée par le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle lors de sa séance du 1^{er} ramadan 1439 (17 mai 2018), tenue au siège de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle à Rabat.

*Pour le conseil supérieur
de la communication audiovisuelle,
La Présidente,*

AMINA LEMRINI ELLOUHABI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6694 du 12 kaada 1439 (26 juillet 2018).